

Cote du document: EB 2012/107/R.12
Point de l'ordre du jour: 7 d)
Date: 7 novembre 2012 **F**
Distribution: Publique
Original: Français



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Niger

Programme d'options stratégiques pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Vincenzo Galastro
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2609
courriel: v.galastro@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session
Rome, 12-13 décembre 2012

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	v
Résumé de la stratégie pour le pays	vi
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	5
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	6
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	6
B. Enseignements tirés	7
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	9
A. Avantage comparatif du FIDA	9
B. Objectifs stratégiques	9
C. Perspectives d'innovation	10
D. Stratégie de ciblage	11
E. Articulation au niveau des politiques	11
V. Gestion du programme	12
A. Gestion du COSOP	12
B. Gestion du programme de pays	12
C. Partenariats	13
D. Gestion des savoirs et communication	13
E. Cadre de financement SAFP	14
F. Risques et gestion des risques	15
Appendices	
I. Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP	1
II. Situation économique du pays	3
III. Cadre de gestion des résultats du COSOP	4
IV. Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP	7
V. Accord conclusif de l'EPP	14
VI. Réserve de projets	19

Dossiers clés

Dossier clé 1: Pauvreté rurale et secteur agricole et rural	33
Dossier clé 2: Matrice des organisations (Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces)	38
Dossier clé 3: Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats	54
Dossier clé 4: Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables	62

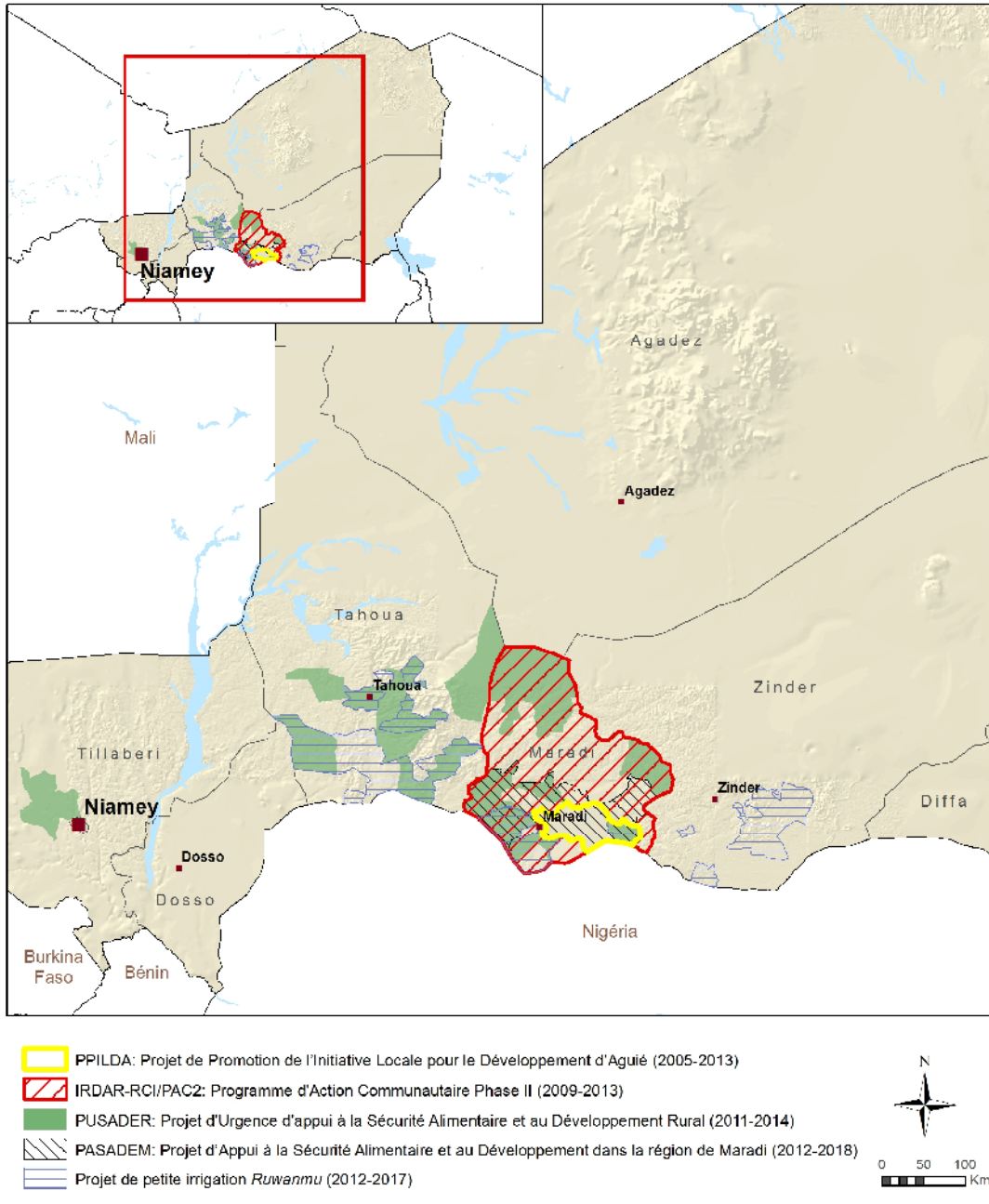
Sigles et acronymes

AREN	Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
AUE	Association d'usagers de l'eau
COFO	Commission foncière
COGES	Comité de gestion
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CRA	Chambre régionale d'agriculture
CSO	Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques
EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
GIE	Groupement d'intérêt économique
GSC	Groupement de service et conseil
I3N	Initiative "Les Nigériens nourrissent les Nigériens"
INRAN	Institut national de la recherche agronomique du Niger
IOE	Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
IRDAR-RCI	Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural – renforcement des capacités institutionnelles
MAG	Ministère de l'agriculture
MER	Microentreprises rurales
MMD	<i>Mata Masu Dubara</i> ("Femmes en mouvement")
OMD	Objectif du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PAC II	Programme d'action communautaire – Phase II
PAM	Programme alimentaire mondial
PASADEM	Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi
PDC	Plan de développement communal
PDES	Plan de développement économique et social
PIB	Produit intérieur brut
PIP2	Projet de promotion de l'irrigation privée
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPILDA	Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié
PPIP	Projet pilote de promotion de l'irrigation privée
PRODEX	Projet de développement des exportations et des marchés agro-sylvo-pastoraux
PTF	Partenaire technique et financier
PUSADER	Projet d'urgence pour l'appui à la sécurité alimentaire et le développement rural
RECA	Réseau national des chambres d'agriculture du Niger

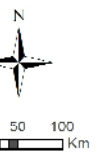
RNA	Régénération naturelle assistée
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SDDCI	Stratégie pour un développement durable et une croissance inclusive
SDR	Stratégie de développement rural
SDRP	Stratégie de développement accélérée et de réduction de la pauvreté
SFD	Services financiers décentralisés
STD	Services techniques déconcentrés
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

République du Niger
Opérations financées par le FIDA
COSOP



- PPILDA: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement d'Aguié (2005-2013)
- IRDAR-RCI/PAC2: Programme d'Action Communautaire Phase II (2009-2013)
- PUSADER: Projet d'Urgence d'appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rural (2011-2014)
- PASADEM: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi (2012-2018)
- Projet de petite irrigation *Ruwanmu* (2012-2017)



31-08-2012



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Dans un contexte de forte croissance démographique et de chocs climatiques récurrents, le défi majeur auquel le Niger est confronté consiste à assurer la sécurité alimentaire et la capitalisation des ménages en accompagnant la modernisation de son agriculture, qui représentait 45,2% du produit intérieur brut (PIB) en 2010. Cet enjeu est au cœur de l'action du gouvernement qui, dans sa Déclaration de politique générale du 16 juin 2011, confirmée par le Plan de développement économique et social (PDES) 2012-2015, place en tête des priorités "la recherche de la souveraineté alimentaire à travers la mise en œuvre de l'Initiative 3N" ("Les Nigériens nourrissent les Nigériens") (I3N). À travers le programme d'options stratégiques (COSOP) 2013-2018 pour le Niger, le FIDA entend contribuer à l'I3N en s'orientant graduellement vers l'approche-programme.
2. La contribution du FIDA à l'I3N s'appuie sur 30 années d'expérience au Niger, au cours desquelles 10 projets ont été mis en œuvre et des enseignements ont été tirés sur les questions suivantes: i) identification participative et diffusion entre pairs d'innovations techniques permettant une amélioration des systèmes agraires; ii) renforcement du capital social en tant que facteur clé de la durabilité des interventions; iii) prise en considération des risques structurels, notamment climatiques; iv) développement de possibilités d'activité économique extra-agricoles; v) mobilisation de capitaux d'investissement à travers la finance rurale; vi) qualité de la gestion fiduciaire et opérationnelle des projets; et vii) élaboration de systèmes de suivi participatif des projets. L'avantage comparatif du FIDA au Niger réside dans un savoir-faire avéré en matière d'appui à la petite agriculture familiale orientée vers le marché, considérée comme le moteur du développement et la clé de la sécurité alimentaire.
3. Sur la base de ces enseignements et dans le cadre stratégique de l'I3N, le COSOP 2013-2018 a pour finalité de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire des ménages ruraux et de favoriser le renforcement de leur capacité de résistance aux crises à travers trois objectifs spécifiques: **1) Les productions des petits producteurs agro-sylvo-pastoraux sont accrues durablement; 2) Les activités de post-production et de commercialisation des productions des petits producteurs agro-sylvo-pastoraux organisés sont améliorées; et 3) Le capital social est renforcé pour améliorer la durabilité des institutions locales et des activités productives et commerciales.**
4. Dans le cadre de ce COSOP, le FIDA concentrera son action dans la zone sahélienne des régions de Maradi, Tahoua et Zinder, sur les structures et groupes cibles suivants: i) les petits producteurs agro-sylvo-pastoraux; ii) les structures de la société rurale (communes, organisations de producteurs, chambres régionales d'agriculture [CRA], etc.); et iii) les ménages ruraux les plus vulnérables, les femmes et les jeunes. En ce qui concerne la réserve de projets, il est proposé de faire progressivement converger deux projets en cours (le Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi [PASADEM] et le Projet de petite irrigation Ruwanmu) pour les fondre en un seul programme cohérent de promotion de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder; ce programme d'une durée de 10 à 12 ans sera mis en œuvre dans la bande agro-pastorale couvrant ces trois régions. Le financement du programme mobilisera les ressources encore disponibles des deux projets en cours (PASADEM et Ruwanmu), de nouvelles ressources provenant des deux allocations du FIDA (2013-2015 et 2016-2018), des fonds du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), des cofinancements potentiels, ainsi que des contributions du gouvernement et des bénéficiaires.
5. Des questions transversales relatives aux effets du changement climatique, à la finance rurale, à la prévention des crises alimentaires et à la gestion de projet (suivi, évaluation d'impact, gestion des connaissances, communication et gestion fiduciaire)

seront intégrées dans un cadre commun à l'ensemble des projets relevant du COSOP. Ce cadre permettra de structurer les partenariats opérationnels et la coordination avec les prestataires et les autres partenaires techniques et financiers (PTF) afin de tirer parti de leurs expériences respectives et d'harmoniser les interventions. À cet égard, la création d'un bureau de représentation du FIDA au Niger constituera une avancée importante.

République du Niger

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le troisième COSOP du FIDA pour le Niger couvre la période 2013-2018. Il s'agit du premier COSOP établi selon les principes de la gestion axée sur les résultats. Il s'inscrit dans le prolongement du COSOP 1999-2003 et de celui de 2006, tout en apportant ajustements et innovations (voir la section III A).
2. Le processus d'élaboration du COSOP a été piloté par le Ministère du plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture (MAG), le Haut Commissariat à l'Initiative 3N ("Les Nigériens nourrissent les Nigériens") (I3N), les autres ministères concernés et les principaux acteurs des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Il repose sur les éléments suivants: i) les politiques et stratégies nationales; ii) le Cadre stratégique 2011-2015 du FIDA; iii) les enseignements tirés par le FIDA au Niger; iv) l'évaluation du programme de pays effectuée en 2010 par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE); et v) les discussions avec les partenaires de développement.
3. Les activités de préparation du COSOP ont démarré en février 2012. Un premier document a été transmis en avril 2012 au gouvernement et aux équipes de gestion du programme de pays (EGPP) du FIDA au Niger et au siège. Des échanges ont été organisés mi-mai avec les parties prenantes régionales et nationales. Une nouvelle version a été discutée au sein de l'EGPP début juin 2012 et a fait l'objet d'un examen par les pairs en juillet 2012. Le document révisé a été présenté le 13 septembre 2012 au Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques (CSO) du FIDA, avant d'être validé par le gouvernement le 4 octobre 2012 au Niger. Le document final est présenté pour examen lors de la cent septième session du Conseil d'administration du FIDA tenue en décembre 2012.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

4. Le Niger, pays enclavé d'une superficie de 1 267 000 km², fait partie des pays les moins avancés et des pays à faible revenu et à déficit vivrier. La population de 16 millions d'habitants s'accroît au rythme annuel de 3,3%. Elle est jeune (52% ont moins de 15 ans), peu alphabétisée (29%) et rurale (84%). Le pays se place au 186^e rang d'après l'indice de développement humain, et 76% des Nigériens vivent avec moins de 2 USD par jour¹. La situation s'est améliorée au regard de trois critères: le produit national brut (PNB) par habitant², la mortalité infantile et le taux de scolarisation³.
5. L'économie est vulnérable aux chocs externes, notamment d'origine climatique, du fait de la part du secteur agricole dans le produit intérieur brut (PIB) (45,2% en 2010) et de l'importance des cultures pluviales⁴. Les recettes de l'État dépendent dans une large mesure du secteur de l'extraction. Le premier partenaire commercial est le Nigéria.

¹ Indice de pauvreté du Niger, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/Banque Mondiale, 2007.

² Le PNB par habitant est passé de 561 USD en 2000 à 641 USD en 2011, en USD constants de 2005, à parité de pouvoir d'achat, Rapport sur le développement humain, PNUD, 2011.

³ Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est passé de 227‰ en 2000 à 160‰ en 2009 et l'indice de l'éducation de 0,109 en 2000 à 0,177 en 2011, *ibid*, PNUD, 2011.

⁴ Le mil et le sorgho, principales cultures pluviales, occupent 70% des superficies emblavées chaque année (Point de presse du Haut Commissaire à l'Initiative 3N du Programme du Président de la République : "D'importants atouts pour assurer l'autosuffisance alimentaire dans notre pays", octobre 2011).

6. Depuis 2005, la situation macroéconomique s'est améliorée. Après un recul en 2009 (-1,2% contre 9,5% en 2008)⁵, l'économie nigérienne a renoué avec une croissance positive de 8,2% en 2010⁶, tirée par le secteur agricole. Les prévisions pour 2012 sont de 13,4% selon le Fonds monétaire international (FMI), avec la mise en production de la mine d'uranium à Imouraren, l'exploitation pétrolière et la raffinerie d'Olléléwa à Zinder. Le taux d'inflation (2,2% sur les 12 derniers mois à fin février 2012) avoisine le niveau de convergence établi par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).
7. Le défi à relever consiste à faire en sorte que ces tendances macroéconomiques favorables se traduisent par un recul de la pauvreté. Ce processus se heurte à deux grandes contraintes entravant la capitalisation des ménages: la croissance démographique et le changement climatique en zone sahélienne, entraînant des crises alimentaires dues aux sécheresses qui compromettent la pérennisation des acquis d'une année à l'autre⁷.

Agriculture et pauvreté rurale

8. Le secteur primaire, qui a généré 46% du PIB entre 2005 et 2010, constitue le principal moteur de la croissance. Il regroupe 84% de la population active et représentait 26,4% des recettes d'exportation en 2010.
9. **Cultures.** L'agriculture nigérienne repose sur les petites exploitations familiales combinant cultures pluviales (céréales et légumineuses) et cultures irriguées vivrières et de rente (oignon⁸, sésame, niébé). Selon l'I3N, les cultures irriguées progressent, et elles représentent en valeur 30% de la production agricole et 90% des exportations agricoles⁹. La production nationale est en hausse – la récolte de mil a été multipliée par deux et celle de sorgho par trois entre 2000 et 2010¹⁰ – mais elle est structurellement inférieure à la demande nationale et sa progression repose sur l'expansion des superficies.
10. Les contraintes pesant sur l'agriculture sont multiples. L'accès aux facteurs de production est restreint et le dispositif d'appui-conseil est peu efficace (un vulgarisateur pour 2 000 à 2 500 paysans). Les ressources naturelles et le potentiel productif des terres se dégradent dans un contexte de sécheresses récurrentes. La transformation et la commercialisation rencontrent des difficultés (faible rémunération des producteurs, manque d'infrastructures de marché, faiblesse des organisations de producteurs, déficit d'information).
11. **Élevage.** Cette activité, qui représente 35% du PIB agricole¹¹, est pratiquée par 87% des Nigériens (petit et grand bétail, volailles). Ce secteur joue un rôle central dans la monétarisation de l'économie et l'amortissement des chocs puisqu'il contribue à hauteur de 15% au revenu des ménages et de 25% à la satisfaction des besoins alimentaires. Les produits de l'élevage constituent le deuxième poste d'exportation.
12. Les principales contraintes pesant sur le secteur sont l'accès aux services vétérinaires et de conseil, la sécurisation des espaces pastoraux, l'accès aux financements, l'accès à l'eau et au fourrage. Le déficit fourrager de 2009 a contribué dans une large mesure à la crise alimentaire de 2010. La place de l'élevage au sein d'un système agro-sylvo-pastoral complexe soulève la question de l'accès aux ressources naturelles et nécessite une gestion communautaire intégrée.

⁵ Perspectives économiques en Afrique, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

⁶ Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne, FMI, octobre 2011.

⁷ Un ménage peut passer sous le seuil de pauvreté d'une année à l'autre en raison des conditions climatiques.

⁸ Le Niger est le plus important exportateur d'oignons de la région, avec une production de 390 000 tonnes en 2010, FAOSTAT, octobre 2012.

⁹ L'irrigation a permis l'expansion des cultures maraîchères, dont la surface s'est accrue de plus de 20% entre 2000 et 2010, FAOSTAT, octobre 2012.

¹⁰ Proportion établie à partir des chiffres de FAOSTAT: production nationale de 1,6 million de tonnes de mil et de 0,37 million de tonnes de sorgho en 2000, et de 3,7 millions de tonnes et 1,3 million de tonnes, respectivement, en 2010, FAOSTAT, octobre 2012.

¹¹ La valeur du cheptel est estimée à 2 000 milliards de FCFA. Recensement des ressources de l'agriculture et de l'élevage au Niger, FAO, 2008.

13. **Fonctionnement des marchés.** Les contraintes qui pèsent sur les importants flux commerciaux nationaux et sous-régionaux entre bassins de production et centres urbains de consommation sont notamment les entraves à la circulation des produits, ainsi que l'insuffisance des infrastructures, de la diffusion de l'information et de la structuration des acteurs. Il est nécessaire d'améliorer la fluidité des transactions pour faciliter l'approvisionnement des consommateurs en produits adaptés, à des prix rémunérateurs et compétitifs.
14. **L'accès au foncier** présente deux grandes caractéristiques: il est limité pour certains groupes (femmes, jeunes, migrants), et les exploitations sont morcelées. Il varie selon les régions, avec une quasi-saturation des terres productives à Maradi et plus de possibilités à Zinder et à Tahoua. Les structures de sécurisation du foncier possèdent des ramifications jusqu'au niveau des villages, des commissions foncières (COFO) étant chargées de l'application du Code rural adopté en 1993, et elles offrent un cadre de gestion du foncier pour tous les usagers. Il est nécessaire d'améliorer le taux de couverture du système, qui n'était que de 20% en 2010, de le faire mieux connaître au sein d'une population majoritairement analphabète, et de renforcer la collégialité et la représentativité face à la société traditionnelle.
15. **L'accès au crédit** freine le développement économique¹², en particulier dans le secteur agricole. La finance rurale est encadrée par la Stratégie nationale de microfinance établie en 2004 et l'Agence de régulation du secteur de la microfinance (ARSM). Le secteur est en voie d'assainissement et demeure souvent la seule possibilité pour les populations rurales d'obtenir un crédit. Les banques commerciales commencent à répondre aux besoins du secteur agricole (Ecobank et la Bank of Africa financent le warrantage à Maradi). La Banque agricole du Niger (BAGRI), dotée d'un capital de 10 milliards de francs de la Communauté financière africaine (FCFA), a été créée en 2011 pour financer le secteur agricole.
16. **L'accès au conseil.** La recherche agronomique et l'appui-conseil agricole se caractérisent par un cadre institutionnel et des financements insuffisants. Le Système national de recherche agronomique souffre de l'absence de plan stratégique et d'instruments de financement des programmes de recherche à moyen et long terme. Les travaux de l'Institut national de la recherche agronomique du Niger (INRAN) sont peu valorisés. Les services techniques déconcentrés (STD) des ministères sont peu efficaces, les plus performants se transformant souvent en prestataires des partenaires techniques et financiers (PTF) ou des organisations non gouvernementales (ONG), au détriment de leur mandat.
17. **Les institutions décentralisées** sont la principale innovation institutionnelle intervenue au Niger depuis 2004. La majorité des 266 communes dispose d'un Plan de développement communal (PDC). Si leurs moyens institutionnels, financiers et humains sont insuffisants, les communes jouent un rôle décisif dans le développement territorial local et la gestion des infrastructures communautaires et des ressources naturelles. Les conseils régionaux sont appelés à prendre part à la gestion des investissements intercommunaux.
18. **Les organisations de producteurs** sont au Niger le fruit des interventions volontaristes de l'État, de l'autopromotion des producteurs et de l'appui des PTF. Les liens entre groupements de producteurs, unions et organisations faïtières nationales (Fédération nationale des producteurs maraîchers de la zone des Niayes [FPMN], Conseil pour l'action et la solidarité paysanne au Niger [CASPANI], Fédération des Unions des coopératives des producteurs de riz [FUCOPRI], Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger [AREN])¹³ sont complexes. Il est souhaitable d'adopter de nouvelles approches impliquant les organisations de producteurs en tant qu'acteurs de la mise en œuvre, de manière à les responsabiliser et à leur

¹² Au niveau national, environ 67% des prêts sont octroyés par des parents ou des amis et 20% par des tiers, Institut national de la statistique, enquête sur le questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être (QUIBB).

¹³ Voir le Rapport de la mission de M. Podzanski (don du FIDA à Agricornord visant à favoriser l'implication des organisations de producteurs dans les programmes du FIDA, 2012).

permettre de jouer leur rôle. Les **associations d'usagers de l'eau** (AUE) sont encore peu présentes dans le secteur de la petite irrigation. Toutefois, il existe au niveau régional certaines fédérations spécialisées et des groupements d'appui-conseil efficaces.

19. **Le Réseau national des chambres d'agriculture du Niger (RECA)**, qui regroupe les huit CRA, a vu le jour en 2000. Chaque chambre est constituée de 70 à 80 producteurs agricoles élus dont beaucoup sont aussi membres des principales organisations de producteurs de la région. Les CRA ont vocation à être un espace d'échange, de formation des dirigeants d'organisation de producteurs et de contribution aux politiques régionales. Elles sont à des stades de développement différents selon les appuis que le RECA a pu leur offrir pour développer leurs capacités à travers son système d'information sur les marchés, ses publications techniques, son site web et la mobilisation de PTF¹⁴. Leur financement au moyen de taxes parafiscales sur les produits d'exportation, prévu par la loi, n'est pas correctement assuré.
20. **Organisations non gouvernementales.** Nombre d'ONG sont présentes au niveau régional, qu'elles soient internationales (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere [CARE], Oxfam, Agronomes et vétérinaires sans frontières [AVSF], World Vision, etc.) ou nationales (Association nigérienne pour la dynamisation des initiatives locales [Karkara], AREN, etc.). Certaines s'apparentent davantage à des prestataires de services, mais elles disposent souvent d'un savoir-faire indispensable pour la mise en œuvre d'activités spécifiques (réseau des groupements *Mata Masu Dubara* [MMD "Femmes en mouvement"] etc.).
21. **Pauvreté rurale et insécurité alimentaire.** Environ 60% des ruraux vivent sous le seuil de pauvreté déterminé pour le pays (consommation annuelle inférieure à 225 USD). La population rurale souffre de malnutrition chronique¹⁵ aggravée par des crises alimentaires répétées (1973, 1984, 2005, 2010 et 2012) induisant décapitalisation et migrations. Néanmoins, le Niger fait partie des pays dont l'indice de la faim s'est amélioré¹⁶.
22. C'est dans les régions de Maradi (73%), de Tillabéry (72%) et de Dosso (70%) que l'incidence de la pauvreté est la plus élevée. Les régions de Zinder (54%) et Tahoua (58%) ont des niveaux de pauvreté moindres, mais elles rassemblent 40% de la population pauvre du pays du fait de leur forte densité de population.
23. Les femmes sont plus vulnérables en raison des inégalités dans l'accès aux facteurs de production (foncier¹⁷, capital) et au savoir (éducation, alphabétisation). Le taux de mortalité maternelle est l'un des plus élevés au monde (648 pour 100 000 naissances en 2006)¹⁸. Cependant, l'indice d'inégalité de genre établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est passé de 0,807 en 2008 à 0,724 en 2011. Les jeunes (15-24 ans) sont confrontés à un accès restreint au foncier, et leurs perspectives économiques sont limitées en zone rurale, ce qui les conduit à opter pour des exodes plus longs ou à s'expatrier.
24. **Changement climatique.** Le réchauffement observé au Niger correspond à une augmentation de 0,3°C par décennie. La confirmation de cette tendance engendrerait dans le pays une aggravation aussi bien des sécheresses que des pluies diluviennes et une plus forte variabilité de la pluviométrie. Les effets du changement climatique se répercuteront directement sur: i) les ressources en eau du fait de l'augmentation de la variabilité interannuelle des précipitations, exerçant une pression sur les eaux souterraines comme source d'eau potable; et ii) la production

¹⁴ Financement du Danemark dans la région de Zinder.

¹⁵ Le taux de malnutrition chronique au niveau national est de 42%, Institut national de statistique, Ministère de la santé – Direction de la nutrition, Programme alimentaire mondial, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Reliefweb, août 2012.

¹⁶ La proportion de personnes sous-alimentées est passée de 37% pour la période 1990-1992 à 16% pour la période 2006-2008. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans était de 14,3% en 2010, contre 31,1% en 1990, Indice de la faim dans le monde 2012, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFRI).

¹⁷ Seuls 4,6% des ménages dirigés par une femme possèdent un champ.

¹⁸ Cadre d'accélération des OMD: Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger, PNUD, décembre 2011.

agricole et la sécurité alimentaire, en raison d'un raccourcissement de plus de 20% de la durée de la campagne agricole d'ici à 2050 dans la zone sahélienne, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC): les sécheresses répétées auront pour conséquence la réduction des rendements et la diminution du cheptel du pays, et les inondations et tempêtes de sable contribueront à l'érosion des terres et à l'aggravation de la désertification.

25. **Défis et opportunités.** Dans un contexte associant une forte croissance démographique et des chocs climatiques, le défi majeur auquel le pays est confronté consiste à assurer la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté à travers une capitalisation durable des ménages. Le secteur agro-sylvo-pastoral dispose d'un potentiel important reposant notamment sur les exploitations familiales. Si les deux tiers de la superficie du pays sont désertiques¹⁹, moins d'un tiers des terres irrigables est exploité²⁰. Il est possible d'augmenter sensiblement les rendements en améliorant les techniques culturales²¹. Le désenclavement des bassins de production, l'adaptation des méthodes de culture aux effets du changement climatique (et une meilleure connaissance de ses modalités locales), la fluidification des échanges et le développement d'activités économiques connexes jouent également un rôle clé dans les dynamiques économiques locales. Les échanges transfrontaliers et les évolutions de la production et de la consommation dans la sous-région constituent des opportunités importantes pour le secteur.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

26. Le Niger est entré dans une nouvelle phase en 2011 avec la tenue d'élections présidentielles, législatives et municipales, après une année de transition. La première priorité du gouvernement, énoncée en juin 2011 dans sa Déclaration de politique générale, est "la recherche de la souveraineté alimentaire à travers la mise en œuvre de l'Initiative 3N"²². Ce pivot du programme pour la renaissance du Niger établi par le Président de la République s'articule avec les politiques sous-régionales de développement rural et de sécurité alimentaire, c'est-à-dire le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), la Politique agricole de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Politique agricole de l'UEMOA.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

27. Le Ministère du plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire a lancé en 2012 l'élaboration d'une vision à long terme, la Stratégie pour un développement durable et une croissance inclusive – Niger 2035 (SDDCI). Les objectifs stratégiques de la SDDCI seront déclinés en cinq plans de développement économique et social (PDES) successifs, ayant vocation à intégrer la Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (SDRP) et les plans d'action des ministères. Le PDES 2012-2015 adopté par le gouvernement en août 2012 constitue désormais le cadre de référence des interventions de l'État et de ses partenaires de développement.
28. Au niveau du secteur agricole, l'objectif de *l'Initiative 3N "Les Nigériens nourrissent les Nigériens"*, qui constitue le troisième axe du PDES, consiste à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un Haut Commissariat doté d'une équipe opérationnelle a été créé en septembre 2011 pour mettre en œuvre cette initiative. La stratégie de l'I3N, officialisée en avril 2012 en tant que traduction sectorielle du PDES, s'articule

¹⁹ Dans la partie sud, la pluviométrie annuelle, comprise entre 150 et 600 millimètres, est concentrée sur deux à trois mois.

²⁰ Dans le cadre du Ruwanmu, le potentiel de Maradi, Tahoua et Zinder a été estimé à plus de 83 000 hectares, Développement de l'irrigation et du drainage au Niger, AQUASTAT FAO, octobre 2012.

²¹ Une augmentation de 50% des rendements céréaliers est prévue sur la durée du Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi (PASADEM), et de 50% en moyenne pour le maraîchage dans le cadre du Ruwanmu, sur la base des résultats obtenus par le Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA), le Projet de promotion de l'irrigation privée (PIP2), le Projet de développement des exportations et des marchés agro-sylvo-pastoraux (PRODEX), etc.

²² Déclaration de politique générale du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, 16 juin 2011, p. 2.

autour de cinq programmes stratégiques²³. L'I3N est conforme au PDDAA puisqu'elle permettra d'accélérer la mise en œuvre du Plan national d'investissement agricole 2011-2015 et de contribuer à l'obtention d'un taux de croissance agricole de 11,9%, l'ambition étant d'atteindre en 2015 le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD1).

Harmonisation et alignement

29. **Secteur public.** Si l'État demeure tributaire de l'aide extérieure, les recettes tirées de l'uranium et du pétrole ont permis une hausse de 50% du budget en 2012. La décentralisation progresse depuis 2004 avec la tenue d'élections municipales régulières et le rôle croissant des communes dans le développement local, même si leurs capacités institutionnelles, financières et humaines sont inégales et doivent être renforcées. Les conseils régionaux ont été mis en place mi-2011.
30. **Secteur privé.** Le Niger est 173^e sur 183 pays dans le classement *Doing Business* de 2012. Cette position est imputable au coût d'établissement d'une entreprise (163^e) et au coût de commercialisation transfrontalier (173^e). Des améliorations ont été notées au niveau de l'accès au crédit (126^e) et de l'enregistrement (86^e). Les groupements de service et conseil (GSC) se sont développés et offrent à titre privé des services d'appui-conseil performants. Le tissu économique est dominé par de petits opérateurs privés informels et quelques grossistes et marchands de demi-gros gravitant autour des marchés.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

31. Le COSOP 1999-2003 et celui de 2006²⁴ s'apparentaient davantage à des documents internes qu'à de véritables outils de programmation et de pilotage. Dans un contexte d'instabilité politique, les projets constituaient les véritables moteurs stratégiques.
32. Le COSOP 2013-2018 diffère des deux COSOP précédents par les caractéristiques suivantes: i) il s'inscrit dans la stratégie nationale et la concertation sur les politiques; ii) il s'oriente vers l'adoption graduelle de l'approche-programme; iii) il propose un modèle économique explicite (agriculture familiale tournée vers le marché et microentreprises rurales); iv) il privilégie un ciblage centré non plus uniquement sur la vulnérabilité mais sur le potentiel productif à long terme des zones agro-sylvo-pastorales; v) il met l'accent sur la durabilité sociale, économique et environnementale; vi) il sert de cadre stratégique des projets financés par le FIDA qui alimentent le cadre de gestion des résultats et de mesure des impacts; et vii) il tient compte des dynamiques sous-régionales.
33. **Résultats.** C'est sur cette base que l'évaluation du programme de pays conduite en 2010 a fourni une analyse des résultats, de l'impact et de la performance du FIDA dans le pays. Cette évaluation met en évidence les bons résultats enregistrés en matière de gestion des ressources naturelles et d'intensification de la production. Les parcelles d'initiative paysanne ont permis à plus de 15 000 producteurs d'obtenir des hausses de rendement comprises entre 65% et 100%. Les actions de régénération naturelle assistée (RNA) associées à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures se sont traduites par une réduction de 50% des pertes dues aux attaques d'insectes. La diffusion de la RNA au Niger aurait permis le "reverdissement" de 5 millions d'hectares entre 1975 et 2005, dont 1 million d'hectares à Zinder²⁵. La récupération des terres a généré des gains de production de matière sèche fourragère ainsi que la

²³ À l'horizon 2015, l'I3N vise un accroissement de 41% de la production alimentaire (de 3 550 000 tonnes en 2011/2012 à 5 000 000 tonnes) afin de nourrir les 19 millions de Nigériens.

²⁴ Le premier COSOP se concentrait sur les régions défavorisées du pays et sur l'amélioration de l'accès aux services financiers. Le COSOP de 2006 s'est focalisé sur la région de Maradi et sur l'augmentation du potentiel productif à long terme de la petite agriculture en stimulant les cultures vivrières, la petite irrigation, l'élevage et les activités extra-agricoles.

²⁵ Impacts des investissements publics et privés dans la gestion des ressources naturelles, Système d'information sur les pays (CIS)/ Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), 2009.

vente de pailles et de semences pour une valeur de plus de 70 000 FCFA par ménage.

34. **Impact.** De manière générale, l'évaluation met en évidence l'amélioration de l'impact des interventions du FIDA, en particulier en matière de revenus et de sécurité alimentaire des ménages. Dans le cadre du Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA), les ménages ayant bénéficié de services d'appui-conseil ont vu le rendement moyen de leur exploitation tripler pour atteindre 750 kilogrammes à l'hectare. La mise en place de banques de céréales a permis aux ménages de récolter en moyenne 100 kilogrammes de mil de plus²⁶. Les effets constatés sont néanmoins limités dans l'espace du fait d'une concentration dans la région de Maradi. Les activités aussi bien que les approches adoptées étaient adaptées aux réalités locales. En revanche, les aspects de durabilité requièrent plus d'attention.
35. **Performance.** L'efficacité du portefeuille du FIDA au Niger s'est améliorée, durant ces dernières années, sur le plan des procédures administratives, de la planification et de la gestion. Ainsi, les projets en cours (PPILDA, Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural-renforcement des capacités institutionnelles [IRDAR-RCI] et Projet d'urgence pour l'appui à la sécurité alimentaire et le développement rural [PUSADER]) sont crédités de très bonnes notes sur le plan de l'exécution et de l'évaluation²⁷. Certains aspects doivent toutefois être améliorés: i) le délai d'entrée en vigueur des prêts; et ii) les coûts de fonctionnement, qui devront bénéficier d'économies d'échelle.

B. Enseignements tirés

36. Le FIDA a financé 10 projets depuis 1980, pour un montant total de 144 millions d'USD. Cette expérience, et celle des autres PTF, a permis de tirer des enseignements en ce qui concerne l'approche, la mise en œuvre et les activités²⁸.
- *L'identification participative et la diffusion entre pairs de techniques et technologies sur une longue période et dans une même zone permettent une véritable évolution des systèmes agraires à long terme.* La durée et l'intensité de l'intervention jouent un rôle décisif pour favoriser l'adoption de ces techniques. La RNA, diffusée depuis les années 1990 dans le département d'Aguié, est aujourd'hui la méthode la plus répandue à Maradi, Zinder et Tahoua, et il est reconnu sur le plan national et international qu'elle apporte une réponse pertinente et économique au phénomène de la désertification. Dans le domaine de la petite irrigation, la succession de projets²⁹ centrés sur le maraîchage a contribué à l'émergence d'acteurs et de systèmes de production qui occupent désormais une place centrale dans l'agriculture nigérienne. De même, le projet de développement rural de Maradi mené dans les années 1980 a permis de diffuser la culture attelée, une technique désormais maîtrisée dans la région. Afin de consolider l'action du FIDA à ce niveau, il est nécessaire: i) de s'assurer de la rentabilité économique des technologies; et ii) d'élargir le ciblage afin de diffuser ces innovations dans une zone plus vaste et d'assurer leur adoption durable.
 - *L'accent mis sur le capital social et la participation active d'acteurs locaux renforcés est un facteur essentiel contribuant à la pertinence, l'efficacité et la durabilité des interventions.* Cette démarche permet une appropriation et une responsabilisation accrue des acteurs. Ceux-ci interviennent en amont (ciblage), lors de la mise en œuvre (maîtrise d'ouvrage, suivi) et en aval (gestion des ressources et des infrastructures). Le FIDA doit poursuivre cette approche en insistant sur l'implication des acteurs dans la gestion et le suivi des ressources

²⁶ Sources PPILDA.

²⁷ Aucune note n'est inférieure à 4 dans les évaluations des rapports sur l'état d'avancement des projets, source FIDA.

²⁸ Voir l'évaluation du programme de pays (2010), l'évaluation terminale du programme spécial de pays – phase II (2007), les examens à mi-parcours (PPILDA, avril 2011, etc.).

²⁹ Projet pilote de promotion de l'irrigation privée (PIIP), Projet de promotion de l'irrigation privée – Phase II (PIP2) et PRODEX de la Banque mondiale, Programme d'appui à la sécurité alimentaire par la petite irrigation (ASAPI) de l'Union européenne, PPILDA, etc.

naturelles ainsi que sur la nécessité de prendre des décisions concertées au niveau des pouvoirs publics.

- *La prise en considération des risques structurels inhérents au contexte nigérien est nécessaire pour assurer la pérennisation des acquis tout en conservant des éléments de flexibilité permettant de répondre aux crises.* La prise en considération des risques économiques et climatiques doit se faire en amont, notamment à travers la diversification de la production et l'adaptation de l'agriculture aux effets du changement climatique, tout en laissant la place à des interventions d'aval lors des crises alimentaires. Le PUSADER met en évidence la nécessité de tenir compte du risque climatique structurel et des processus de décapitalisation et recapitalisation des ménages. Au niveau de la programmation, il est nécessaire d'intégrer des éléments de flexibilité, en mettant en place un mécanisme permettant de financer une gamme d'outils éprouvés, en coordination avec les PTF intervenant dans ces domaines (banques d'intrants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], filets de protection sociale et activités de gestion durable des terres et des effets du changement climatique de la Banque mondiale, activités Espèces contre travail du PAM).
 - *Dans certaines zones, la conjonction d'une forte croissance démographique et de ressources foncières limitées nécessite d'accorder plus d'attention aux possibilités d'activité économique extra-agricole.* La région de Maradi en particulier est soumise à une pression foncière importante, notamment pour les surfaces irrigables, du fait de la croissance démographique soutenue (3,7% dans la région). Ce constat conduit à s'interroger sur les limites du modèle de petite agriculture familiale. Le PPILDA a expérimenté le développement de microentreprises agricoles ou extra-agricoles qui concourent au développement économique local. La question du salariat agricole est également au cœur du Ruwanmu. Le nouveau COSOP doit s'appuyer sur des analyses microéconomiques afin d'accorder davantage d'attention à l'emploi rural salarié et l'entrepreneuriat, notamment pour les femmes et les jeunes.
 - *Les interventions axées sur les marchés et le sous-secteur de la petite irrigation mettent en lumière l'importance de la finance rurale pour la mobilisation de capitaux d'investissement et la monétarisation des échanges.* Afin de s'inscrire davantage dans la durée (épargne) et dans les dynamiques économiques locales tout en augmentant l'efficacité de la gestion des projets, les interventions doivent recourir à l'ensemble des services financiers en place.
 - *La qualité et l'efficacité de la gestion fiduciaire et opérationnelle des projets reposent sur une équipe renforcée et des partenaires de mise en œuvre performants.* Sur la base des constats tirés de la clôture anticipée de deux projets antérieurs (Programme de développement des services financiers ruraux [PDSFR] et IRDAR-RCI), le recours à l'assistance technique pour accompagner les capacités de gestion des équipes a permis d'améliorer la qualité et la performance. Les coûts de transaction et de gestion demeurent néanmoins élevés et, dans une perspective d'expansion géographique, il faudra avoir davantage recours à des prestataires et des partenaires opérationnels stratégiques, une approche qui a fait ses preuves avec les GSC.
37. *Le système de suivi participatif des projets requiert une harmonisation des outils afin d'améliorer la synthèse des informations dans le cadre du COSOP et appelle la mise en place d'une méthodologie pour mesurer les impacts de façon rigoureuse.* En matière de suivi, des innovations intéressantes ont été mises en place avec un suivi nominatif et participatif au niveau des villages, notamment dans le cadre du PPILDA. Le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) en place demeure néanmoins insuffisant pour améliorer les performances. Un outil de mesure de l'impact des interventions du FIDA sur les revenus des ménages sera mis au point dans le cadre de ce COSOP.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

38. Le FIDA, qui peut se prévaloir d'une expérience continue de 30 ans dans l'appui à l'agriculture nigérienne, a élaboré un savoir-faire irremplaçable en matière d'appui de la petite agriculture familiale orientée vers le marché dans la zone sahélienne du pays. Il s'agit en particulier: i) de l'intensification et la diversification des systèmes de production de petite taille; ii) de l'adaptation de ces systèmes aux effets du changement climatique (RNA, réhabilitation des terres dégradées, aménagement des bassins versants, etc.); iii) du renforcement du tissu socioéconomique communautaire et des instances rurales; et iv) du ciblage participatif.

B. Objectifs stratégiques

39. Le programme de pays du FIDA au Niger contribuera à assurer durablement la sécurité alimentaire des ménages ruraux et à favoriser le renforcement de leur capacité de résistance aux crises. Cette contribution: i) s'inscrit dans la mise en œuvre de l'I3N et du troisième axe du PDES; ii) est complémentaire des interventions des autres bailleurs de fonds; et iii) est conforme au Cadre stratégique du FIDA. La petite agriculture familiale s'insérant au sein de pôles économiques d'échanges et d'une société rurale organisée constitue le cœur de cette stratégie.
40. **Objectif stratégique 1: Les productions des petits producteurs agro-sylvo-pastoraux sont accrues durablement.** Au niveau opérationnel, il s'agit d'intensifier et de diversifier la production grâce à l'amélioration et la sécurisation de l'accès des petits producteurs aux facteurs de production, technologies et services. Les activités porteront sur: i) l'accès au foncier et à l'eau, leur sécurisation et leur gestion; ii) la diffusion de technologies et équipements de production rentables adaptés aux petites exploitations; iii) les services d'appui-conseil et l'expérimentation participative; iv) des travaux de conservation des sols et la diffusion de pratiques adaptées au changement climatique; et v) des actions visant à prévenir ou à pallier la décapitalisation. Les sous-secteurs d'intervention incluent les cultures pluviales, la petite irrigation maraîchère et le petit élevage (petits ruminants, volailles). Les spécificités régionales en matière de spéculation agricole et de petit élevage seront prises en considération.
41. **Objectif stratégique 2: Les activités de post-production et de commercialisation des productions des petits producteurs agro-sylvo-pastoraux organisés sont améliorées.** Il s'agit de promouvoir l'accès des petits producteurs organisés aux équipements, infrastructures, savoir-faire et autres services après-récolte et de commercialisation pour faciliter les flux des bassins de production vers les zones de consommation à des prix rémunérateurs et compétitifs. Les activités suivantes seront incluses: i) l'amélioration des infrastructures et des équipements autour de marchés ruraux de demi-gros implantés au cœur des pôles économiques; ii) la promotion de mécanismes visant à favoriser le stockage des productions vivrières (warrantage, etc.); iii) la professionnalisation et le positionnement des organisations de producteurs s'articulant autour d'un pôle d'échange entre acteurs économiques animé par les CRA; et iv) l'émergence de structures interprofessionnelles et de partenariats public-privé pour assurer la gestion des infrastructures économiques en liaison avec les communes. Les interventions s'inscriront dans les échanges transfrontaliers et les dynamiques de consommation et de production.
42. **Objectif stratégique 3: Le capital social est renforcé pour améliorer la durabilité des institutions locales et des activités productives et commerciales.** Il s'agira de renforcer la société rurale organisée et les institutions publiques décentralisées dans le cadre de leurs rôles et mandats respectifs. Les activités suivantes seront incluses: i) la création et la consolidation des capacités de planification et de gestion des groupes de gestion des infrastructures

communautaires et des ressources naturelles; ii) l'appui aux communes dans leur rôle de maître d'ouvrage du développement local et de gestionnaire des infrastructures publiques (collecte des taxes, entretien routier); iii) la professionnalisation des groupes de producteurs en amont et en aval de la production et des structures public-privé de gestion des infrastructures commerciales, en collaboration avec les fédérations d'organisations de producteurs et les CRA; et iv) l'appui à la création de microentreprises rurales et l'accès aux opportunités économiques pour les jeunes et les femmes.

43. **Activités complémentaires et transversales.** L'adaptation aux effets du changement climatique constitue une première dimension transversale, qui sera prise en considération moyennant la mise en place d'un système d'information visant à mieux cartographier les zones les plus vulnérables, la diffusion d'informations concernant le changement climatique, la sensibilisation de l'ensemble des acteurs à cette problématique, et le développement et la diffusion de techniques de production favorisant la capacité de résistance des petites exploitations familiales. Ce volet, qui reposera notamment sur l'Évaluation stratégique environnementale du COSOP, bénéficiera d'un financement spécifique au titre du Programme ASAP mobilisé dans le cadre du présent COSOP.
44. La prise en compte des femmes et des jeunes constitue une deuxième problématique transversale. Il s'agira de mieux comprendre et prendre en considération leurs spécificités (accès au foncier, phénomènes migratoires, diversification des activités économiques, etc.) à travers des activités particulières. Cette question pourra être traitée dans le cadre de la concertation sur les politiques.
45. La finance rurale constitue également un domaine transversal incontournable dans le cadre: i) d'une approche comprenant la participation réaliste des bénéficiaires aux investissements et l'impératif de durabilité; et ii) d'interventions structurées autour des marchés de demi-gros, où les échanges sont davantage monétarisés. Au-delà des mécanismes associant les services financiers décentralisés à la mise en œuvre dans le cadre de microprojets, une étude permettant de mieux appréhender l'offre et la demande de services financiers dans les zones d'intervention a été conduite en septembre 2012, et ses conclusions seront prises en considération dans le cadre des projets en cours.
46. Certaines dimensions de la nutrition et de la prévention des crises alimentaires seront traitées dans le cadre de ce COSOP, dans la limite des avantages comparatifs du FIDA et sur la base de partenariats opérationnels (jardins de case, espèces nutritives, production de farines enrichies, etc.). Des outils permettant de prévenir les crises alimentaires et nutritionnelles (appui au Système d'alerte précoce) et de lutter contre leurs effets, aussi bien en amont (logique de filets de protection sociale, activités Espèces contre travail) qu'en aval (distributions, recapitalisation, etc.), seront développés dans un cadre transversal. Cet aspect est indispensable dans le contexte nigérien et requiert l'existence d'un levier financier mobilisable en cas de crise alimentaire.
47. Enfin, si le FIDA reconnaît l'importance du pastoralisme au Niger, ce secteur sera abordé sous l'angle des flux de commercialisation, de manière à ce qu'il soit tiré depuis l'aval (marchés de demi-gros). Les autres aspects sont traités par d'autres partenaires bénéficiant d'avantages comparatifs dans le domaine du pastoralisme.

C. Perspectives d'innovation

48. Au Niger, le FIDA a dans une large mesure construit son identité sur l'innovation fondée sur l'identification participative, la cogestion et la diffusion entre pairs. Il s'agit d'innovations techniques peu onéreuses et adaptées aux petits producteurs: RNA, fertilisation (apport localisé de fumier de caprins), lutte contre les insectes floricoles, fabrication d'aliments pour le bétail et la volaille à partir de résidus agricoles, etc.

49. Au titre du COSOP 2013-2018, le FIDA capitalisera et consolidera les innovations générées par les projets en cours et il élaborera et testera de nouvelles approches et de nouveaux outils dans les domaines suivants: i) les techniques et technologies agricoles adaptées aux effets du changement climatique; ii) l'emploi rural pour répondre à l'afflux de jeunes actifs sur le marché de l'emploi dans un contexte de ressources foncières limitées; iii) la gestion du foncier et des ressources naturelles impliquant tous les acteurs; et iv) la finance rurale accessible à tous.
50. L'extension à de nouvelles régions constituera la seconde phase du processus d'innovation, de manière à augmenter l'impact. Les activités du Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi (PASADEM) et du Ruwanmu³⁰ seront étendues et harmonisées au sein d'un même programme. L'extension se fera dans les trois régions de Maradi, Tahoua et Zinder, par diffusion progressive à partir des zones d'interventions actuelles. Les moteurs de cette expansion seront: i) les compétences et le savoir-faire déjà acquis et l'intervention coordonnée de succès des équipes du PASADEM et du Ruwanmu; ii) la dynamique des institutions, des entités décentralisées et des politiques publiques (I3N, communes, commissions foncières, etc.); iii) la société civile rurale organisée, qui englobe les CRA, les organisations de producteurs, les prestataires de services locaux et les organisations communautaires (comités de gestion [COGES], AUE, etc.); iv) les autres PTF intéressés par une collaboration technique et/ou un cofinancement; et v) les mécanismes de coordination et de concertation sur les politiques publiques à tous les niveaux.

D. Stratégie de ciblage

51. **Ciblage géographique.** Après avoir concentré son action sur Maradi, le FIDA est entré dans une phase d'expansion à Tahoua et Zinder. Le COSOP 2013-2018 adopte une stratégie de ciblage géographique fondée sur le potentiel productif de ces régions en ciblant les bandes sahélienne et sahélo-soudanienne. Les communes seront identifiées sur la base d'éléments techniques et socioéconomiques.
52. **Ciblage socioéconomique.** Les structures et groupes cibles sont: i) les petits producteurs agro-sylvo-pastoraux; ii) les institutions locales et les organisations de la société rurale; et iii) les jeunes et les femmes vulnérables engagés dans des activités économiques extra-agricoles ou connexes. Les femmes et les jeunes représenteront chacun au moins 30% des bénéficiaires directs des opérations.
53. **Mécanismes de ciblage.** La stratégie de ciblage participatif utilisée, qui repose sur l'expérience probante du FIDA dans le pays, s'opérera selon les modalités suivantes: i) un ciblage socioéconomique, avec l'établissement de profils de pauvreté (catégories de vulnérabilité) suivi d'autodiagnostic; et ii) un autociblage pour les ménages les plus vulnérables, les femmes et les jeunes (activités spécifiques). Pour prendre en considération les caractéristiques du ciblage dans le cadre du système de suivi-évaluation du COSOP, il est prévu de décomposer les indicateurs en fonction du sexe et de l'âge et d'instaurer un suivi de la vulnérabilité des ménages les plus fragiles.

E. Articulation au niveau des politiques

54. En accord avec les principes de la Déclaration de Paris, le FIDA va dans le sens de la politique du gouvernement en matière de développement rural et de sécurité alimentaire, et il contribuera à la mise en œuvre de l'I3N dans le domaine où il dispose d'avantages comparatifs, à savoir le développement d'une petite agriculture familiale tournée vers le marché.
55. Le FIDA prendra part à l'ensemble des instances de concertation et de coordination le concernant: au niveau stratégique, avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE), le

³⁰ Ruwanmu: "Notre eau" en langue haoussa, traduit le concept d'appropriation de la ressource hydrique par les utilisateurs afin de mieux l'utiliser et la protéger.

comité État-partenaires du PDES, et surtout le Conseil national de dialogue et de concertation des acteurs (CNDA) pour ce qui concerne la stratégie de l'I3N. Au niveau opérationnel, le FIDA participera aux différents comités sous-sectoriels et groupes de travail prévus au titre de la stratégie de l'I3N, qui seront progressivement mis en place. Le FIDA s'attachera à promouvoir et alimenter la concertation sur les politiques publiques dans des domaines clés, tels la sécurisation foncière, la durabilité des infrastructures et la création d'un fonds d'entretien routier, le suivi et la gestion des ressources hydriques, la question des femmes et des jeunes ruraux, etc. Au niveau sous-régional, le FIDA appuiera le dialogue en matière de sécurité alimentaire, d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, de gestion des ressources communes ainsi que de commerce agricole transfrontalier.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

56. Afin de faire du COSOP un véritable outil stratégique, les projets y référeront systématiquement, essentiellement par le biais des indicateurs, lors de leur conception, de leur suivi et de leur évaluation. Le cadre de gestion des résultats reprend déjà les indicateurs des projets en cours qui contribueront à la réalisation des objectifs du COSOP (voir l'appendice III). La situation de référence du COSOP correspond à la synthèse de celles du PASADEM et du Ruwanmu, qui seront complétées par celle du projet à venir. Dans le cadre des projets, le suivi des indicateurs s'appuiera sur le SYGRI (enquête de référence, supervision, examen à mi-parcours, évaluation finale) en liaison avec le système du MAG et de l'I3N et les services statistiques nationaux.
57. L'évaluation de l'impact au regard des indicateurs pertinents du 2^e et/ou du 3^e niveau sera réalisée dans la mesure du possible selon une méthodologie propre afin de déterminer avec suffisamment de rigueur l'impact spécifique des activités du projet au niveau des ménages (revenus, sécurité alimentaire). Il s'agira notamment: i) de déterminer le nombre de ménages "sortis de la pauvreté" (mesuré à travers le raccourcissement de la période de soudure et la hausse des revenus); ii) d'estimer la contribution des projets financés par le FIDA à ces évolutions; iii) d'identifier les autres variables explicatives significatives pour les indicateurs observés; et iv) de dégager des recommandations sur le plan des approches à privilégier pour améliorer l'impact (ciblage, mise en œuvre, activités).

B. Gestion du programme de pays

58. Le programme de pays du FIDA sera coordonné par le Ministère chargé du plan (responsable de la coordination des actions de développement) et mis en œuvre par le MAG (en tant qu'institution de tutelle), en collaboration avec les autres ministères et institutions concernés dans le cadre de la mise en œuvre de l'I3N. Un Comité de pilotage unique comprenant des représentants d'organisations de producteurs orientera la mise en œuvre stratégique du COSOP, en collaboration avec le Ministère du plan, le Ministère de l'élevage et le Ministère de l'hydraulique et de l'environnement. Ce comité sera notamment chargé des missions suivantes: i) guider la conception et la mise en œuvre des projets relevant du COSOP; ii) partager les informations sur les expériences du FIDA avec les autres PTF; et iii) renforcer le dialogue entre les institutions impliquées dans le programme.
59. Les équipes des projets du FIDA au Niger assureront la mise en œuvre technique des projets relevant du COSOP dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder, selon des procédures harmonisées. Un suivi continu de leurs capacités sur le plan de la planification, de la gestion financière et des aspects techniques sera conduit. L'harmonisation et le suivi du programme de pays sera assuré par le bureau de représentation du FIDA qui sera établi pour la première fois au Niger dans le cadre

de ce COSOP. Le bureau entretiendra en outre un dialogue permanent avec le gouvernement et les autres PTF.

60. L'objectif du FIDA est de s'orienter progressivement vers l'approche programme, en favorisant une appropriation graduelle de la mise en œuvre par des institutions nationales. Il s'agirait pour le FIDA d'une expérience novatrice en Afrique de l'Ouest. À cette fin, une évaluation institutionnelle et organisationnelle sera entreprise en 2013.

C. Partenariats

61. **Collaboration institutionnelle.** Sur le plan du cofinancement, la poursuite des expériences menées avec le Fonds belge pour la sécurité alimentaire et le Fonds pour l'environnement mondial – PPILDA –, la Banque mondiale – phase II du Programme d'action communautaire (PAC II) –, le Fonds de l'OPEP pour le développement international – PUSADER – et le Programme alimentaire mondial (PAM) – PASADEM – reposera sur une analyse précise de la performance de ces arrangements. En ce qui concerne les aspects techniques, le FIDA confiera la mise en œuvre partielle ou totale de certaines activités ainsi que l'assistance technique à : i) des acteurs bénéficiant d'un savoir-faire dans des domaines pour lesquels le FIDA ne dispose pas d'un avantage comparatif; ou ii) des acteurs locaux et/ou communautaires dont l'implication favorisera le renforcement du capital social, une appropriation satisfaisante et la durabilité des activités: a) les communes pour la maîtrise d'ouvrage des *infrastructures rurales*; b) des organisations de producteurs ou GSC existants pour les activités de *vulgarisation et d'accompagnement*; c) des ONG nationales ou internationales pour le *renforcement des capacités* des acteurs sur le plan de la gestion et de la formation technique (transformation, commercialisation); d) des institutions spécialisées dans la *finance rurale* pour renforcer les liens avec les services financiers décentralisés (SFD), en particulier celles opérant déjà dans le pays (Fonds d'équipement des Nations Unies [FENU], etc.); et e) des PTF, notamment dans le cadre de *cofinancements* (Union européenne, organismes de coopération espagnol, belge et suisse, système ONU, etc.) et pour la *mobilisation de savoir-faire techniques spécifiques* (FAO pour les champs-écoles, UNICEF pour la nutrition et l'alphabétisation, PAM pour les activités Espèces contre travail, etc.).
62. **Coordination institutionnelle.** Le FIDA prendra part aux structures de coordination afin de s'assurer de la cohérence des interventions, de la capitalisation des connaissances et de l'harmonisation avec les stratégies nationales. Les complémentarités seront exploitées dans le cadre de partenariats de coopération technique solides avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD), les organismes de coopération espagnol, suisse, belge et français, et les centres de recherche (Université de Niamey, Institut national de la recherche agronomique du Niger [INRAN], Centre mondial d'agroforesterie [CIRAF], etc.); le gouvernement, le PAM et les autres PTF impliqués dans la décentralisation, les questions foncières et le renforcement des organisations de producteurs et des GSC; et les services nationaux et les observatoires régionaux.

D. Gestion des savoirs et communication

63. L'innovation constituant l'un des moteurs des activités du FIDA au Niger, une stratégie de gestion des savoirs et de communication harmonisée sera établie dans le cadre du COSOP. Il s'agira notamment d'assurer les échanges sur les innovations techniques entre les organisations de producteurs, d'organiser des émissions radiophoniques, d'assurer l'élaboration et la diffusion de fiches techniques, et de créer un site Internet. Des voyages d'échange et des liens pourront être développés sur le continent africain et à l'échelle internationale en s'inspirant du modèle des parcours d'apprentissage³¹ déjà expérimenté dans le cadre du PASADEM pour les

³¹ Par exemple en matière de gestion des ressources naturelles dans un contexte de sécheresse, un problème qui touche des pays aussi divers que la Chine ou le Brésil.

marchés de demi-gros en République-Unie de Tanzanie. Une collaboration pourra être établie avec des instituts de recherche nationaux et internationaux.

64. En ce qui concerne les partenariats, cette stratégie s'appuiera en priorité sur le réseau FIDAfrique, le RECA, les CRA, les organisations de producteurs, les communes et les acteurs locaux afin de pérenniser les mécanismes de gestion des savoirs locaux et régionaux. L'implication du FIDA dans les groupes de travail thématiques réunissant les PTF ainsi que leur participation aux ateliers de restitution de l'évaluation annuelle du COSOP joueront également un rôle essentiel dans la stratégie de communication.

E. Cadre de financement SAFP

65. Le COSOP inclut deux projets déjà financés (PASADEM et Ruwanmu)³² et le nouveau Programme de promotion de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder³³, qui sera pris en charge au moyen de fonds attribués dans le cadre des cycles 2013-2015 et 2015-2018 du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), du programme ASAP et de cofinancements potentiels. Selon une estimation prudente établie en 2012, la première allocation au titre du cycle SAFP 2013-2015 s'élèvera à 30 millions d'USD, et il en ira de même pour la période 2015-2018. L'approche proposée pour cette intervention consiste à faire progressivement converger les deux projets (PASADEM et Ruwanmu) pour constituer un seul programme cohérent d'une durée de 10 à 12 ans dans la bande agro-sylvo-pastorale couvrant ces trois régions.
66. Ce programme aura pour finalité d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages ruraux et leur capacité de résistance aux crises par le biais: i) de l'accroissement durable des productions agro-pastorales (cultures pluviales et maraîchères, petit élevage) et de leur adaptation aux effets du changement climatique; ii) de l'amélioration des activités après-récolte et de la commercialisation des productions agro-pastorales des petits producteurs organisés; et iii) du renforcement du capital social pour améliorer la durabilité des institutions locales, des activités de production et de commercialisation (communes, comités de gestion, associations d'usagers, organisations de producteurs, chambres d'agriculture, etc.) et des mécanismes d'adaptation aux effets du changement climatique.
67. Un montant additionnel correspondant à 10% de l'allocation pourra être affecté sous forme de don pour financer un appui au démarrage et à la mise en œuvre des projets et des activités d'assistance technique se rapportant aux activités en place (appui aux CRA, évaluation d'impact, renforcement du cadre institutionnel du Code rural ou du Système d'alerte précoce). Le tableau qui suit présente les modalités de calcul du SAFP en 2011.

³² Trois projets en cours seront clôturés dans les deux premières années du COSOP (PPILDA en 2013, IRDAR-RCI et PUSADER en 2014).

³³ Dans un souci d'appropriation par les populations et sur le modèle du Ruwanmu, un nom en langue locale pourra être testé et choisi.

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateur</i>		<i>COSOP Année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural		
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,63
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,88
B i)	Accès à la terre	3,00
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,25
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,00
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,75
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,67
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,00
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	3,88
D ii)	Représentation	3,33
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,25
E ii)	Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	2,69
Somme des notes cumulées		44,33
Moyenne des notes cumulées		3,69
Notation des projets à risque (PAR) 2011		4
Indice d'affectation des ressources de l'IDA (2010)		3,39
Note du pays (2010)		3,85

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	3	3,39	-33%
Hypothèse de base	4	3,69	0%
Hypothèse haute	5	3,99	31%

F. Risques et gestion des risques

68. Le COSOP 2013-2018 réserve une attention particulière à la gestion des risques et aux mesures d'atténuation, aussi bien en amont (suivi des ressources, diversification, etc.) qu'en aval (Espèces contre travail, recapitalisation).

- **Changement climatique et phénomènes naturels:** les risques de sécheresse, d'invasion acridienne ou d'inondations induisant une baisse de production et a fortiori des crises alimentaires sont des éléments structurels du contexte nigérien. Le COSOP comporte donc des activités visant l'adaptation à ces phénomènes (RNA, restauration des terres, diversification de la production, variétés à cycle court et résistantes à la sécheresse, lutte contre les ravageurs), une attention renforcée étant portée au suivi des ressources (piézomètres, etc.).
- **Accès, partage et gestion des ressources:** il s'agit de garantir l'accès au foncier et sa sécurisation (COFO), une gestion communautaire durable de la terre et de l'eau (AUE, comités de gestion des bassins versants) et un mécanisme de suivi et de prise de décision (réseau piézométrique, partenariats avec les directions déconcentrées de l'hydraulique et de l'environnement). Les communes seront au centre de ce dispositif intégrant tous les utilisateurs.
- **Performance des partenaires:** dans une logique de délégation et/ou d'implication étroite d'acteurs divers, notamment locaux et/ou communautaires, leur performance joue un rôle central dans la mise en œuvre des activités. C'est dans une large mesure la raison d'être de l'objectif stratégique 3 qui concerne le renforcement des organisations et acteurs impliqués à différents niveaux du projet. S'ajoutera le renforcement des capacités de l'équipe des projets du FIDA, ainsi que le suivi, par le biais d'une véritable politique de gestion des ressources humaines. Enfin, tous les

contrats avec les prestataires de services mentionneront des critères de performance. Les partenariats stratégiques, inscrits dans la durée, seront privilégiés.

- **Instabilité politique et institutionnelle et en matière de sécurité:** les changements politiques liés aux échéances démocratiques sont à prendre en considération. À cette fin, le programme de pays s'appuie sur un ensemble de partenariats avec des entités publiques ou privés et des structures de la société civile. La situation en matière de sécurité fait peser un risque sur la gestion des projets (missions) et les bénéficiaires (flux économiques transfrontaliers, afflux de réfugiés dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire). Néanmoins, le dispositif mis en place sous l'égide du système des Nations Unies permet le bon déroulement des supervisions et la gestion quotidienne des projets. Les transactions transfrontalières demeurent fluides, malgré quelques ralentissements ponctuels.
- **Gouvernance et corruption:** la régularité des missions de supervision directe, l'ouverture d'un bureau de représentation, le renforcement des capacités et l'assistance technique fournis au niveau de l'équipe du FIDA ainsi que des partenaires de mise en œuvre (objectif stratégique 2) constituent les principaux outils d'atténuation. Les équipes fiduciaires ont bénéficié d'un accompagnement renforcé qui a déjà permis une amélioration significative de la qualité de la gestion financière des projets.

Processus d'élaboration du COSOP

1. Le processus d'élaboration du présent document d'Options Stratégiques pour le Programme-pays basé sur les résultats (RB-COSOP) au Niger pour le FIDA, pour la période 2013-2018, a démarré en **août 2010** avec l'installation d'un Comité Technique d'Appui au Processus d'Elaboration et de Mise en Œuvre des Stratégies du FIDA (CTAPS-FIDA) au Niger, créé par Arrêté n°0329/ME/F/CCD du 18 août 2010, auprès du Ministère de l'Economie et des Finances.
2. Auparavant, en **juin/juillet 2010** la capitalisation des expériences et des leçons apprises du programme FIDA a commencé avec l'évaluation du programme-pays – réalisée par le Bureau d'Évaluation du FIDA qui s'est conclue avec l'Accord Conclusif signé par le Gouvernement du Niger et le FIDA en février 2011.
3. En **octobre 2010**, un atelier national de capitalisation des meilleures pratiques et des leçons apprises dans les principaux domaines d'intervention du FIDA a eu lieu à Niamey et en Avril 2011 l'amorce du dialogue politique avec les nouvelles Autorités nigériennes, afin d'aligner la nouvelle stratégie du FIDA avec les politiques et stratégies nationales en matière de la 7eme république.
4. En **juillet 2011**, le Gouvernement du Niger et le FIDA ont ainsi convenu que l'élaboration et la négociation de la nouvelle stratégie pays du FIDA au Niger pourraient redémarrer, c'est-à-dire une fois le nouveau Gouvernement opérationnel et les nouvelles politiques et stratégies nationales en matière révisées et adoptées.
5. Les activités entrant dans le cadre de la préparation du COSOP ont en effet repris en **février 2012**. Elles ont abouti à un document de base produit fin mars 2012, avec l'élaboration d'une version complète du COSOP, c'est-à-dire munie de l'ensemble de ses annexes et de ses fichiers clefs, selon les spécifications des lignes directrices du FIDA pour la préparation d'un COSOP basé sur l'approche GAR (Gestion Axée sur les Résultats). L'élaboration de cette version dite **version zéro** a été réalisée sur la base de:
 - rencontres avec les institutions nationales, l'analyse et l'exploitation des informations et données techniques relatives à la situation économique générale, à l'agriculture et à la pauvreté rurale, aux politiques, stratégies et au contexte institutionnel mis en place pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire au Niger;
 - rencontres avec les autres PTF pour passer en revue leurs interventions passées, en cours et à venir et examiner des possibilités de collaboration sur la base d'une valorisation de leurs bonnes pratiques.
6. La version zéro du COSOP – AR précise les axes stratégiques prioritaires pour le FIDA et le Gouvernement ainsi que le programme à développer et la zone pressentie d'intervention/concentration géographique. Elle a été transmise début **avril 2012** au Gouvernement et au CTPAS-FIDA au Niger, et au CPMT du FIDA pour une première lecture critique et solliciter des contributions de la part des institutions clés.
7. Après une phase d'internalisation en avril 2012 sous le pilotage du CTAPS-FIDA au Niger et du CPMT au Siège à Rome, une phase de présentations et validations a été organisée mi-mai avec l'ensemble des parties prenantes et des acteurs concernés et une vaste consultation participative a été réalisée aux niveaux local, régional et national. Ainsi, **du 14 au 25 mai 2012**, une mission conjointe Gouvernement – FIDA s'est rendue dans les trois régions d'interventions pré-identifiées (Maradi, Tahoua, Zinder) pour présenter à l'ensemble des acteurs régionaux la version provisoire du COSOP, en discuter le contenu et recueillir leurs propositions d'amélioration. Les trois ateliers régionaux ont été complétés le 24 mai par un atelier national, visant les mêmes objectifs. A l'issue de l'ensemble de ces travaux, un aide-mémoire relevant les principaux constats de la mission a été établi et cosigné par le Ministre du Plan, de l'Aménagement du Territoire et

du Développement Communautaire et par le Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Niger.

8. Les recommandations formulées au cours de ces rencontres ont permis de terminer l'élaboration de la version finale n°1 du COSOP qui a été présentée et discutée au CPMT FIDA, à Rome, **le 8 juin 2012**, avant d'être transmise au secrétariat de l'OSC, toujours en juin 2012. A l'issue du processus de révision formelle (Peer Review), en juin et juillet, le COSOP a fait l'objet d'un examen en QE (Quality Enhancement) **le 17 juillet**. Les amendements demandés ont ensuite été intégrés fin juillet, avant que cette version révisée du COSOP soit transmise au secrétariat de l'OSC le 3 septembre 2012. Le document a été présenté à la réunion de l'OSC le **13 septembre 2012**.

9. Cette version finale du COSOP a été transmise au Gouvernement du Niger le 20 septembre 2012, ainsi qu'aux partenaires stratégiques, pour examen et intégration des derniers amendements. Le COSOP a ensuite fait l'objet de présentations et d'une validation de la part du Gouvernement du Niger en **Octobre 2012**.

10. Le document final a enfin été transmis au Secrétariat du Conseil d'Administration du FIDA et présenté au **Conseil d'Administration du FIDA en décembre 2012**.

Situation Economique du Pays

Land area (km2 thousand) 2010	1267	GNI per capita Atlas method (current US\$) 2010 1/	370
Total population (million) 2011(HDR)	16.07	GDP growth (annual %) 2010 1/	8.8%
Population density (people per km2) 20101/	12	Inflation, consumer prices (annual %) 2010 1/	0.8%
Local currency	FCFA	Exchange rate: USD 1 = XOF 493.223	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual pop. growth rate) 2010 1/	3.5	GDP (USD billion) 2010 1/	5.54
Crude birth rate (per thousand people) 2009 1/	49	GDP growth (annual %) 1/ 2005	7.4
Crude death rate (per thousand people) 2009 1/	9	2010	8.8%
Infant mortality rate (per thousand live births) 2010 1/	73	Sectoral distribution of GDP 2007 1/	
Life expectancy at birth (years) 2011 (HDR)	54.7	% agriculture	41.3
Total labour force (million) 2009 1/	4.78	% industry	13.2
Female labour force as % of total 2009 1/	31.4	% manufacturing	5.3
		% services	37.9
Education		Consumption 2005 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2010 1/	66	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	12
Adult literacy rate (% age 15 and above) 2005 1/	29	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	74.6
		Gross domestic savings (as % of GDP)	13
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2006 1/	54.8	Merchandise exports (current US\$) 2010 1/	930
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2006 1/	54.8%	Merchandise imports (current US\$) 2010 1/	2,150
		Balance of merchandise trade (as % of GDP) 2010 1/	55.5
Health		Current account balances (BoP, USD million) 2009 1/	- 1,320
Health expenditure, total (as % of GDP) 2009 (HRD)	2.8	Foreign direct investment, net (BoP, USD million) 2009 1/	725
Physicians (per thousand people) 2008 1/	0	Government Finance	
Population using improved water sources (%) 2008 1/	48	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2007 1/	-0.9
Population with access to essential drugs (%) 1/	n/a	Total expense (% of GDP) 2007 1/	11,6
		Total external debt (USD million) 2010 1/	
Agriculture and Food		Present value of debt (as % of GNI) 2010 1/	10.5
Food imports (% of merchandise imports) 2010 1/	15	Total debt service (% of GNI) 2010 1/	0.5
Fertilizer consumption (kg per ha of arable land) 2008 1/	0.8	Lending interest rate (%) 2007 1/	n/a
Food production index (1999-01=100) 2009 1/	186	Deposit interest rate (%) 2010 1/	3.5
Cereal yield (kg per ha) 2009 1/	489		
Land Use			
Arable land as % of land area 2009 1/	11.8		
Forest area as % of total land area 2010 1/	1		
Irrigated land as % of cropland 2007 1/	n/a		

1/ World Bank, data.worldbank.org

Cadre de gestion des résultats du COSOP

Alignement sur la Stratégie du Pays	Résultats Clés du COSOP pour le Niger			Objectifs Institutionnels et Politiques
Stratégie pour un Développement Durable et une Croissance Inclusive – « Niger 2035 » (SDDCI) et Plan de Développement Social (PDS) 2012-2015 - Initiative 3N	Objectif Général: Améliorer la sécurité alimentaire et les capacités de résilience de 195 000 ménages dans 50 communes des régions de Maradi, Tahoua et Zinder			
	Objectifs Stratégiques	Indicateurs de Résultat (SYGRI niveau 2)	Indicateurs Clés (SYGRI niveau 1)	
<p>i3N Axe 1: Croissance et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques</p> <p><i>Programmes opérationnels:</i> (1) Croissance des productions sous irrigation, (2) Augmentation des productions des cultures pluviales, (3) Croissance des productions d'origine animale</p>	<p>OS1: Les productions des petits producteurs agro-sylvo-pastoraux sont accrues durablement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 80% des producteurs ciblés disposent d'un titre foncier émis par une COFO • 60% de producteurs ciblés bénéficient d'un accès garanti à l'eau*+ (>30% de femmes, >30% de jeunes) • 60% de producteurs ciblés font état d'une augmentation de leur production/rendements*+ • 60% de petits éleveurs ciblés font état d'un accroissement de leur troupeau*+ • 40% des producteurs appuyés ont accès aux services financiers offerts par les SFD+ • 80% des sites réhabilités/aménagés font l'objet d'une planification et d'un suivi de l'utilisation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 000 ha supplémentaires cultivés* • 40 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole*+ (>30% de femmes, >30% de jeunes) • 4 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production animale*+ (>30% de femmes, >30% de jeunes) • 1 800 parcelles d'innovations et démonstration mises en place (cultures et petit élevage) • 76 boutiques d'intrants établies • 23 000 ha faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols* (récupération des terres, bassins versants, RNA) • 4 000 ha de couloirs de passage aménagés (balisage, fourrages) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les groupements service-conseil et les groupes d'appui-conseil paysan sont reconnus par les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) • Les commissions foncières attribuent des titres sécurisés • Les SFD sont associées au financement des microprojets • Le cadre de concertation sur les petite irrigation est opérationnel

<p>i3N Axe 2: Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires</p> <p><i>Programmes opérationnels : (5)</i> Augmentation et mise en marché des denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) des produits locaux, (6) Augmentation de la disponibilité des denrées alimentaires issues de la transformation (artisanale et agroindustrielle) sur les marchés intérieurs et extérieurs</p>	<p>OS2: Les activités de post-production et la commercialisation des productions des petits producteurs agro-sylvo-pastoraux organisés sont améliorées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 80% d'infrastructure de commercialisation, de transformation, de stockage sont en service* (par type) • 60% des groupes de commercialisation sont fonctionnels/opérationnels après 3 ans* • Les quantités de marchandises échangées sur les marchés de demi-gros sont mesurées • 80% du montant des taxes sur les marchés sont collectées par les communes • Les CRA de TMZ publient régulièrement les lettres d'informations largement disséminés et ont développé une base de données des prestataires techniques (GSC, OP, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • 95 installations de commercialisation, stockage, transformation aménagées/remises en état* • 652km de pistes construites/remises en état* • 10 000 personnes formées dans les domaines de la post-production, transformation et commercialisation*+ • 12 groupes de commercialisation créés/consolidés* 	<ul style="list-style-type: none"> • Les CRA des régions d'intervention du FIDA contribuent au dialogue politique national au sein du RECA • Les dirigeants des OP bénéficiant des appuis du FIDA influencent positivement la CRA de leur région respective soit directement en y siégeant en tant qu'OP (sièges réservés) soit indirectement en ayant été élu comme consulaire à titre personnel • Le prélèvement des taxes communales au niveau des marchés contribuent à l'entretien des infrastructures économiques et de poursuivre les investissements
<p>Transversal aux Axes 1, 2 et 3</p>	<p>OS3: Le capital social est renforcé pour améliorer la durabilité des institutions locales et des activités productives et commerciales</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 90% des groupes de GRN opérationnels/fonctionnels* • 80% des instances rurales/groupes communautaires opérationnels* (par type) • 80% des entreprises (MER) en activité après 3 ans* 	<ul style="list-style-type: none"> • 80 groupes de GRN créés/consolidés* • 3 000 groupes communautaires /instances rurales créés/consolidés* (par type) • 3 000 personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenu (MER)*+ • 10 GIE gestion des marchés de demi-gros formés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les communes et instances rurales assurent leur rôle de maîtrise d'ouvrage des activités préservant les biens communs • Les structures pérennes existantes (CRA, OP faitières) et le STD sont fonctionnels et offrent des services de qualité aux communautés rurales • Les structures de gestion des ressources naturelles sont reconnues • Le Système d'Alerte Précoce au niveau décentralisé est fonctionnel

*Indicateurs SYGRI +Indicateurs à ventiler par sexe

Objectifs quantitatifs établis sur la base du PASADEM, du Ruwanmu et du nouveau Programme de Promotion de l'Agriculture Familiale dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder

- Nombre de communes: 30 (Ruwanmu) + 18 (PASADEM) + 12 (3^{ème} P: attention risque de doublons donc chiffre conservateur) = **environ 50**
- Nombre de ménages: 65 000 (Ruwanmu) + 65 000 (PASADEM) + 65 000 (3^{ème} P) = **environ 195 000**
- personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole: 28 000 (Ruwanmu) + 4 320 (PASADEM: paysans formateurs) + 5 000 (3^{ème} P) = **environ 40 000**
- personnes formées aux méthodes et techniques de production animale: 1 800 (PASADEM: paysans formateurs seulement) + 2 000 (3^{ème} P) = **environ 4 000**
- parcelles d'innovations et démonstrations mises en place (cultures et petit élevage): 1088 (Ruwanmu) + 234 (PASADEM) + 450 (3^{ème} P) = **environ 1 800**
- boutiques d'intrant: 10 (PAC2), 20 (Ruwanmu), 26 (PASADEM), 20 (3^{ème} P) = **environ 76**
- ha supplémentaires cultivés: 5 020ha (Ruwanmu) + ? (PASADEM) + xx (3^{ème} P) = **environ 10 000**
- groupements d'appui/service-conseil sont renforcés: 10 (Ruwanmu) + 10 pour PASADEM et 3^{ème} P = **environ 20**
- personnes formées dans les domaines de la post-production, transformation et commercialisation: 4 320 (PASADEM)+ 1 000? (Ruwanmu)+5 000 (3^{ème} P) = **environ 10 000**
- groupes de commercialisation créés/consolidés: 2 (Ruwanmu) + 5 (PASADEM) + 5 (3^{ème} P) = **environ 12**
- installations de commercialisation, transformation, stockage aménagées/remise en état: 32 (Ruwanmu) + 31 (PASADEM) + 32 (3^{ème} P) = **environ 95**
- couloirs de passage aménagés: 2 250ha (PASADEM) + 1 500ha (3^{ème} P) = **environ 4 000**
- km de pistes construites/remises en état: 122 (PAC2), 150 (PUSADER) 150 (Ruwanmu) + 80 (PASADEM) + 150 (3^{ème} P) = **environ 652**
- ha faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols: 1 500ha (PAC2) + 6 820ha (Ruwanmu) + 8 800ha (PASADEM: récupération terre/pâturages et forêts naturelles) + 6 000 (3^{ème} P) = **environ 23 000**
- groupes de GRN créés/consolidés: 7 (PAC2) + 12 (PUSADER) 30 (Ruwanmu) + 18 (PASADEM) + 12 (3^{ème} P) = **environ 80**
- personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenu (MER): 672 (PAC2) + 150 (PUSADER) 1 200 (Ruwanmu) + 650 (PASADEM) + 600 (3^{ème} P) = **environ 3 000**
- groupes communautaires/instances rurales créés/consolidés: 200 (Ruwanmu) + 2 720 (PASADEM: 120 greniers féminins, 2 600 IR) + 400 (3^{ème} P) = **environ 3 000**
- ha améliorés par des mesures de préservation des sols et de l'eau: 2 000ha (Ruwanmu: bassins versants) + 1 000? (PASADEM) + 5 000 (3^{ème} P) = **environ 8 000**

Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP

	Situation à la formulation du COSOP	Situation à l'achèvement du COSOP	Enseignements tirés
A. Objectifs stratégiques du pays			
La DSRP comprenait sept priorités stratégiques: i) la recherche d'une croissance forte, diversifiée, durable et créatrice d'emplois; ii) l'accès équitable aux services sociaux de qualité; iii) la maîtrise de la croissance démographique; iv) la réduction des inégalités et le renforcement de la protection sociale des groupes vulnérables; v) le développement des infrastructures; vi) la promotion d'une gouvernance de qualité; vii) la mise en œuvre efficace de la stratégie de réduction de la pauvreté.	<p>Situation économique (2005)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PIB par habitant: 254 (USD) ▪ Taux de croissance PIB par habitant (% annuel): 4% ▪ Dépenses publiques (% PIB): NA ▪ Taux d'inflation: 7,8% ▪ Contribution de l'agriculture au PIB (%): NA <p>Pauvreté (2005)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Taux national de pauvreté: 62,1% ▪ Pauvreté rurale: 65,7% ▪ Pauvreté urbaine: 44,1% 	<p>Situation économique (2009)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PNB par habitant PPP: 660 USD PPP ▪ Taux de croissance PIB par habitant (% annuel): 3% ▪ Dépenses publiques (% PIB): 37,9% ▪ Taux d'inflation: 4,3% ▪ Contribution de l'agriculture au PIB (%): 41,3 <p>Pauvreté (2007-2008)</p> <p>Taux national de pauvreté: 59,9% Pauvreté rurale: 63,9% Pauvreté urbaine: 36,7% Croissance démographique: 3,8%</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des crises alimentaires et pastorales récurrentes fragilisent les acquis ▪ Maradi est toujours la région la plus pauvre, bien qu'il s'agisse de la principale zone de production. La région fait face à la croissance de la population, la pression foncière, la dégradation des sols ▪ Instabilité socio-politique depuis 20 ans, mais une évolution positive avec les élections démocratiques. ▪ Prévalence d'insécurité dans le nord ▪ L'économie rurale du Niger est faiblement diversifiée. Il existe un potentiel important pour l'irrigation. L'élevage est un secteur essentiel de l'économie rurale ▪ La production des principales cultures est en hausse, mais elle reste structurellement inférieure à la demande nationale. La population nigérienne dépend fortement des marchés et des échanges transfrontaliers (surtout Nigeria) pour sa sécurité alimentaire ▪ Les marchés de référence locaux et les points locaux de vente jouent un rôle important dans la vie des ruraux pauvres dans la région de Maradi, mais les échanges gagneraient à être fluidifiés entre bassins de production et marchés de consommation
B. Objectifs stratégiques du COSOP précédent			<p>L'évaluation du programme-pays (FIDA, 2010) a recommandé: (i) de renforcer les capacités institutionnelles et la diversification des revenus ruraux en accordant une attention particulière à l'agriculture irriguée commerciale, à l'élevage, aux AGR extra-agricoles, à l'accès des ruraux pauvres aux marchés et au renforcement des services privés; (ii) de maintenir le ciblage géographique de la région de Maradi et de poursuivre l'évolution vers une</p>

	Situation à la formulation du COSOP	Situation à l'achèvement du COSOP	Enseignements tirés
			<p>approche-programme intégrée à la SDR de Maradi; (iii) de promouvoir la mise à échelle des innovations réussies dans les domaines de la GRN, de la petite irrigation, de l'accès au foncier, de l'accès au marché et du renforcement des groupes sociaux marginalisés, et de valoriser le potentiel important d'un partenariat stratégique avec les services techniques déconcentrés</p> <p>Concernant le ciblage géographique, les caractéristiques propres à Maradi (croissance démographique, pression foncière, épuisement des sols et des nappes) conduisent à envisager une stratégie d'expansion vers Tahoua et Zinder de façon harmonisée (activités similaires) tout en renforçant les acquis à Maradi (impact et durabilité)</p>
∞	OS-1: réduction de la vulnérabilité et renforcement de la sécurité alimentaire des ménages ruraux	<p>L'évaluation du Programme Pays, les récentes mission de supervisions et revues a mis parcourus des projets ont montrés que les projets du PPILDA et de IRDAR-RCI ont contribué de façon assez significative, mais limitée dans l'espace, à améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Cependant, cette amélioration demeure souvent encore fragile face aux chocs extérieurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation du rendement des cultures pluviales de mil, niébé et arachide suite à l'adoption d'innovations visant une meilleure gestion de la fertilité des sols, l'amélioration des itinéraires techniques, la production et la dissémination de semences adaptées grâce à la mise en place d'un réseau de producteurs semenciers et l'utilisation d'intrants externes - La régénération naturelle assistée (RNA) (environ 7200 ha de terres mises en régénération) et la restauration et la gestion de 219 ha de terres à vocation pastorale 	<p>Résilience: (i) Dans le contexte institutionnel fragile, le renforcement du capital social et des mécanismes de résilience endogènes aux chocs externes a un impact positif et durable sur les ménages ruraux vulnérables pendant les crises alimentaires (banques de soudure, banques de semences, ...). Ces mécanismes peuvent être implémentés à un coût plus bas que l'appui d'urgence classique. (ii) Les banques de soudure ont augmenté la disponibilité de nourriture d'au moins un mois durant la période de soudure. (iii) L'investissement dans l'emploi rural couplé à l'offre de contrats de services a permis aux ménages vulnérables de générer un capital réinvesti dans d'autres AGR et/ou de travailler en saison sèche. Les éléments suivants sont à améliorer ou à renforcer:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les interventions d'amont: diversification des cultures, micro-entreprises rurales pour diversifier les revenus et dynamiser le tissu économique local (en lien avec les activités productives et de commercialisation) - La prévention: mise en place d'un mécanisme de prévention et de gestion de crises à l'échelle des grappes et son articulation avec le dispositif national - Les intervention d'aval: prévoir une enveloppe financière associée à des outils déjà expérimentés qui seraient mobilisables rapidement en cas de crise alimentaire (grenier de soudure, recapitalisation, etc.)

	Situation à la formulation du COSOP	Situation à l'achèvement du COSOP	Enseignements tirés
		<ul style="list-style-type: none"> - La création d'un dispositif d'appui-conseil paysan utilisant des outils de vulgarisation innovants et participatifs et basé sur des partenariats fructueux avec la recherche agricole; - 229 banques de soudures ont été créées (de mil) permettant de toucher 65 000 ménages disposant d'au moins un mois de nourriture durant la période de soudure; - PACII: 620 microprojets touchant les infrastructures socio-économiques, les activités génératrices de revenus et de sécurité alimentaire (banques céréalières, gestion des ressources naturelles, maraîchage, petit élevage, récupérations de terres, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> - Grenier de soudure: l'implication des autorités communales et des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités des femmes pour la gestion (cf. problèmes de gouvernance et durabilité) <p>Productivité agricole et production durable: (i) L'identification des innovations techniques et leur diffusion a permis d'augmenter la productivité agricole. La relation tripartite (projets, producteurs agricoles, institutions de recherche) et les synergies créées entre les initiatives locales et intrants externes ont joué un rôle important là-dedans; (ii) L'expérience pilote de cadastrage participatif a favorisé la sécurisation foncière et l'intensification agricole dans la zone et elle a constitué un outil de dialogue dans les conflits fonciers. Les éléments suivants sont à renforcer ou à corriger:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation foncière: renforcer l'appui aux commissions foncières à travers une approche plus pragmatique et efficiente - Gestion des ressources naturelles: poursuivre les activités de GRN en les intégrant entièrement dans le processus de planification territoriale locale (communes) de façon à associer tous les usagers. Inclure des activités sur le suivi effectif de l'évolution des ressources (eau, foncier) et le lier avec le système d'analyse et de prise de décision publique - Intensification et techniques de production: poursuivre l'approche participative et la diffusion de techniques et technologies simple, rentables et adaptées sur le long terme afin d'assurer leur intégration durable dans les systèmes de production - Boutiques d'intrants: un modèle plus durable doit être trouvé en associant les OP davantage comme des partenaires voire prestataires que bénéficiaires. - Mécanisme de financement: le système du PPILDA (FAIIL) n'a pas fonctionné de façon satisfaisante et les résultats de la mise en œuvre du FAROLS sont considérés comme moyennement satisfaisants. Une étude plus

	Situation à la formulation du COSOP	Situation à l'achèvement du COSOP	Enseignements tirés
			<p>approfondie sur la finance rurale avec une analyse de l'offre et de la demande et des propositions d'arrangements opérationnels avec les SFD doit être conduite.</p> <p>Le capital social et d'organisation: (i) Les interventions ont insufflé une dynamique organisationnelle à la base en couplant des activités de renforcement de capacités à l'offre de contrats de services. A terme, cette approche vise le transfert de la maîtrise d'ouvrage aux organisations appuyées; (ii) Le suivi-évaluation (S-E) participatif a conduit à une responsabilisation des communautés et le renforcement de leurs compétences en matière de S-E. Le ciblage participatif a permis une meilleure implication des groupes les plus vulnérables; (iii) Les actions d'alphabétisation fonctionnelle sont indispensables pour les jeunes. Les éléments suivants sont à renforcer ou à corriger:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toute une série d'institutions locales ont été créées, avec des identités très diverses. Afin de les viabiliser et d'en assurer la mise à échelle, une typologie et des objectifs plus clairs par type d'organisation doivent être définis.
OS-2: amélioration des revenus et de l'accès aux marchés pour les groupes ciblés		<ul style="list-style-type: none"> - Des chèvres rousses de reproduction ont été distribuées gratuitement au profit de 467 femmes extrêmement vulnérables et à 143 groupements de jeunes et de femmes; - Le PPILDA a formé et équipé 324 personnes dans plusieurs métiers (maçonnerie, menuiserie, couture et tricot); - PPILDA: Des instances rurales ont été créées: 10 groupements paysans de services (agricoles); 1'union des groupements semenciers; 669 comités spécifiques de gestion d'infrastructures ou d'activités socio-économiques; 326 comités de concertation, l'appui aux 	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure: Accent particulier sur les brigades communales d'entretien routier et l'implication des communes avant la réhabilitation/construction des infrastructures - Marchés: développer les marchés de demi-gros et faciliter les échanges entre acteurs économiques (acheteurs, OP, transporteurs etc.) autour de ces marchés (information, etc.). Impliquer davantage les CRA qui offrent un espace d'échange permettant à des OP d'affiliations diverses de travailler ensemble (à la différence des faitières). - Approche: territorialiser les intervention autour des flux d'échanges économique

	Situation à la formulation du COSOP	Situation à l'achèvement du COSOP	Enseignements tirés
		capacités de 6 communes; - PACII: 620 microprojets touchant les infrastructures socio-économiques, les activités génératrices de revenus et de sécurité alimentaire (banques céréalières, gestion des ressources naturelles, maraîchage, petit élevage, récupérations de terres, etc.).	
OS-3: meilleur accès aux services sociaux de base des populations les plus vulnérables		- En matière de santé et de nutrition, le PPILDA a appuyé la construction et l'équipement de 6 Centres de santé intégrée (CSI), la dotation de matériel, la mise en place de 10 centres de prévention de la malnutrition et le renforcement des capacités des acteurs (femmes-relais, comités de santé, agents de santé, etc.). Le projet a également appuyé la construction de routes (35,4 km), de salles de classe et à la mise en place des points d'eau; - PAC II: centres de santé, écoles, infrastructures hydrauliques; - PAC II 30 PDC ont été actualisés et 19 PDC élaborés, les organes élus des communes étant responsables des actions d'élaboration et de mise en œuvre de leur PDC, ont été renforcés. Il est apparu que les exécutifs communaux éprouvent des difficultés à mobiliser l'appui-conseil et l'expertise locale.	- Les activités dans les secteurs de la santé et de l'éducation du PPILDA sont trop parcellaires et peu efficaces sans impact démontré sur le long-terme - Eviter la mise en œuvre d'activités trop diverses dispersant les efforts des équipes de projet - Faire appel à des partenaires de mise en œuvre bénéficiant d'une expertise dans ces domaines
C. Programmes et projets			
▪ Programme de Développement rural de la région d'Aguié (PDSFR) ▪ Initiative de Réhabilitation et de Développement	Approuvé en 2001 Approuvé en 2007	Clôturé précocement en 2008 Clôturé précocement en 2010 (Réalizations physiques entre 10% et 0% pour les différentes composantes. Aucune activité en	Ciblage: - Ciblage géographique: étendre la zone d'intervention et la circonscrire à la zone agropastorale. Renforcer les synergies opérationnelles avec les autres projets dans la zone. - Système de ciblage: le système de ciblage et d'autodiagnostic du PPILDA est intéressant mais coûteux.

	Situation à la formulation du COSOP	Situation à l'achèvement du COSOP	Enseignements tirés
Agricole et rural (IRDAR) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA) ▪ Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et rural – Renforcement des capacités institutionnelles (IRDAR-RCI) (PAC II à Maradi) ▪ Programme d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire et du développement rural (PUSADER) ▪ PASADEM (projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi) 	Approuvé en 2005 Approuvé en 2009 Approuvé en 2011 Approuvé en 2011	matière d'élevage, d'irrigation, de développement des filières et d'appui à la gestion des ressources naturelles. Aucune action concrète pour l'amélioration de la santé, la nutrition, l'éducation. En cours (jusqu'à 2013) En cours (jusqu'à 2013) En cours (jusqu'à 2014) 2012-2018	- Ciblage socio-économique: les jeunes sont très bien impliqués dans l'exécution et la gestion du projet. Malgré les dispositions prises pour améliorer la participation des femmes aux activités, celles-ci n'ont pas encore développé une attitude proactive et de l'autonomie. Il s'agit de développer des activités adaptées et rentables à leur égard. Innovation. Des innovations au niveau social et technique ont été initiées par le PPILDA (environ 30), mais elles ont été peu valorisées et répliquées jusqu'à présent (diffusion très locale des innovations). Les innovations les plus importantes sont: le système de ciblage, le système d'appui-conseil paysan et rural, les coopératives de production de semences, l'autodiagnostic par les communautés et l'auto-évaluation, la récupération des terres et les RNA, les banques de soudure. ⇨ Il est nécessaire de renforcer les outils de capitalisation et de diffusion des connaissances Durabilité. Les aspects de durabilité sont largement adossés à l'implication des instances rurales dans les activités, permettant l'ancrage des interventions dans le temps (RNA, etc.). ⇨ Poursuivre le renforcement des acteurs à travers une approche de partenariat plutôt que projet-bénéficiaire autour de l'idée de société rurale organisée (OP, CRA, comités de gestion, associations d'usagers) ⇨ Renforcer les groupes de GRN ⇨ Poursuivre l'implication des communes et inclure les Conseils Régionaux ⇨ Inclure la notion de rentabilité économique avec la question de l'accès aux crédits d'investissement et aux produits financiers en général Partenariat: Les interventions du FIDA au Niger se sont opérées sans cadre formel de concertation des PTF aux niveaux national et régional. Les partenariats institutionnels
D. Performances du FIDA			
Concertation sur les politiques		- Le FIDA n'a pas de représentation permanente au Niger - Des thèmes pertinents ont été abordés dans le dialogue politique, tels que la Stratégie nationale de micro-finance, la Stratégie nationale de gestion des banques céréalières et le Guide d'élaboration des PDC, l'établissement de	

	Situation à la formulation du COSOP	Situation à l'achèvement du COSOP	Enseignements tirés
		<p>l'Initiative 3N</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le FIDA a signé le Programme Conjoint de Maradi et participe aux cadres de concertation Etat/ PTF (petite irrigation, genre et enfance) 	<p>du FIDA étaient plutôt 'ad hoc' et ils concernaient surtout le cofinancement des projets.</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Renforcer les synergies opérationnelles et la participation aux cadres de concertation ⇒ Davantage de partenariats opérationnels sur la base des avantages comparatifs et avec l'objectif de maximisation de l'efficacité des activités (coûts de transaction)
Partenariat		<p>Actuellement, le FIDA met en œuvre deux des trois projets de son portefeuille avec la BM (PAC II et PUSADER). L'OFID est un partenaire pour le PUSADER. Un don FIDA/ICRAF est aussi actif au Niger en réponse au changement climatique et renforce les activités à la base et la diffusion des connaissances acquises. Les projets du FIDA au Niger ont été cofinancés dans le passé par la Banque Mondiale (BM), l'Agence française de Développement (AFD), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), la Banque ouest-africaine de Développement (BOAD), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA)</p>	<p>Suivi et gestion du programme: En ce qui concerne la mise à échelle des innovations, il sera important d'élaborer et de limiter le nombre de modules prédéfinis. Le système de S-E a besoin d'un allègement des informations, de l'optimisation de la participation des acteurs et d'une meilleure cohérence entre les systèmes des différents projets. Les ONG et les services techniques de l'Etat ont été faiblement appuyés dans le renforcement de leurs capacités opérationnelles. La planification et la gestion financière et le contrôle interne se sont révélés des éléments-clés pour assurer une mise en œuvre efficiente du programme.</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Mettre en valeur les acquis en terme de gestion fiduciaire et de planification
Gestion du programme de pays		<ul style="list-style-type: none"> - Unité de gestion par projet. Manque de concertation et de coordination entre les différents projets - Gestion lourde du PPILDA (mix de groupements, microprojets, système lourd de ciblage peu valorisé). Coopération avec les ONG et services déconcentrés n'ont pas été un succès - Bureau de liaison FIDA à Niamey depuis 2007, mandat limité 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Considérer progressivement l'approche programme associant étroitement les services techniques décentralisés à la mise en œuvre sur la base d'une évaluation institutionnelle à conduire ⇒ S'appuyer davantage sur des partenaires opérationnels performants, notamment dans les domaines pour lesquels le FIDA et les équipes n'ont pas d'avantage comparatif ⇒ Développer une méthodologie pour l'évaluation d'impact ⇒ Ouverture d'un bureau de représentation

Accord conclusif de l'EPP

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Evaluation du programme de pays

Accord conclusif

I. Objectifs, processus et partenariat de capitalisation de l'évaluation

1. En 2009, le Bureau de l'évaluation du FIDA a conduit une première évaluation du programme de pays (EPP) du FIDA au Niger. Cette EPP, conduite dans l'esprit de la Politique du FIDA en matière d'évaluation et du manuel méthodologique élaboré par le Bureau, a pour objectifs principaux d'évaluer la performance et l'impact des opérations du FIDA au Niger et de générer une série de conclusions et de recommandations de nature à alimenter la formulation du futur programme stratégique du FIDA pour le Niger, qui doit être établi en 2010. Afin d'atteindre ces objectifs, l'évaluation apprécie la performance des trois composantes du partenariat entre le Gouvernement nigérien et le FIDA, qui se renforcent mutuellement, à savoir: le portefeuille de projets et programmes, les activités hors prêts et les deux exposés des options et stratégies d'intervention (COSOP) pour le Niger. L'évaluation du portefeuille, qui comprend sept projets et programmes, couvre la période allant de 1997 à 2009.

2. L'évaluation a été réalisée en quatre grandes étapes: i) la préparation (revue documentaire, mission préparatoire et auto-évaluation); ii) la mission d'évaluation principale, du 25 avril au 23 mai 2009 (incluant une étude de performance et d'impact des projets PDRAA et PPILDA); iii) l'analyse des informations recueillies et la préparation du présent rapport (incluant plusieurs cycles de consultation sur l'ébauche du rapport); et iv) la conclusion de l'évaluation (ébauche d'un Accord conclusif et signature de l'Accord par le Gouvernement et le FIDA). Un partenariat de capitalisation de l'évaluation a été constitué incluant le Gouvernement nigérien, le FIDA et les partenaires principaux pour fournir des orientations et des observations sur les principaux produits de l'évaluation et pour favoriser l'utilisation des résultats et des recommandations de l'évaluation.

3. Conformément à la Politique d'évaluation du FIDA, cet Accord conclusif a été préparé, avec l'aide du Bureau de l'évaluation, par la division concernée du Fonds (Division Afrique de l'Ouest et du Centre) et par le Gouvernement du Niger. Ce document, orienté vers l'action, présente les constats et recommandations principales de l'évaluation et expose les modalités de mise en œuvre des recommandations.

II. Constats principaux de l'évaluation

4. Depuis 1980, le FIDA a contribué au financement de huit projets et programmes au Niger, pour un montant total d'environ 234,6 millions d'USD couvert à hauteur de 45% par les prêts du FIDA et cofinancé par la Banque Mondiale, la Coopération française, le Programme alimentaire mondial, la Banque ouest-africaine de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds belge de sécurité alimentaire. Ainsi, ces dix dernières années, le FIDA a fourni environ 8,5% du montant total de l'aide aux secteurs rural et agricole du Niger.

5. Les objectifs stratégiques du FIDA au Niger étaient pertinents au regard des politiques et stratégies du Gouvernement et du FIDA, mais aussi par rapport aux besoins des ruraux pauvres, lesquels étaient correctement identifiés dans les COSOP. Il s'agit, notamment, de la sécurisation et de l'intensification de la production agricole à travers une meilleure gestion des ressources naturelles (GRN) et du développement des infrastructures sociales et économiques rurales. En réponse à la faiblesse des institutions publiques à tous les niveaux, la stratégie du FIDA a misé avant tout sur le renforcement des capacités des communautés par le biais de leurs organisations de base.

6. La crise alimentaire de 2004-2005, causée par une combinaison de facteurs, a incité le FIDA à introduire dans son dernier COSOP (2006) un axe stratégique important qui vise, à court terme, l'atténuation des conséquences de la crise alimentaire et, à plus long terme, la réduction de la vulnérabilité des populations rurales à travers la diversification des revenus. Pour sortir durablement de l'insécurité alimentaire, il faut en effet nécessairement sécuriser la production agricole à travers l'utilisation durable des ressources naturelles, allant de pair avec une diversification des revenus ruraux pour diminuer les incertitudes inhérentes à l'agriculture pluviale.

7. Depuis le COSOP de 2006, le FIDA a officiellement donné la priorité géographique à la région de Maradi, une région parmi les plus pauvres et les plus densément peuplées du pays, où le Fonds a déjà accumulé une expérience considérable. Cette concentration des efforts et des moyens dans une seule région se justifie par la nécessité d'améliorer l'efficacité et l'impact des interventions et de réduire les coûts de transaction qu'engendre une trop forte dispersion. Elle a aussi permis de jeter les bases d'un renforcement des partenariats, notamment à travers la Lettre d'entente de Maradi signée entre les partenaires techniques et financiers (PTF) afin d'instaurer une programmation conjointe dans la région de Maradi, et le cofinancement du Cadre de concertation entre le Gouvernement et les partenaires à Maradi, qui n'est pas encore opérationnel.

8. L'appréciation de l'impact sur la pauvreté rurale montre que les projets ont contribué de façon assez significative, mais limitée dans l'espace, à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ruraux, grâce aux interventions menées dans les domaines de la production agricole, de la GRN et du développement des activités extra-agricole. Cette amélioration est due principalement aux succès des interventions innovantes en matière de gestion des facteurs de production naturels au niveau des parcelles de culture et des pâturages. Celles-ci ont contribué localement à une augmentation de la productivité de l'agriculture et de l'élevage. Il s'agit notamment de la régénération naturelle assistée (RNA), de la remise en valeur des terres, de la gestion communautaire des pâturages et de la petite irrigation maraîchère. Le portefeuille a également eu un impact modeste sur le capital humain, notamment en matière d'éducation et de santé, sur le capital social et l'autonomisation, en particulier pour les femmes, et sur les institutions et politiques rurales. Cependant, dans de nombreux cas, cette amélioration reste fragile face aux chocs extérieurs.

9. Ces innovations sont le fruit d'une combinaison judicieuse de prêts et de dons d'assistance technique du FIDA et d'un partenariat performant entre projets, institutions de recherche et groupes de bénéficiaires. La diffusion presque spontanée et la durabilité de ces interventions repose sur leur simplicité et, surtout, sur leur utilité évidente et la forte implication des populations locales et de leurs organisations dans leur identification, leur planification et leur mise en œuvre.

10. Pour assurer la durabilité des acquis, les projets prévoyaient des stratégies de désengagement reposant essentiellement sur la participation des organisations de base et le renforcement de leurs capacités, deux aspects qui présentent en eux-mêmes une durabilité très variable.

11. La participation du FIDA à la concertation a été limitée par sa faible présence dans le pays, et elle n'a pris de l'ampleur que depuis quatre à cinq ans, essentiellement à travers les projets cofinancés et certains dons d'assistance technique. Des questions pertinentes ont été abordées telles que la Stratégie nationale de microfinance, la régionalisation de la Stratégie de développement rural (SDR) et la Stratégie nationale de gestion des banques céréalières. La participation du FIDA au PAC II, à travers l'IRDAR-RCI et en partenariat avec la Banque Mondiale, montre que le Fonds a pris conscience que la concertation sur des questions institutionnelles de fond doit être menée en partenariat avec un acteur capable de poursuivre le dialogue avec les responsables gouvernementaux.

III. Recommandations

12. Dans la perspective de l'élaboration du nouveau COSOP du FIDA pour le Niger, l'EPP formule les quatre recommandations stratégiques suivantes:

Recommandation 1. Orienter les priorités stratégiques du programme du FIDA au Niger, d'abord sur le renforcement des capacités institutionnelles et ensuite sur la diversification des revenus ruraux, en maintenant le ciblage géographique de la région de Maradi.

13. Le prochain projet du FIDA, financé au moyen de l'allocation pour le cycle SAFP 2010-2012, devra s'attacher à diversifier les revenus ruraux, une attention particulière étant portée à l'agriculture irriguée marchande, à l'élevage et aux activités génératrices de revenus extra-agricoles, afin de réduire la dépendance des paysans à l'égard du système de production pluvial traditionnel, qui est en crise et subit des risques importants (sécheresses, fluctuations des marchés, etc.). Le projet devra promouvoir, de façon transversale et en partenariat avec d'autres donateurs, l'accès des ruraux pauvres aux marchés et le renforcement des services privés (fournisseurs d'intrants, services financiers ruraux etc.).

14. Il est recommandé, au moins pour la période de quatre ans couverte par l'IRDAR-RCI, de maintenir la concentration des moyens et des efforts sur la région de Maradi officiellement engagée avec le COSOP de 2006. Le prochain projet, axé sur la diversification des revenus, concentrera les efforts, au moins dans un premier temps, sur les 56 communes couvertes par l'IRDAR-RCI afin de mettre en valeur les capacités de gestion renforcées des communes et des services techniques déconcentrés.

Recommandation 2. Poursuivre l'évolution vers une approche-programme intégrée à la Stratégie de développement rural régionale dans la région de Maradi, conformément à l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide.

15. Il est recommandé au FIDA de soutenir le processus de régionalisation de la SDR pour la région de Maradi tel que souhaité par le Gouvernement et d'intégrer pleinement les interventions financées par le FIDA à la SDR régionale, qui constituerait dès lors le programme dont le Gouvernement aurait la maîtrise.

16. Il conviendra de mettre à profit le processus d'élaboration du nouveau COSOP du FIDA, et en particulier toutes les analyses qui devront l'accompagner, pour approfondir les connaissances du Gouvernement et des PTF opérant dans la région concernant les contraintes et opportunités locales en matière de développement rural. Les orientations stratégiques et les modalités de mise en œuvre du nouveau COSOP du FIDA devront être définies conjointement avec le Gouvernement national et régional et les PTF actifs dans la région de Maradi.

17. Le nouveau COSOP devra prévoir, à travers les activités hors prêts, d'accompagner les partenaires locaux (Gouvernement et société civile) dans la préparation de la SDR régionale de Maradi, d'appuyer la coordination de son exécution et de soutenir le suivi-évaluation de sa mise en œuvre. Il faudra revoir la Lettre d'entente de Maradi et le Cadre de concertation entre le Gouvernement et les PTF de la région de Maradi récemment créé en fonction de leur contribution à la mise en œuvre de la SDR régionale.

18. L'intégration du portefeuille et des activités hors prêts du FIDA à la SDR régionale de Maradi renforcera l'appropriation par les autorités régionales et les communautés des interventions financées par le FIDA. Elle permettra, en outre, de développer davantage les complémentarités et synergies au sein des interventions financées par le FIDA, mais aussi entre ces interventions et celles du Gouvernement et des autres PTF. Cette intégration devra également permettre d'améliorer l'harmonisation des procédures entre donateurs et instances publiques de manière à réduire les coûts de transaction à la charge du Gouvernement. Enfin, elle devrait ouvrir la possibilité de renforcer le

suivi-évaluation des projets et de l'intégrer au dispositif de suivi-évaluation de la SDR régionale afin qu'il joue un rôle d'outil d'information sur les interventions et d'aide à la coordination et à la décision.

Recommandation 3. Poursuivre la promotion des innovations et leur élargissement d'échelle en faveur de la diversification des revenus des ruraux pauvres.

19. Les domaines dans lesquels le FIDA a accumulé une certaine expérience au Niger, pour lesquels il est nécessaire de poursuivre la recherche de solutions innovantes sont notamment la GRN, la petite irrigation, l'accès au foncier, l'accès au marché et le renforcement des moyens d'action des groupes marginalisés, les femmes en particulier. D'autres domaines pertinents méritent incontestablement un surcroît d'attention, tels que l'élevage sédentaire et les activités extra-agricoles (transformation de produits agricoles, artisanat, services etc.).

20. Le FIDA et le Gouvernement devraient exploiter pleinement l'expérience du PPILDA en matière d'approches de l'identification et de la promotion des innovations en milieu paysan, sans pour autant négliger la capitalisation des innovations et leur élargissement d'échelle, au-delà des projets et de la région de Maradi.

21. À cet effet, il est essentiel que le nouveau COSOP du FIDA pour le Niger comporte une stratégie réaliste de promotion et d'élargissement d'échelle des innovations issues des interventions sur le terrain, faisant pleinement usage d'activités hors prêts, à savoir: i) les partenariats entre communautés, institutions universitaires et de recherche et projets, pour poursuivre la recherche-développement et l'identification des innovations locales, assurer le suivi de l'élargissement d'échelle des innovations et en rendre compte à intervalles réguliers; ii) la gestion des savoirs, pour assurer la capitalisation et la diffusion des innovations par les moyens appropriés aux différents publics; et iii) la concertation, pour promouvoir l'appropriation institutionnelle des innovations.

Recommandation 4. Adapter le modèle opérationnel du FIDA au contexte particulier du Niger, considérant que le pays est confronté à pratiquement toutes les difficultés des pays les plus pauvres.

22. Compte tenu de la forte hétérogénéité des capacités des prestataires de services publics et privés au Niger en matière de techniques et de gestion, il convient de choisir plus judicieusement les partenaires d'exécution des projets, en fonction de leurs capacités, et de prévoir un accompagnement technique adéquat appelé à s'estomper au fil du temps. Cette assistance devrait concerner autant les domaines techniques, pour lequel les capacités ne sont pas encore disponibles localement, que la gestion administrative et financière des projets.

23. Il est également nécessaire de rechercher la simplicité dans les objectifs et les activités prévues dans le cadre des projets, en tenant compte de la capacité des partenaires d'exécution, qui devrait cependant s'améliorer progressivement. En outre, compte tenu du caractère souvent imprévisible des évolutions du contexte nigérien, il y a lieu de prévoir une souplesse suffisante dans la conception des interventions, afin d'être en mesure de les adapter en fonction de l'évolution de la situation. La réactivité du PPILDA à la crise alimentaire de 2004-2005 est un bon exemple de cette souplesse indispensable.

24. La supervision et l'appui à la mise en œuvre des interventions financées doivent être renforcés davantage, avec une participation accrue du FIDA, du Gouvernement et des autres partenaires impliqués. Il conviendrait d'augmenter la durée et la fréquence des missions de supervision, mais aussi de faire appel à des prestataires de réputation internationale pour fournir aux projets une assistance technique régulière à la mesure des besoins.

Signé par :

Son Excellence
Monsieur Mamane Malam Annou
Ministre de l'économie et des finances
République du Niger



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Malam Annou', is written over a circular official stamp. The stamp features the coat of arms of the Republic of Niger and the text 'République du Niger' and 'Le Ministre de l'économie et des finances'.

Date : 21 FEB 2011

Mr Kevin Cleaver
Vice Président Associé
Département de la gestion des opérations
FIDA



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kevin Cleaver', is written over a horizontal line.

Date : 9-2-2011

Réserve de projets

Le COSOP 2013-2018 couvrira deux cycles de SAFP, soit 2013-2015 et 2016-2018. Si les ressources mobilisables via ces SAFP pour financer les opérations futures ne sont pas encore connues avec précision, les estimations prévoient un montant de 30 millions de USD par cycle.

L'approche proposée pour cette intervention est une mise en cohérence progressive des deux projets (PASADEM à Maradi et *Ruwanmu* dans les trois régions de Maradi, Tahoua et Zinder)³⁴ qui évolueront vers un seul Programme cohérent de 10-12 ans dans la bande agro-pastorale couvrant ces trois régions : le Programme de Promotion de l'Agriculture Familiale dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder³⁵. Le financement du Programme sera assuré par : les ressources encore disponibles des projets en cours (PASADEM et *Ruwanmu*), les ressources additionnelles des deux allocations SAFP du FIDA (estimation de 60 millions de USD), des fonds du programme ASAP (estimés à 15 millions de USD à titre indicatif), des co-financements potentiels, ainsi que les contributions du Gouvernement et des bénéficiaires. Le Programme visera l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ruraux et de leur résilience aux crises à travers : i) l'accroissement durable des productions agro-pastorales (cultures pluviales et maraîchères, petit élevage) et leur adaptation aux changements climatiques; ii) l'amélioration des activités de post-récolte et la commercialisation des productions agro-pastorales des petits producteurs organisés; et iii) Le renforcement du capital social pour améliorer la durabilité des institutions locales, des activités productives et commerciales (communes, Comités de Gestion, Associations d'Usagers, OP, Chambres d'Agriculture...) et des mécanismes d'adaptation aux changements climatiques.

Les liens avec la finance rurale seront établis transversalement pour toutes les activités requérant un accès au financement sur le long terme ainsi que pour la mise en œuvre de certaines activités du Programme (microprojets, etc.). Le Programme inclura également des activités dans le domaine de la nutrition et le renforcement des outils de prévention et de résilience aux crises des groupes cibles (diversification des revenus agricoles et extra-agricoles, filets sociaux, mesures de Conservation des Eaux et des Sols (CES), et de Gestion des Ressources Naturelles (GRN), prévention des crises, outils d'intervention « d'urgence »).

Sur la base d'une évaluation institutionnelle des Services Techniques Décentralisés (STD) qui sera conduite en 2013, l'« approche programme » pourra être envisagée pour la mise en œuvre des activités en adéquation avec les procédures du FIDA (gestion fiduciaire, suivi-évaluation, etc.).

A. Contexte stratégique et logique d'intervention de l'implication, de l'engagement et du partenariat du FIDA

Contexte économique et politique, gouvernance, institutions. L'économie nigérienne est caractérisée par une vulnérabilité aux chocs externes (climatiques notamment), celle-ci reposant sur une base étroite avec un secteur agricole représentant 46% du PIB. Les recettes du gouvernement sont étroitement liées au secteur de l'extraction (uranium, or et plus récemment le pétrole). Depuis le milieu des années 2000, la situation macroéconomique s'est notablement améliorée. Après une chute de croissance du PIB en 2009 (-1,2% contre 9,5% en 2008³⁶), le Niger a renoué avec une croissance positive s'établissant à 8,2% en 2010³⁷, tirée par les bons résultats du secteur agricole. En 2012, la progression devrait se poursuivre – prévision de 11,5% – du fait du dynamisme des secteurs pétrolier et de l'uranium. Le niveau d'inflation est sous contrôle

³⁴ Trois projets en cours seront clôturés dans les premiers 2 ans du COSOP (PPILDA en 2013, IRDAR-RCI et PUSADER en 2014)

³⁵ Dans un souci d'appropriation par les populations et sur le modèle du *Ruwanmu*, un nom en langue locale pourra être testé et choisi

³⁶ Perspectives économiques en Afrique, Centre de développement de l'OCDE, 2012.

³⁷ Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne, FMI, octobre 2011.

et avoisine le niveau de convergence établi par l'UEMOA (+2,2% sur les 12 derniers mois à fin février 2012).

Sur le plan politique, le pays est entré dans une nouvelle phase en 2011 avec la tenue d'élections présidentielles, législatives et administratives après un an de gouvernement de transition. Le processus de décentralisation est en cours depuis 2004 avec l'organisation d'élections municipales régulières et le rôle croissant des 266 communes et des 8 conseils régionaux dans le développement local et la gestion territoriale.

Le Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MPATDC), a lancé en 2012 un processus d'élaboration d'une vision stratégique à long terme: la *Stratégie pour un Développement Durable et une Croissance Inclusive - Niger 2035 (SDDCI)*. Les objectifs stratégiques retenus au titre de la SDDCI seront déclinés en cinq plans de moyen terme successifs, les Plans de Développement Economiques et Social (PDES), ayant vocation à intégrer la SDRP et les plans d'action de l'ensemble des ministères. L'élaboration du premier PDES (2012-2015) devrait s'achever en juin 2012. En attendant son entrée en vigueur, l'action générale du Gouvernement est adossée à un Programme Intérimaire de Cadrage de l'Action Gouvernementale (PICAG) d'une durée de deux ans (2011-2012).

La traduction sectorielle du PDES pour l'agriculture est l'Initiative "les Nigériens nourrissent les Nigériens" (i3N) lancée en mai 2011 et présentée officiellement en mars 2012. L'Initiative vise l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'amélioration de la productivité des cultures vivrières, le développement de la petite irrigation et du petit élevage, et l'appui aux mécanismes de résilience. Elle s'articule autour de cinq axes stratégiques: 1) accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques, 2) valorisation et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux, 3) amélioration de la résilience des nigériens face aux crises alimentaires et aux catastrophes, 4) amélioration de l'état nutritionnel, et 5) création d'un environnement favorable. Les axes stratégiques de l'Initiative sont déclinés en 12 programmes. Le Niger s'est engagé depuis 2006 dans le processus du Programme Détaillé du Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) et de la Politique Agricole Commune de la CEDEAO (ECOWAP).

Pauvreté et développement rural. Le Niger fait partie des Pays les Moins Avancés (PMA) et des Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV). La population nigérienne s'élève à 16.4 millions en 2011 dont 51,9% a moins de 15 ans et seulement 29% est alphabétisée. Elle est concentrée en zone rurale (83%) et dans le sud du pays (85%). La croissance démographique est de 3.3%, soit la 2ème plus importante au niveau mondial. Le pays se place à la 186^{ème} position sur l'échelle de l'Indice de Développement Humain 2010 avec 75.9% de sa population vivant avec moins de USD 2/jour en 2007³⁸. Environ 43% de la population vivait en-dessous du seuil de pauvreté en 2007 pour un objectif de 31,5% dans le cadre des OMD. Il faut néanmoins souligner une amélioration de la situation avec un produit national brut (PNB) par habitant³⁹ passé de USD 561 en 2000 à USD 641 en 2011. De même, le taux de mortalité infantile et le taux net de scolarisation ont connu une amélioration remarquable sur la période de 1990-2010⁴⁰ (de 124,9 à 114,5‰ pour le taux de mortalité infantile et de 34,14% à 72,9% pour le taux brut de scolarisation sur la période).

Changements climatiques. Le réchauffement observé au Niger continuerait avec 0.3°C d'augmentation par décennie. Cette tendance engendrerait un accroissement des sécheresses dans le pays. L'intensité des pluies diluviennes augmenterait et la variabilité de la pluviométrie sera plus importante. Des événements climatiques extrêmes avec plus de sécheresses et plus de pluies diluviennes seront observables. Les changements

³⁸ Indice de pauvreté du Niger, PNUD/Banque Mondiale, 2007

³⁹ US\$ constants 2005, PPP (Rapport sur le Développement Humain, PNUD)

⁴⁰ Taux de mortalité des moins de 5 ans 227‰ en 2000 à 160‰ en 2009; Index de l'éducation: 0.109 en 2000 à 0.177 en 2011 (Rapport sur le développement humain, PNUD, 2011)

climatiques auront un impact direct sur: (i) **ressources en eau**: engendré par l'augmentation de la variabilité interannuelle des précipitations. Cela mènerait à une forte demande pour les eaux souterraines comme source d'eau potable; (ii) **Production agricole et sécurité alimentaire**: Les scénarios du GIEC prévoient une diminution de la longueur de la saison agricole de plus de 20% d'ici à 2050 dans la zone sahélienne. Des sécheresses plus intensives et plus récurrentes mèneront à une réduction des rendements des cultures et à un impact nocif sur l'élevage. L'érosion des terres productives augmenterait à cause des inondations et des tempêtes de sable dont l'intensité et l'impact seront plus importants menant à une amplification de la désertification.

La population souffre de crises alimentaires répétées (1973, 1984, 2005 et 2010), celle de 2010 ayant conduit plus de 7.1 millions de personnes (50% de la population) à une insécurité alimentaire sévère ou modérée. Cette situation contrastée entre progrès macroéconomiques et persistance de la pauvreté couplée à des crises alimentaire récurrents s'explique largement par cette forte croissance démographique et les évolutions climatiques affectant le Sahel.

Secteur agricole. L'agriculture est caractérisée par des petites exploitations familiales basées sur une agriculture de subsistance aux rendements faibles⁴¹ et fortement concentrée sur les parcours pluviaux. Le raccourcissement ou la disparition de la jachère consécutive à la pression démographique a réduit la fertilité des sols qui n'a pas été compensée par des niveaux adaptés de restitution chimiques (intrants chers et peu disponibles) et organiques. Les hausses de production reposent donc largement sur l'extension des surfaces cultivées et ne suffisent pas à satisfaire les besoins alimentaires nationaux. En 2010, le pays a dû importer l'équivalent de 60% de ses besoins alimentaires et a enregistré un déficit céréalier d'environ 600,000t en 2011.

Néanmoins, un certain nombre de succès et d'opportunités mettent également en lumière le potentiel du secteur au regard de la sécurité alimentaire du pays. Les rendements peuvent être augmentés substantiellement à travers une amélioration des techniques culturales, notamment la gestion de la fertilité, l'utilisation de semences améliorées ou encore la maîtrise de l'irrigation pour les cultures maraîchères⁴². Le désenclavement des bassins de production importants et l'amélioration des dynamiques commerciales et des activités économiques connexes jouent également un rôle clé dans la disponibilité des produits alimentaires sur les marchés. L'agriculture nigérienne est en outre pleinement ancrée dans le contexte régional. Les échanges transfrontaliers ainsi que les dynamiques des bassins de production et de consommation dans la sous-région constituent des canaux de transmission de chocs (taux de change FCFA/Naira, termes d'échange bétail/céréales, subventions nationales, etc.) mais également des opportunités importantes pour le secteur agricole et l'élevage au Niger. En 2010, les exportations officielles⁴³ relatives à l'élevage (majoritairement le bétail sur pied transporté dans les pays voisins), représentait FCFA 15 382 millions (soit plus de EUR 23 million) et les exportations agricoles FCFA 6 098 millions (soit environ EUR 10 millions)⁴⁴.

Le FIDA s'est appuyé sur ces potentialités et les expériences cumulées au cours de plus de 30 ans d'intervention dans le pays. Ceci a permis d'évoluer vers une agriculture familiale plus intensive et durable via l'identification participative, la gestion et la diffusion entre paires d'innovations techniques paysannes dans les domaines de l'amélioration de la productivité des systèmes agricoles (cultures pluviales et irriguées), de la gestion des ressources naturelles et leur sécurisation (régénération naturelle assistée, suivi et gestion des ressources hydriques, sécurisation foncière, etc.), de l'appui aux plus vulnérables et à leurs capacités de résilience (banques de soudures, recapitalisation en petit bétail, micro-entreprises rurales, nutrition), du renforcement des

⁴¹ 300kg/ha pour le sorgho, 470kg/ha pour le mil, 179kg/ha pour le niébé, en moyenne 20-30t/ha pour les cultures maraîchères irriguées

⁴² Une augmentation de 50% des rendements des cultures céréalières (mil, sorgho, niébé) est anticipée sur la durée totale du PASADEM, et de 50% en moyenne pour les cultures maraîchères (oignon, tomate, chou, canne à sucre, poivron) dans le cadre du *Ruwanmu*, sur la base des résultats obtenus par le PPILDA, le PIP2, le PRODEX, etc.

⁴³ Chiffre largement inférieurs aux exportations effectives, une large partie des échanges transfrontaliers échappant aux statistiques nationales

⁴⁴ Rapport du Commerce Extérieur, 2^{ème} trimestre 2011, Institut National de la Statistique

institutions publiques et parapubliques locales (communes, CRA) et de la société civile rurale organisée (OP, associations d'usagers, comités de gestion, etc.), ainsi que des mécanismes de ciblage et de suivi et évaluation participatif.

Programme pays du FIDA. Deux nouveaux projets FIDA sont actuellement en cours de démarrage au Niger: (i) le PASADEM (2012-2018), approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en décembre 2011; et le Projet d'Expansion de la Petite Irrigation *Ruwanmu* (2013-2018), approuvé par le Conseil d'Administration en septembre 2012. Trois autres projets sont en fin d'exécution: (i) le PPILDA (2005-décembre 2013); l'IRDAR-RCI/PAC2 (2009-mars 2014); et le PUSADER (2011- septembre 2014).

En accord avec les conclusions de l'évaluation du Programme-Pays (2009-2010), le portefeuille du FIDA au Niger a évolué pour se centrer davantage sur: (a) le renforcement des systèmes productifs agro-pastoraux (intensification et diversification); (b) les activités plus en aval dans les filières, notamment la transformation et la commercialisation; et (c) la mise en place d'outils permettant la durabilité environnementale, économique et sociale, soit de conservation des acquis dans un contexte de crises répétées avec des outils de prévention⁴⁵ et de gestion des risques en amont (GRN, diversification des revenus, filets sociaux) et en aval (outils d'intervention précoce en cas de crise alimentaire: recapitalisation, distribution de semences, etc.). Cette évolution s'est opérée sur la base des approches expérimentées avec succès: innovation paysanne participative et diffusion de techniques sur la durée pour permettre l'évolution des systèmes agraires, sécurisation de l'accès aux ressources et leur gestion, renforcement des capacités locales, ciblage des groupes les plus marginaux. Deux domaines sont également explorés : les liens avec la finance rurale (services financiers décentralisés) pour assurer en partie la durabilité économique des interventions (étude qui sera conduite en 2013), et l'approche-programme préconisée par le gouvernement avec la mise en œuvre des projets par le Ministère de l'Agriculture, les Services Techniques Décentralisés sur la base d'une évaluation institutionnelle qui sera conduite en 2013.

B. Possible aires d'intervention géographique et groupes cibles

Conformément à la stratégie d'expansion géographique du COSOP 2013-2018, la zone du Programme sera constituée par la bande sahélienne des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Dans la même logique que le PASADEM et le Ruwanmu, il s'agit de renforcer les acquis et l'impact des projets financés par le FIDA à **Maradi**, tout en étendant les interventions à de nouvelles communes à **Tahoua** et **Zinder**. Cette expansion se fera de façon cohérente pour éviter la dispersion des interventions et limiter les coûts de transaction relatifs à la mise en œuvre. Les communes ciblées seront sélectionnées selon une approche associant ancrage dans les dynamiques économiques locales/territorialisées et faisabilité technique. Les critères de sélection suivants seront utilisés: (i) le potentiel productif et l'accès à la terre et à l'eau; (ii) l'existence de débouchés commerciaux sur les marchés ruraux de proximité; (iii) la proximité de bassins de production avec une masse critique suffisante pour alimenter ces marchés; (iv) la vulnérabilité alimentaire; (v) la complémentarité avec les activités/composantes du Ruwanmu et du PASADEM; et (vi) la complémentarité avec les interventions des autres PTF.

En ligne avec la politique du FIDA en la matière, les groupes cibles du Programme seront: (i) les petits producteurs agro-pastoraux ayant ou non accès à la terre; (ii) les organisations de la société rurale organisée (OP, AUE, comités de gestion; (iii) les institutions publiques et parapubliques locales; et (iv) les ménages les plus vulnérables en particulier les femmes et les jeunes avec, parmi les bénéficiaires directs, au moins 30% de femmes et 30% de jeunes.

La stratégie de ciblage du Programme, utilisée par tous les projets en cours, est basée

⁴⁵ Système d'Alerte Précoce

sur la longue expérience du FIDA dans le pays et ses succès en la matière (ciblage participatif). Sur la base du ciblage géographique (cf. supra), le ciblage s'opèrera selon les modalités suivantes: (i) un ciblage socio-économique: établissement de profils de pauvreté (catégories de vulnérabilité) puis autodiagnostic (focus groupes); (ii) un ciblage direct/auto-ciblage pour les ménages les plus vulnérables, les femmes et les jeunes (activités spécifiques). La vulnérabilité aux risques climatiques orientera le ciblage du financement ASAP.

C. Justification et logique d'intervention

Le Programme s'inscrit dans une logique d'harmonisation, d'expansion et d'efficience des activités financées par le FIDA au Niger à moyen terme autour d'un modèle productif rentable et adapté au contexte des trois régions.

En termes d'**harmonisation**, le Programme doit permettre un rapprochement et une mise en cohérence entre les modèles opérationnels du PASADEM et du *Ruwanmu* qui sont complémentaires au sein d'un même programme d'investissement.

En matière d'**expansion**, le Programme sera progressivement étendu à l'ensemble des zones sahéenne et sahélo-soudanaise des trois régions.

L'**efficience** des interventions en sera améliorée, avec un partage des expertises et la maîtrise des coûts de transaction au sein d'un Programme unique à moyen terme (10-12 ans et possible top-up), tout en évoluant vers une approche programme sur la base des capacités institutionnelles effectives.

Cela permettra de renforcer: (i) la **pertinence** des interventions dans le cadre national (vision 2035, Plan de Développement Economique et Social 2012-2015, I3N) et le contexte régional (évolutions productives et de consommation, échanges commerciaux); (ii) la **durabilité** avec un accent particulier sur la gestion (et le suivi) durable des ressources naturelles, la diffusion sur le long terme de techniques/technologies pour s'assurer de leur adoption à large échelle dans le temps et l'évolution des systèmes agraires, les outils de résistance aux chocs pour permettre une capitalisation des ménages et une véritable baisse de la pauvreté sur la durée, l'inscription des interventions dans les dynamiques et pôles économiques existants (échanges transfrontaliers, lieux de commercialisation régionaux) le renforcement des capacités de la société civile organisée (OP, AUE, COGES, etc.) ainsi que leur responsabilisation progressive et celle des institutions publiques et parapubliques centrales (ministères) et locales (régions, communes, CRA) dans la gestion des opérations. et par conséquent (iii) l'**impact** des interventions actuelles (intensification et diversification de la production agro-pastoral et développement d'opportunités économiques permettant une hausse des revenus des ménages) ;

C'est sur la base des leçons apprises des projets passés que le FIDA a progressivement construit sa stratégie et son identité au Niger basées sur un modèle économique de production familiale agro-pastorale à la fois rentable et adapté à un contexte, caractérisé par un ensemble de risques structurels et de chocs externes (les aléas climatiques, les flux commerciaux transfrontaliers). Ce modèle est à même de répondre aux défis sociaux (cohabitation agriculture-élevage, démographie), environnementaux (sécheresses) et politiques/sécuritaires de dimension nationale et régionale (gestion des ressources partagées, échanges commerciaux, déstabilisation et flux migratoires, etc.).

Le Programme s'appuiera donc sur les leçons apprises des projets financés par le FIDA dans le passé et ceux des autres PTF pour affiner ce modèle et permettre aux populations cibles du FIDA: (i) d'augmenter durablement la productivité des systèmes agro-pastoraux (intensification); (ii) de diversifier les sources de revenu agricole (diversification des cultures/élevage) et extra-agricole (micro-entreprises rurales); (iii) de mieux saisir les opportunités économiques autour des marchés ruraux en utilisant plus efficacement les structures/mécanismes de commercialisation (bourses céréalières, etc.) et l'adaptation aux évolutions de consommation (segmentation des marchés, appétence

croissante des consommateurs ouest africains pour les produits de qualités, faciles à consommer) afin d'obtenir des prix rémunérateurs que les consommateurs seront disposés à payer; (iv) de permettre le financement de leur activités et investissements; et (v) de garantir la durabilité économique, sociale et environnementale de ce modèle. Parallèlement des activités de diversification des activités économiques et donc des revenus est nécessaire pour prendre en compte le facteur démographique et permettre l'intégration des jeunes et des plus vulnérables (sans terre, etc.) dans le tissu économique local (micro-entreprises locales).

Du point de vue opérationnel, il s'agit d'assurer une meilleure capitalisation des savoirs et des leçons apprises dans les régions d'intervention du FIDA et une utilisation efficiente des ressources humaines et des expertises à dispositions. Un accent particulier sera mis sur le suivi-évaluation et sur le système de gestion des connaissances dans le cadre (i) d'un système de suivi intégré (indicateurs, instruments de suivi, acteurs impliqués) et (ii) d'études et d'analyses rigoureuses au niveau des ménages (panels, référentiels technico-économiques d'exploitation) afin de s'assurer de l'efficacité du modèle proposé et d'identifier des éléments pour l'améliorer.

Le Programme renforce en outre l'évolution stratégique du portefeuille du FIDA au Niger, à savoir: (i) un ancrage fort dans la stratégie du gouvernement, avec notamment une contribution significative à l'i3N (intensification, diversification, commercialisation); et (ii) le passage d'une logique d'urgence à une logique de développement durable de long-terme dans un contexte caractérisé par des crises répétées tel qu'opéré depuis le PASADEM et le *Ruwanmu*.

D. Objectifs du Programme

Le Programme vise l'amélioration des conditions de vie et le renforcement des capacités de résilience aux crises des populations dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. L'objectif de développement est d'améliorer les conditions de sécurité alimentaire de 150 000 ménages ruraux dans les communes qui seront sélectionnées via l'augmentation des revenus, en cohérence avec la programmation des projets en cours.

L'approche axée sur la sécurité alimentaire adoptée dans le cadre du PASADEM et du *Ruwanmu* sera utilisée par le Programme avec des interventions axées sur: (i) la **disponibilité** (intensification et diversification de la production et son adaptation aux changements climatiques) ainsi que; (ii) l'**accessibilité des produits agricoles** (commercialisation autour de pôles de commercialisation via les infrastructures, les échanges entre acteurs, l'information, etc.); et (iii) la **durabilité économique, sociale et environnementale** ainsi que les outils de résilience des plus vulnérables pour assurer la conservation des acquis dans un contexte de crises récurrentes. La dimension « utilisation » de la sécurité alimentaire ne sera que partiellement abordée à travers certaines dimensions de la nutrition (espèces nutritives, farines enrichies, éducation nutritionnelle de base). La résilience aux changements climatiques occupera une place centrale dans l'approche du projet. L'objectif est d'instaurer des systèmes de production résilients et d'intégrer l'aspect adaptation dans les efforts de développement à mener. Ainsi, le financement ASAP envisagé sera entièrement intégré dans les composantes et les activités du programme global.

E. Harmonisation et alignement

Le Programme est aligné sur les objectifs stratégiques de l'i3N, la « Vision 2035 » et le PDES 2012-2015 ainsi que sur son approche pour atteindre la sécurité alimentaire. L'i3N met également en avant le modèle de petite agriculture familiale fonctionnant sur une base productive durable qui est celui sur lequel se concentre l'intervention du FIDA.

Le Programme contribuera directement aux axes de l'i3N, plus précisément l'axe (1) Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques, l'axe (2) Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles

et agroalimentaires, et l'axe (3) Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes. Ses activités contribueront à la réalisation des programmes de l'i3N correspondant aux objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à ces orientations (COSOP) et à ses avantages comparatifs au Niger.

L'harmonisation avec les autres PTF est garantie à travers l'ancrage du Programme dans les cadres de concertation (OCDE-DAC, Comité National de Dialogue et de Concertation des Acteurs de l'i3N, Groupes de travail sur la petite irrigation, la sécurité alimentaire, le genre), le Programme Conjoint de Maradi, mais également la prise en compte des projets complémentaires des PTF dans les régions d'intervention. A cet égard, des synergies sont déjà mises en place avec le PRODEX de la Banque Mondiale et le Projet de Mobilisation des Eaux – TMZ de la BAD (petite irrigation, commercialisation, suivi piézométrique), le PAM (mise en œuvre des activités de cash-for-work), la coopération suisse (suivi des ressources hydriques), UNICEF (nutrition) ou encore la FAO (champs-école paysans, boutiques d'intrants) et UNCDF (finance rurale). Au niveau régional, le Programme participera à la mise en œuvre des plans d'actions ou de développement régionaux et s'impliquera dans l'échange d'information, la coordination et la concertation, sous l'égide des autorités régionales.

F. Composantes et activités

Le Programme sera organisé autour de trois composantes techniques et d'une composante de gestion.

Composante 1: Croissance durable des productions agro-pastorales. Cette composante reprend – et étend – les activités productives du PASADEM (cultures pluviales et petit élevage) du *Ruwanmu* (cultures maraichères irriguées) et pour augmenter la disponibilité et des produits alimentaires dans les trois régions. Elle sera mise en œuvre à travers:

1.1 – l'accès durable aux ressources (foncières et hydriques) à travers: (i) un appui à la sécurisation foncière via les commissions foncières; et (ii) les activités de suivi et d'analyse des évolutions des ressources (en particulier eau, fertilité et sols).

1.2 – l'intensification, la diversification et l'expansion des systèmes productifs (cultures vivrières et petite-irrigation) avec: (i) des modèles participatifs centrés sur l'innovation tels les champs-école paysans/parcelles d'innovation paysannes mettant l'accent sur l'augmentation de la productivité (techniques culturales et d'élevage, synergies entre les deux avec la fertilisation, etc.); (ii) des infrastructures productives (petite irrigation) sous forme de micro-projets; et (iii) la production de semences améliorées; (iv) la promotion des mesures d'adaptation des systèmes productifs au changement climatique (RNA) et de conservation et de récupération des terres/sols. Les capacités des producteurs liés à la production seront par ailleurs renforcées par la composante 3) avec la création de boutiques d'intrants et d'aliment bétail ainsi que la mise en relation avec la finance rurale (financement des investissements, épargne, assurances, autres produits financiers).

1.3 – La composante prévoit aussi un volet d'actions ciblé à la recapitalisation (en cas de crises) et au développement des capacités de résilience et des opportunités économiques des ménages ruraux plus vulnérables avec: (i) les activités urgentes de recapitalisation (semences, kits irrigation, banque de soudure, petits ruminants, HIMO), l'appui aux micro-entreprises rurales connexes à la production, transformation et commercialisation (formations et accès à un capital de démarrage sous la forme de petits équipements) sous la forme de micro-projets; et (ii) l'appui aux groupements féminins MMD avec un accent sur la nutrition. Cette sous-composante sera intégrée au DNGPCA.

Composante 2: amélioration de l'accès aux marchés des producteurs
L'approvisionnement des marchés ruraux en produits agro-sylvo-pastoraux sera assuré via: le désenclavement des bassins de production avec des infrastructures économiques de marché (pistes rurales, points de collecte, comptoirs commerciaux, marchés ruraux). Les capacités des producteurs, des groupes et des coopératives impliqués dans les

activités de post-récolte, de transformation de transport (MER) et de gestion des infrastructures de marché seront appuyées par la composante 3

Composante 3: Renforcement des capacités des acteurs économiques et institutionnels locaux. La composante doit permettre la durabilité des institutions locales (régions et communes) et des activités productives et commerciales de la composante 1. L'appui prendra la forme de formations, d'activités d'alphabétisation, d'appui-conseil de proximité, mais également d'une forte sensibilisation à l'épargne et la mise en relation des coopératives et des organisations des producteurs avec les services financiers décentralisés performants actifs dans la zone.

3.1 – Consolidation des capacités de planification et de gestion des institutions locales rurales (IR) avec: (i) la création et le renforcement des groupes de gestion des infrastructures communautaires (COGES) et des ressources naturelles (association des usagers de l'eau, gestion de bassins versants) selon un modèle intégré et territorialisé prenant en compte tous les acteurs; et (ii) l'appui à l'implication des communes pour qu'elles assurent leur rôle de maître d'ouvrage du développement local et la gestion des infrastructures publiques communales (marchés ruraux, pistes communales, collecte des taxes communales, brigades communales d'entretien routier).

3.2 – Renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des groupes de producteurs et des structures de commercialisation avec: (i) la professionnalisation des organisations de producteurs autour de la production (boutiques d'intrants) et plus en aval dans la filière (collecte...); (ii) l'établissement de structures public-privé (de type GIE, COGES) assurant la gestion des infrastructures commerciales (comptoirs); et (iii) les liens entre ces OP et GIE avec le RECA et les Chambres d'Agricultures pour la diffusion des informations de marchés (SIMA) et la mise en relation avec les services d'appui-conseil (GSC...) et le secteur privé.

La durabilité du Programme est renforcée à trois niveaux: (i) au niveau environnemental avec la gestion durable et le suivi des ressources naturelles et la résilience aux changements climatiques; (ii) au niveau social à travers le renforcement des acteurs locaux notamment des instances rurales, des OP/GIE et des plus vulnérables (composante 1 et 3); et (iii) au niveau économique via le développement de systèmes productifs rentables et la promotion de liens avec le secteur de la finance rurale. Comme dans les projets en cours, certaines activités du Programme (récupération des terres dégradées, aménagement des bassins versants, construction/entretien des infrastructures, etc.) seront réalisées selon des arrangements HIMO- à travers le cash-for-work – qui bénéficieront aux ménages plus vulnérables de la zone du Programme.

G. Coûts et financement

Le Programme sera développé globalement pour l'ensemble des trois régions et mis en œuvre sur une période de 10-12 ans pour une enveloppe totale prévisionnelle s'élevant à environ 150-170 millions de USD. Le financement global du Programme sera assuré par les ressources suivantes: les deux prêts en cours PASADEM et *Ruwanmu* (pour le montant disponibles), les allocations FIDA de SAFF 2013-2015 et 2016-2018 (environ 30 millions de USD par cycle, encore à définir), les Fonds du programme ASAP (Adaptation Smallholder Agriculture Programme) estimés à pour 15 millions de dollars, les cofinancements additionnels envisagés à hauteur de 50 millions de USD (par autres partenaires financiers notamment comme l'OFID en appui aux infrastructures, le PAM dans les activités de cash-for-work, , etc.), la contribution du gouvernement sous forme de taxes et de droits de douane, et la participation des bénéficiaires estimée à hauteur de 5% des investissements.

H. Organisation, coordination et gestion du Programme

Sur la base des résultats de l'évaluation institutionnelle et organisationnelle qui sera conduite en 2013 par le FIDA et le Gouvernement une approche plus orientée vers une

implication directe du Ministère de l'Agriculture et de ses Services Techniques Déconcentrés sera identifiée (type approche programme). Cette analyse portera sur les capacités techniques et les ressources humaines des institutions et organisations publiques, parapubliques et privées qui seront impliqués dans la mise en œuvre du Programme.

Dans ce cadre, le Gouvernement et le FIDA assureront la valorisation de l'expertise, des connaissances et des capacités des équipes actuelles des Unités de Coordination et de Gestion de projets surtout en ce qui concerne les procédures de planification et gestion technique, financière, et fiduciaire du FIDA. Il s'agit de la Cellule Nationale de Coordination (CNC) de Niamey et les Cellules Régionales de Coordination (CRC) à Maradi, Tahoua et Zinder déjà en charge des projets IRDAR-RCI (PAC 2), PUSADER, et *Ruwanmu* (2013-2018) ainsi que l'équipe de l'UGCP du PPILDA/PASADEM de Maradi. Un plan de réorganisation et de renforcement des capacités des partenaires d'exécution sera établi sur la base de l'évaluation institutionnelle et organisationnelle afin d'assurer une gestion efficace et performante du Programme qui sera suivi régulièrement par un système indépendant d'évaluation des performances du personnel impliqué.

La tutelle institutionnelle sera assurée par le Ministère de l'Agriculture (MAG). Le Comité de Pilotage utilisé par le *Ruwanmu* et le PASADEM sera adapté (pour bien répondre à la dimension multisectorielle du programme) et sera chargé de vérifier la cohérence des orientations du Programme avec les politiques et stratégies nationales (PDES, i3N) ainsi que le COSOP et de réviser et approuver le PTBA. Les CRA, les OP et plus largement la société civile rurale organisée pourront participer au Comité de Pilotage et aux instances régionales et locales de coordination et de planification du Programme. Le Programme sera directement supervisé par le FIDA.

I. Indicateurs de suivi-évaluation

Les indicateurs de suivi-évaluation sont détaillés dans un cadre logique développé temporairement sur la base du PASADEM et du *Ruwanmu*. Le système de suivi-évaluation sera le même que celui des projets FIDA en cours, en collaboration avec un ensemble de partenaires (INS). Il sera également ancré dans la mise en place d'un système harmonisé pour l'ensemble des projets tel qu'impulsé dès 2012 et intégré avec le système national (i3N, INS). Les enquêtes SYGRI seront lancées avant le démarrage du Programme, ainsi que la mise en place de la situation de référence, notamment via la technique du panel de ménages.

Les informations relatives au suivi des activités et réalisations (résultats de 1er niveau) en lien avec le PTBA seront produites par l'Unité de Gestion et Suivi-Evaluation du programme en collaboration avec tous les partenaires impliqués dans la mise en œuvre: producteurs, OP, prestataires, bénéficiaires, communes, etc. En parallèle, les résultats de 3ème niveau et de 2ème niveau seront évalués sur la base d'une situation de référence établie avant le démarrage du Programme et une méthodologie complémentaire d'évaluation d'impact (panel de ménages). Pour ces aspects d'évaluation, l'équipe du Programme pourra recourir à un prestataire externe spécialisé. Les missions annuelles de supervision réviseront le cadre logique du Programme et la pertinence des indicateurs, et une revue à mi-parcours sera réalisée à la fin de la 3^{ème} année du Programme.

J. Risques

Les risques généraux se rapportent aux conditions d'insécurité dans le pays ainsi que les conditions climatiques. Les risques relatifs aux interventions du Programme seront identifiés pour chaque activité et des mesures d'atténuation seront mises en place sur la base des expériences passées (cadre de gestion des risques). Les questions institutionnelles se rapportant à la mise en œuvre de l'approche programme à travers les services du Ministère et des techniques décentralisés feront l'objet d'une évaluation spécifique au niveau de la disponibilité/capacité des ressources humaines et de la

potentielle instabilité de ces institutions. Les aspects de gouvernance faisant déjà l'objet de mesures adaptées, leur efficacité devra être évaluée et améliorée si nécessaire.

K. Calendrier de préparation

Le calendrier de préparation du Programme est le suivant:

Etudes préalables (Etude sur les SFD et la Finance Rurale, Analyse et Evaluation Institutionnelle et Organisationnelle, Etude Marchés Ruraux, Système d'Evaluation des Impacts):	Janvier – Juillet 2013
Première Mission de Conception:	Septembre 2013
Elaboration DCP:	Octobre – Novembre 2013
QE review:	Janvier 2014
Deuxième mission de Conception:	Février – Mars 2014
QA review	Mai 2014
Négociations (qui inclue aussi les amendements des accords de financement en cours):	Juillet 2014
Présentation au Conseil d'Administration du FIDA:	Septembre 2014

Première version (DRAFT) de Cadre Logique

* indicateurs SYGRI / + indicateurs à ventiler par sexe (et âge quand pertinent)

Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Hypothèses
But: Améliorer les conditions de vie et renforcer les capacités de résilience des populations rurales.	- Taux de malnutrition infantile réduit dans les communes ciblées*+ (réduction % des enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe) - Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens dans les ménages ciblés *	-Enquêtes INS -Etudes d'impact par rapport à la situation de référence, dont SYGRI -Rapport UNICEF et PAM	-Stabilité politique nationale -La stratégie de l'initiative 3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA-SDR. -Mécanismes conjoints (GdN et PTF) performants de gestion des crises.
Objectif de développement: Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les capacités de résilience de 195 000 ménages ruraux dans 50 communes des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	- 80% des ménages ciblés ont amélioré leur sécurité alimentaire (réduction du nombre de mois de la période de soudure)* - 70% des ménages ciblés ont augmenté de 20% leur revenu -70% des ménages ciblés tirent au moins 50% de leur revenu des activités agricoles (culture pluviale, irriguée, petit élevage) et des activités connexes - 195 000 ménages ont bénéficié des services du Programme*	-Etudes d'impact par rapport à la situation de référence, dont SYGRI -Rapports de la SDR/MAG	
Composante 1: Croissance durable des productions agro-pastorales			
Effet escompté 1: Les quantités produites (vivrier, maraîchers, petit élevage) sont augmentées	<u>Efficacité:</u> -60% de producteurs agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement*+ -60% de petits éleveurs faisant état d'un accroissement de leur troupeau*+ -xxha supplémentaires cultivés -xx producteurs bénéficiant d'un accès garanti à l'eau*+ (petite irrigation) (>30% de femmes, >30% de jeunes) <u>Durabilité:</u> (après 3 ans) -80% des infrastructures en service* (irrigation)	-Enquêtes d'impact, SYGRI -Etudes thématiques -Rapports des opérateurs techniques -Rapports des STD -Plan de développement communaux et programme d'investissement annuel (PDC/PIA) -Rapports/études du RECA/CRA -Statistiques nationales (INS, EPER/statistiques agricoles)	-Politiques et échanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région -Conditions climatiques favorables -Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables -Partenariat effectif des différents projets et PTF
<u>Produit attendu 1.1:</u> L'accès durable aux ressources hydriques et foncières est assuré	-Au moins 5 000 actes fonciers rédigés/octroyés (par type)+ -xxha faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols* (par type: RNA, bassins versants et terres récupérées) -Un système de suivi et d'analyse de l'évolution des ressources hydriques est en place et opérationnel	-Rapports des prestataires de services -Rapports des STD partenaires -Etudes thématiques -Registres des COFO, des AUE	-Mise en œuvre effective du Code Foncier -Mise en œuvre effective du Code de l'Eau

<p><u>Produit attendu 1.2</u>: La productivité des systèmes de production est améliorée et les surfaces cultivées étendues</p>	<p>-xx personnes formées aux méthodes et techniques de production agricoles*+ (>30% de femmes et >30% de jeunes) -xx personnes formées aux méthodes et techniques de production animale*+ (>30% de femmes et >30% de jeunes) -xx dispositifs d'appui-conseil mis en place (champs-écoles paysans ou parcelles/démonstrations d'initiatives paysannes culture et élevage) -xx ha mis en place pour la production de semences améliorées -xx ha de périmètre d'irrigation aménagés/remis en état</p>	<p>-Rapports des prestataires -Registres/PV des Comités départementaux d'analyse des microprojets (CDAP) -Rapports des SFD -Rapports des services techniques -Plans d'action/d'affaire des OP et des GIE</p>	<p>-Disponibilité d'intrants de qualité</p>
<p>Composante 2: Amélioration de l'accès aux marchés des producteurs</p>			
<p>Effet escompté 2: L'approvisionnement des marchés ruraux en produits agro-sylvo-pastoraux est amélioré</p>	<p><u>Efficacité</u>: -50% d'augmentation des volumes commercialisés sur les marchés de demi-gros réhabilités -60% des producteurs appuyés utilisent les plateformes de collecte et/ou les comptoirs de commercialisation</p> <p><u>Durabilité</u>: (après 3 ans) --80% des infrastructures de commercialisation en service* - xx % d'augmentation des taxes collectée dans les marchés ruraux du programme</p>	<p>-Enquêtes d'impact, SYGRI -Etudes thématiques -Rapports des opérateurs techniques -Rapports des STD -Rapports/études du RECA/CRA -Statistiques nationales (INS, SimA, SimB) -Cahier de gestion des plateformes et comptoirs</p>	<p>-Politiques et échanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région -Conditions climatiques favorables -Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables -Les communes délèguent la maîtrise d'ouvrage aux OP/GIE et réinvestissent une partie des taxes perçues dans l'entretien périodique des infrastructures économiques</p>
<p><u>Produit attendu 2.1</u>: Les volumes de production mis en marché sont accrus</p>	<p>-xx km de routes construites/remises en état* -xx installations de commercialisation aménagées/remises en état* -xx plateformes de collecte et de négoce construites/réhabilités</p>	<p>-rapports des opérateurs techniques -rapport des STD -rapports du ministère de l'équipement</p>	<p>-Fonds d'entretien routier opérationnel</p>
<p>Composante 3: Renforcement des capacités des acteurs économiques et institutionnels locaux</p>			
<p>Effet escompté 3: Les acteurs économiques et institutions locaux fonctionnent de façon effective et durable</p>	<p><u>Efficacité</u>: -3 Chambres Régionales de l'Agriculture fonctionnelles et répertorient les groupements de service-conseil -70% des producteurs ont accès aux informations du Système d'Information sur les Marchés -xx personnes ayant ouvert un compte dans une SFD+</p> <p><u>Durabilité</u>: (après 3 ans) -80% des groupes de gestion de l'infrastructure sont opérationnels/fonctionnels*</p>	<p>-Enquêtes de suivi et d'impact, SYGRI -Etudes thématiques -Rapports des prestataires de service -Rapports des SFD partenaires -Rapports du RECA/CRA -Rapports de la DRAC/POR</p>	<p>-Opérationnalisation de la politique de décentralisation -Offre de services financiers adaptés -Reconnaissance de la société civile organisée en milieu rural</p>

	<ul style="list-style-type: none"> -80% des groupes de gestion des ressources naturelles sont opérationnels/fonctionnels* -xx groupes de commercialisation opérationnels/fonctionnels* -60% des entreprises en activité*+ (MER) -90% des groupes communautaires opérationnels/fonctionnels* (MMD) 		
<u>Produit attendu 3.1:</u> Les capacités des Instances Rurales pour la planification et la gestion des infrastructures communautaires et des ressources naturelles ainsi que la maîtrise d'ouvrage communale sont consolidées	<ul style="list-style-type: none"> - xx groupes de gestion des ressources créés/consolidés* (AUE, brigades protection des bassins versants) - xx groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés* -100% des groupes de gestion des ressources et de l'infrastructure comptant au moins 30% de femmes dans leurs instances de direction* -xx brigades communales d'entretien routier équipées 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports des prestataires de service -Etudes thématiques -Registre des AUE 	-Mise en œuvre effective du Code de l'Eau
<u>Produit attendu 3.2:</u> Les capacités organisationnelles et de gestion des OP et des structures de commercialisation sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> -xx groupes de production formées/renforcés en agricole/élevage* -xx boutiques d'intrants et d'aliment bétail établies/renforcées et gérées par une OP -xx personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation*+ -xx groupes de commercialisation créés/consolidés* (GIE) -100% des groupes de commercialisation comptant au moins 30% de femmes dans leurs instances de direction* -xx personnes formées en alphabétisation fonctionnelle+ 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports des prestataires de service -Registres des OP et des GIE 	-Partenariat Public Privé soutenu par les communes
<u>Produit attendu 3.3:</u> Les capacités de résilience et les opportunités économiques pour les groupes les plus vulnérables sont développées	<ul style="list-style-type: none"> -xx personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus*+ (par âge) (micro-entreprises rurales) -xx microprojets élaborés+ -xx personnes formées en alphabétisation fonctionnelle+ 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports des prestataires de service et de l'opérateur spécialisé en nutrition et alphabétisation -Registres/PV des Comités départementaux d'analyse des microprojets (CDAP) 	-Demande solvable de services/ produits fournis par les micro-entreprises rurales

Zone d'intervention du programme

République du Niger

Evolution du portefeuille du FIDA vers un programme pays au Niger

Zone de possible concentration des opérations FIDA pour la période 2013-2018



23-04-2012



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA

Dossier clé 1: Pauvreté rurale et secteur agricole et rural

Secteurs prioritaires	Groupes affectés	Domaine	Principales difficultés	Actions nécessaires
<p align="center">Production et productivité agricole</p>	<p align="center">Petits producteurs (en particulier les jeunes et les femmes)</p>	<p>Changements climatiques - GRN</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Variabilité spatio temporelle de la pluviométrie ▪ Intrants et systèmes de production non adaptés aux changements climatiques ▪ Faible maîtrise de l'eau ▪ Dégradation des sols et baisse de la fertilité ▪ Faible capacité de gestion des ressources naturelles ▪ Extension des cultures vers le Nord du pays (zones pastorales) ▪ Ensablement des terres de culture et pâturages, effondrement des berges de kori ▪ Forte pression sur la ressource eau avec risque de réduction, abaissement voire épuisement des nappes ▪ Perte de terres cultivables (puits traditionnels) ▪ Rechute dans la pauvreté en cas de crise alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les capacités des OP et les services techniques sur les changements climatiques ▪ Promouvoir la production irriguée (AHA et petite irrigation) ▪ Intensifier la recherche scientifique sur les techniques et technologies adaptées aux changements climatiques (semences améliorées à cycle court et résistantes aux sécheresses) et sur la gestion des ressources naturelles ▪ Aménager les bassins versants et protéger les berges ▪ Lutter contre l'ensablement ▪ Récupérer les terres dégradées ▪ Intensifier et diversifier les productions en valorisant les connaissances endogènes ▪ Promouvoir la diffusion et l'adoption des techniques de gestion des ressources naturelles ▪ Organiser la gestion de l'eau (association des usagers de l'eau en relation avec les communes) ▪ Développer les capacités de résilience (Recapitalisation des petits producteurs, greniers de soudure, cash for work...) ▪ Mettre des kits d'intrants agropastoraux à la disposition des plus vulnérables
		<p>Accès à la terre Gestion du foncier</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès limité à la terre (jeunes et femmes), ▪ Forte pression foncière dans les zones du sud (démographie) ▪ Concentration de terre dans quelques ménages ▪ Vente d'urgence des terres (en cas de crise alimentaire) ▪ Conflits (agriculteurs/agriculteurs - 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser l'accès à la terre par les jeunes et les femmes, en collaboration avec les communes et les autorités coutumières ▪ Développer les activités connexes (docker, vannerie, artisanat, atelier de réparations, petite restauration, récolte, vente et transformation ...) en faveur des personnes

			agriculteurs/éleveurs)	<p>les plus vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer la capacité d'aménagement du territoire communal ▪ Renforcer la capacité des OP, communautés et communes pour prévenir et résoudre les conflits fonciers
		Appui conseil	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Utilisation faible ou inadéquate des intrants (semences, engrais, pesticides) ▪ Faible accès des agriculteurs et des OP à la vulgarisation des techniques et au conseil agricole ▪ Faible capacités des services étatiques et des prestataires privés ▪ Insuffisance d'itinéraires adaptés aux changements climatiques et aux normes du marché ▪ Faiblesse du système de contrôle de la qualité ▪ Faible lien entre Recherche et Vulgarisation ▪ Centres de formation agricole régionaux non fonctionnels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer un appui-conseil de proximité et continu avec obligation de résultats ▪ Promouvoir l'adoption des techniques et technologies adaptées aux changements climatiques ▪ Améliorer la formulation de la demande en appui conseil par les paysans et leurs OP (diagnostics participatifs) ▪ Améliorer l'offre en appui conseil (renforcement des services étatiques et prestataires privés) dans une logique de professionnalisation des OP ▪ Favoriser l'insertion des jeunes et des femmes dans le dispositif d'appui conseil (acteurs et bénéficiaires) ▪ Développer la liaison Recherche-Vulgarisation ▪ Intensifier la formation agricole et rurale, notamment au niveau régional ▪ Développer les champs écoles paysans (CEP) ▪ Promouvoir les productions alimentaires de substitution à haute valeur nutritive sur des petits périmètres communautaires féminins
		Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enclavement rural ▪ Faible système d'entretien des infrastructures locales (communales) ▪ Mauvaise gestion des infrastructures existantes ▪ Nombre limité et faible capacité d'entreprises de travaux ▪ Limite du bénévolat des brigades communales d'entretien 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer les infrastructures à vocation économiques (pistes rurales, marché, point de collecte et stockage etc.) ▪ Renforcer les systèmes de gestion ▪ Appuyer les dispositifs d'entretien des infrastructures

Elevage	Grands et petits éleveurs et petits éleveurs (en particulier les jeunes et les femmes)	Changements climatiques - GRN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Variabilité spatio temporelle de la pluviométrie ▪ Forte pression sur la ressource eau ▪ Dégradation des espaces pastoraux ▪ Disparition des aires de pâturage ▪ Difficultés d'accès aux pâturages et aux points d'eau ▪ Difficultés pour contrôler les couloirs de passage ▪ Extension des cultures vers les zones pastorales ▪ Conflits agriculteurs – éleveurs ▪ Perte de complémentarité entre agriculture et élevage mobile dans la zone agricole ▪ Rechute dans la pauvreté en cas de crise pastorale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intensifier la recherche sur les techniques et technologies de mitigation de l'impact des changements climatiques sur l'élevage ▪ Améliorer l'accès aux points d'eau ▪ Restaurer les terres dégradées ▪ Sécuriser les espaces pastoraux (couloirs de passage, bande pare feux) ▪ Renforcer la capacité des OP, communautés et communes pour prévenir et résoudre les conflits fonciers ▪ Développer les capacités de résilience (recheptélisation, filet de sécurité, et déstockage stratégique)) ▪ Mettre des kits d'intrants agropastoraux à la disposition des plus vulnérables
		Production Appui conseil	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque d'itinéraires adaptés aux normes du marché ▪ Faiblesse de la productivité du matériel génétique local ▪ Accès limité aux technologies de production améliorées ▪ Persistance de certaines maladies infectieuses ▪ Valorisation insuffisante des sous-produits d'élevage ▪ Utilisation des intrants non adaptés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vulgariser les techniques modernes d'élevage ▪ Améliorer les races d'élevage (génétique) ▪ Développer les cultures fourragères ▪ Améliorer la couverture vaccinale / protection sanitaire ▪ Favoriser l'insertion des jeunes et des femmes dans le dispositif d'appui conseil (acteurs et bénéficiaires) ▪ Associer le petit élevage aux productions végétales
		Organisations des éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible organisation des éleveurs ▪ Faible fonctionnalité des Organisations existantes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les capacités des éleveurs et de leurs organisations/associations ▪ Favoriser la structuration des jeunes et des femmes (micro entreprises, groupements, coopératives....)
		Approvisionnement Commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Système d'approvisionnement en intrants non adapté ▪ Difficultés d'accès aux informations sur le prix ▪ Système de commercialisation à travers des 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un système d'approvisionnement en intrants de qualité ▪ Création d'un mécanisme de financement adapté à l'élevage

			<p>intermédiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Inexistence d'un système de crédit adapté à l'élevage ▪ Manque de connaissance des opportunités économiques des marchés internationaux (en dehors du Nigéria) ▪ Manque de normes de qualité sur le marché. ▪ Faible niveau de transformation des productions de l'élevage ▪ Faible accès aux abattoirs ▪ Insuffisance d'unités de transformation locale (peaux, viande) ▪ Appui au petit élevage dans l'esprit d'appui social 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un système d'information sur la disponibilité géographique des produits, les demandes, les prix et sur les canaux de commercialisation (sans intermédiaires) ▪ Faciliter l'accès aux intrants vétérinaires et aux aliments pour bétail ▪ Appuyer le développement d'infrastructures de commercialisation et de transformation adaptées et la gestion de ces infrastructures dans les partenariats public-privé ▪ Promouvoir la transformation des produits et sous-produits en vue de diversifier les activités génératrices de revenus ▪ Renforcer le système de contrôle de qualité et le respect des normes sur les aliments
--	--	--	---	---

Dossier clé 2: Matrice des organisations (Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces)

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
Situation générale	<ul style="list-style-type: none"> Volonté politique en faveur du secteur rural: I 3N Processus de décentralisation irréversible avec installation de 266 communes et de 8 conseils régionaux Plusieurs cadres de concertation (Etat, PTF) fonctionnels RECA, CRA et OP en progression au niveau national et régional Dynamique de développement de certaines filières 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégies et cadres conceptuels en cours de redéfinition Manque de priorités dans les stratégies existantes Faiblesse de la coordination entre départements ministériels en charge du développement rural Ecart important entre les stratégies et les capacités de mise en œuvre des acteurs Faible capacité d'absorption des budgets par les acteurs décentralisés Insuffisance de compétences techniques et de ressources au niveau des communes Capacité limitée des services déconcentrés (Etat) et faible motivation du personnel Déficit d'encadrement des communes par les services départementaux Leadership limité des structures gouvernementales dans les cadres de concertation Echanges d'informations mais pas d'harmonisation à travers les cadres de concertation Capacité stratégique et pro-activité des acteurs locaux limitées Société civile et mouvements paysans peu organisés Commerce dominé par les réseaux des grands commerçants Insuffisance de compétences dans les domaines agro-écologiques Insuffisante prise en compte des préoccupations du genre aux niveaux décentralisés 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement des cadres de concertation et participation à leurs instances (, I3N, DRSP/PDES et DAC/OECD) Renforcement du ciblage commun avec l'ensemble des partenaires au niveau régional, sur la base des PAR (Plans d'Actions Régionaux) Renforcement de la capacité des communes et de la participation responsable au développement communal Renforcement des capacités stratégique et organisationnel des OP Renforcement des politiques et stratégie de recherche et de formation agricole et rurale <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Crises alimentaires/pastorales récurrentes Mauvaise articulation des politiques de développement rural et de sécurité alimentaire ainsi que de leur dispositif de mise en œuvre. Politisation des collectivités décentralisées Lenteur dans le transfert des compétences et des ressources aux collectivités décentralisées
SECTEUR PUBLIC			
Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC I3N)	<ul style="list-style-type: none"> Portage politique fort, car découlant du « Programme de la Renaissance du Niger » du Président de la République. Forte articulation avec la SDDCI (remplace la SDRP), également en cours d'élaboration Institution forte, avec un Haut-Commissaire (Rang de Ministre) à sa tête. Opérationnalisation par des programmes, sous programmes opérationnels et « projets phares » Programme de financement envisagé en grande partie sur le budget national 	<ul style="list-style-type: none"> Conception des projets phares à finaliser 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Amélioration du leadership politique du Gouvernement. Amélioration de l'engagement financier du Gouvernement Renforcement de la concertation en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Difficultés, lenteur et lourdeur de mise en route Financement de l'initiative non assuré
MAG (Ministère de l'Agriculture)	<ul style="list-style-type: none"> Dispositif de mise en œuvre et de suivi des politiques agricoles fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité et peu de motivation des Services Peu d'investissements nationaux dans la recherche 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Appui au développement des cultures irriguées.

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dispositif d'évaluation des récoltes et d'identification des zones vulnérables efficace ▪ Recensement agricole ▪ Existence d'un système fonctionnel de gestion du foncier rural ▪ Rôle croissant du secteur privé et des OP ▪ Prise en compte du genre dans les actions de développement agricole 	<p>agricole</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible participation (représentation) des OP et RECA dans l'élaboration des stratégies ▪ Sous-représentation des OP dans les cadres de conseil de recherche agricole et financement agricole ▪ Faible considération de lien avec le marché, surtout pour les cultures vivrières ▪ Faiblesse du dispositif d'appui conseil ▪ Traduction lente de code rural au niveau des communes ▪ Faiblesse de la coordination des PFT 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien au système de gestion du foncier rural ▪ Appui à la Cellule Genre du MAG ▪ Appui à la mise en place du nouveau dispositif d'appui conseil agricole ▪ Appui aux OP et au secteur privé ▪ Installation de la Banque Agricole du Niger (2011) ▪ Appui à l'organisation des marchés ruraux <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Crises alimentaires récurrentes ▪ Pression anthropique et climatique sur les ressources naturelles ▪ Conflits fonciers (entre agriculteurs et éleveurs-agriculteurs) ▪ Stratégie contradictoire entre aide d'urgence et actions de développement ▪ Manque d'accès aux services financiers ▪ Drainage des capacités et compétence des services déconcentrés vers les Projets et ONG
MEL (Ministère de l'Élevage)	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un cadre législatif et réglementaire dans le domaine de l'élevage (Code Rural, Loi cadre relative à l'élevage, loi relative au pastoralisme) • Elaboration d'un plan d'action et Budget Programme par Objectif du Ministère • Mécanismes de gestion financière et de contrôle efficaces en cours d'élaboration • Existence du SIM Bétail et autres bulletins d'information sur le pastoralisme et la commercialisation • Appui institutionnel de la Coopération Belge • Clarification prévue quant à la privatisation de la profession vétérinaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion administrative et technique encore très centralisée ▪ Insuffisance de personnel (en quantité et qualité) ▪ Insuffisance de moyens et de dispositifs modernes de communication induisant un cloisonnement de l'information ▪ Absence d'une politique de développement des ressources humaines. ▪ Démotivation des cadres, faible esprit d'équipe au niveau central ▪ Budgétisation du ministère réalisée dans les faits sur une base classique (reconduction des budgets n-1) et CDMT pas encore utilisé de manière opérationnelle ▪ Dispositifs de suivi et évaluation insuffisamment opérationnels ▪ Accès à l'information de base difficile et système d'information non systématisé 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la modernisation des outils de programmation et de mise en œuvre des politiques du MEL ▪ Appui à la mise en place d'un dispositif de suivi évaluation et d'un dispositif d'information efficaces ▪ Appui à la mise en œuvre des politiques et du corpus réglementaire existant <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Résistances aux réformes administratives et opérationnelles ▪ Persistance de la faiblesse des moyens alloués aux administrations déconcentrées
MHE (Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement)	Présence des agents de l'Environnement jusqu'au niveau communal		
MPATDC (Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire)	<ul style="list-style-type: none"> • Planification et Pilotage des programmes et projets • Irréversibilité du processus de décentralisation • Développement communal sur la base des PDC ▪ Existence d'un Code général des collectivités territoriales moderne et de bonne qualité ▪ Existence d'une nouvelle stratégie de renforcement des capacités des acteurs décentralisés ▪ Introduction de capacité (compétence) minimale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Qualité et réalisme des PDC variable ▪ Lenteur dans le processus de transfert des ressources aux communes ▪ Faible capacité des services déconcentrés ▪ Confusion des rôles entre communes et communautés concernant le développement économique ▪ Faible entretien des infrastructures par les communes ▪ Faible coordination entre les différents projets du 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formations et exercice de la maîtrise d'ouvrage en pratique via les projets ▪ Mobilisation et renforcement des comités/OP de base pour leur participation au développement communal ▪ Appui au rôle des communes dans l'aménagement du territoire ▪ Appui à la gestion des infrastructures à travers de partenariats privé-publicue

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> pour des maires Développement de l'intercommunalité autour de la construction des infrastructures (pistes/routes et points d'eau) Mise en place de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) 	<ul style="list-style-type: none"> développement communal Absence des stratégies de communication des communes Insuffisance des ressources propres aux communes 	<p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Politisation des conseils des collectivités territoriales Insuffisance de ressources propres des collectivités territoriales Faible capacité des Services déconcentrés en appui aux collectivités territoriales
Ministère de la Population, de la Promotion de Femme et de la Protection de l'Enfant	<ul style="list-style-type: none"> Politique et Plan décennal en place (2009-2018) Représenté au niveau communal (services communaux genre) Cellule genre (au moins 6 membres) dans chaque Ministère, lobby et révision des projets sectoriels de 10 ministères Code rural prend en compte les aspects genre et le droit à l'accès à la terre par les femmes Développement des partenariats avec différents bailleurs (Unicef, PNUD, Plan Niger, CTB, coopération espagnole, Coopération italienne) 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance de personnel et de ressources au niveau des services déconcentrés L'interprétation du code rural est souvent au désavantage des femmes Faibles autonomisation économique et participation institutionnelle des femmes 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement de l'autonomisation des femmes à travers leurs initiatives d'épargne et crédit Renforcement des groupements féminins pour leur participation au développement communal Renforcement des capacités de gestion des groupements féminins Mise en réseaux les groupements féminins Mise en lien des femmes organisées avec le marché Alphabétisation pour les jeunes et les femmes Sensibilisation sur les comportements intra-ménages et dans les espaces de marché <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Faible planification familiale Traditions culturelles fortes et résistance aux changements
Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> Très bonne analyse de la vulnérabilité (annuelle) Expérience avec les différents types d'aide temporaire (transfert de cash, ciblage, produits alimentaires en échange de main-d'œuvre, etc.) Partenariats avec l'ensemble des PTF Fonctionnalité du dispositif et notamment de son fonds commun 	<ul style="list-style-type: none"> Faible opérationnalisation des différents dispositifs sur le terrain (niveau décentralisé) Longs délais dans les paiements effectués par l'OPVN manque de liens avec les OP à la base Faible lien entre l'OPVN et les banques de soudures décentralisées Eventuelles contradictions entre aide d'urgence et développement Persistance de la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Participation à la mise en cohérence entre l'aide d'urgence et le développement Mise en réseau des banques de soudure Renforcer la position des OP dans le marché pour la commercialisation directe <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Défaut de la coordination de l'ensemble des acteurs de l'aide d'urgence
Secrétariat Permanent du Code Rural	<ul style="list-style-type: none"> Détermine la politique nationale du Niger en matière du foncier rural Existence de deux dispositifs fondamentaux sur le foncier rural: un dispositif juridique et un dispositif institutionnel Bonne couverture territoriale (SRCR, COFODEP, COFOCOM) 	<ul style="list-style-type: none"> Opérationnalisation incomplète des Schémas d'Aménagement Fonciers, base de l'aménagement territorial Forte dépendance des appuis des PTF Insuffisance des moyens humains à tous les niveaux 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer la mise en place et l'utilisation des Schémas d'Aménagements Fonciers au niveau régional Renforcer les capacités des équipes à tous les niveaux <p><u>Menaces</u></p> <p>Le dispositif s'avère insuffisant pour répondre à l'ensemble des demandes de sécurisation foncière</p>
INS (Institut National de la Statistique)	<ul style="list-style-type: none"> Importante base de données statistique et documentaire sur l'économie rurale, la pauvreté et la vulnérabilité, largement disponibles sur le site internet de l'INS (http://www.stat- 	<ul style="list-style-type: none"> Les résultats fournis par l'INS ne sont pas d'une réelle utilité pour les acteurs ruraux 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Collaboration dans le cadre des études de diagnostic, d'impact, de vulnérabilité et pauvreté à Maradi, Tahoua ou Zinder

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> niger.org/statistique/) ▪ Présence effective au niveau régional ▪ Bonne réactivité sur des demandes spécifiques 		<p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Politisation de certains résultats
<p>Ministère de l'Agriculture</p> <p>DRA (Directions Régionales de l'Agriculture)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 services régionaux couvrant: protection végétaux (SRPV), action coopérative et promotion des organismes ruraux (SR/ACPOR), vulgarisation agricole (SR/VA), génie rural (SR/GR), qualité et filières (SR QF) ▪ Forte déconcentration des services du Ministère notamment au niveau départemental et communal ▪ Ressources humaines qualifiées ▪ Implication dans la mise en œuvre, supervision, contrôle de qualité et/ou suivi de nombreux projets de bailleurs (via des conventions) ▪ Connaissance des textes et cadres réglementaires/législatifs nationaux ▪ Expérience dans la conduite et supervision de sites de démonstration, diffusion et vulgarisation de techniques et technologies (goutte-à-goutte par exemple à Zinder) ▪ Expérience en suivi de projets financés par FIDA, notamment avec le PUSADER (travail complémentaire avec les GSC), dans le cadre de la petite irrigation (Génie Rural, Protection des Végétaux) mais également pour la production de semences, le suivi des greniers de soudure, etc. ▪ Base d'information: répertoire des OP régionales, connaissance des sites, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Certains districts agricoles (échelon inférieur aux départements) vacants ▪ Manque de moyens de déplacement et matériel (informatique) des services déconcentrés, infrastructures vétustes ▪ Faible activité de transfert de technologie ▪ Faiblesse des budgets de fonctionnement au niveau des services déconcentrés ▪ Absence de formation régulière/recyclage des agents: domaines techniques (technologies modernes), gestion de bases de données, montage de projets ▪ Peu d'appui extérieur 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme gouvernementaux en cours (initiative 3N + programme de petite irrigation/cultures irriguées) ▪ Complémentarité avec les GSC pour un suivi de plus long terme, relations de travail entre les 2 acteurs <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Persistance de l'insuffisance des ressources
<p>Secrétariat Permanent Régional du Code Rural (SPR/CR)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commissions Foncières Départementales (dans chaque département), Communales (Cofocom) et de Base (COFOB) au niveau des villages, couvrant une large partie du territoire ▪ Délivrance des actes de transaction foncière et d'utilisation coutumière en passant par les communes/villages ▪ Activités d'information et de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Communication insuffisante entre les COFOB, COFOCOM et l'échelon régional ▪ Manque de moyen pour établir de nouvelles structures décentralisées et de renforcer les existantes ▪ Insuffisance logistique et équipement pour toutes les structures 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence d'un code rural et de COFOB travaillant avec les communes avec reconnaissance progressive parmi la population <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pérennisation des structures déconcentrées après le retrait des projets ou désengagement de l'Etat ▪ Connaissance et respect du Code Rural parfois insuffisant au niveau local
<p>Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement - Directions Régionales de l'Hydraulique (DRH)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services déconcentrés au niveau régional (supervision et études) et départemental (suivi-contrôle) ▪ Expérience avec de nombreux bailleurs pour les études de faisabilité, l'assurance qualité et l'appui-conseil ▪ Expérience particulière avec le FIDA (PUSADER et PPILDA) ▪ Expérience dans le domaine du suivi piézométrique avec le PPIP et PIP2 ▪ Réseau de piézomètres dans les régions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de moyens logistiques ▪ Nombre insuffisant d'agents ▪ Pas d'analyse des relevés piézométriques ▪ Peu de communication avec l'Environnement ▪ Peu de communication avec la Direction du Génie Rural du Ministère de l'Agriculture (à tous les niveaux, mêmes déconcentrés) 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Base de donnée disponible relevés piézométriques (soutien coopération suisse pour leur suivi jusqu'en 2010 à Maradi) ▪ Réseau de villageois formés par les services de l'hydraulique pour le relevé des piézomètres ▪ Projet Eau et Assainissement de la BAD <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fin des financements (ex: suisses à Maradi depuis 2010) ▪ Non-respect de la convention pour le partage des

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement - Directions Régionales de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification (DRE/LCD)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services de l'Environnement déconcentrés au niveau de tous les départements et au niveau communal ▪ Personnel qualifié à tous les niveaux décentralisés ▪ Existence de Plans d'Action (2012-2015 à Zinder) ▪ Expérience avec les bailleurs de fond avec les activités suivantes: suivi des plans de gestion environnemental pour les projets, fixation des dunes, récupération des terres, reboisement, empoissonnement des mares, fixation des dunes, etc. ▪ Mise en œuvre via l'élaboration de micro-projets ▪ Expérience relative à la petite irrigation: suivi environnemental du PRODEX ▪ Expérience particulière avec le FIDA dans le cadre de la récupération des terres, fixation des dunes ▪ Au niveau central, études d'impact et de suivi environnemental, monopole du Bureau d'Etudes Environnementales et d'Impact (BEEI) obligatoires pour tous les projets et disposant donc d'une expertise importante 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible déconcentration des services de l'Hydraulique ▪ Faiblesses du dispositif logistique et des moyens de fonctionnement ▪ Insuffisance de formation pour les agents d'encadrement de base et les cadres ▪ Besoin de formation des cadres sur les approches et procédures du projet ▪ Manque de financement pour les opérations d'envergure notamment ▪ Faiblesse de la communication avec le Ministère de l'Hydraulique notamment pour le suivi des nappes phréatiques 	<p>eaux avec le Nigéria (aucun lâché opéré depuis 2006)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance de communication avec le Génie Rural pour les infrastructures hydrauliques <p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Domaines d'intervention étroitement liés à la petite agriculture, comme l'aménagement de bassins versants ▪ Fusion avec le Ministère de l'Hydraulique au niveau central ▪ Expérience et connaissances accumulées du BEEI, notamment sur la petite irrigation (expérience PPIP et PIP2) ▪ Attention portée sur l'utilisation des pesticides et engrais chimiques (ce que ne fait pas l'hydraulique) ▪ Liens existants avec les GSC dans l'élaboration des fiches de screening environnemental <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Articulation mandats respectifs entre l'hydraulique et l'environnement
Encadrement des producteurs			
Général			
<p style="text-align: center;">RECA (Réseau de Chambres d'Agriculture)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Interlocuteur des pouvoirs publics pour toutes les questions agricoles ▪ Huit (8) CRA installées ▪ Rassemble et représente l'ensemble de la profession agricole (agro-sylvo-pastoral) du Niger (producteur individuel, OP, petits commerçants des produits agricoles) et défend leurs intérêts ▪ Fait connaître les préoccupations des diverses catégories de producteurs ruraux dans le cadre des politiques et programmes de développement ▪ Informe les producteurs ruraux dans tous les domaines qui les concernent et faciliter leur accès aux services et ressources ▪ Créé par le Ministère d'Agriculture (2003) ▪ Leur représentation et leur influence au niveau national a augmenté pendant les deux dernières années. ▪ Très bon site web et gestion d'information: www.reca-niger.org ▪ Organisé au niveau régional, départemental, et 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RECA est une organisation jeune, reconnaissance par des autres structures et bayeur se développe ▪ RECA est faiblement représenté dans les cadres de conseil de recherche agricole, de financement agricole et de la conception des stratégies en général. RECA est partiellement isolé d'information des PFT ▪ Analphabétisme à la base rend le progrès difficile ▪ Les Chambres d'Agriculture manquent de moyens opérationnels et de personnel (Maradi: 1 technicien, aucune voiture). RECA est subventionné par l'Etat pour le bâtiment (bureau) seulement ▪ Large dépendance de l'appui financier et institutionnel et du renforcement de capacité organisationnelle des bailleurs ▪ Chambre d'Agriculture Régionale encore très liée aux anciennes coopératives (Maradi) ▪ Financement par taxes parafiscales sur les produits d'exportation pas effectif 	<p><u>Opportunités</u></p> <p>Renforcement de capacité de Chambre d'Agriculture de Maradi pour la gestion de connaissance et communication, pour la structuration des OP de base, pour la représentation politique des OP de base, pour la coordination des système d'information sur les marchés et la gestion des marchés par des partenariats publics-privé</p> <p><u>Menaces</u></p> <p>Dépendance de l'aide extérieure Connexion avec les anciennes coopératives Aspect genre n'est pas encore intégré</p>

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
	<p>au niveau des cantons et villages. Niveau régional a un degré d'indépendance important</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Système d'information sur le marché (oignon, niébé, sésame) à travers des comités locaux de collecte de prix (diffusion par portables et par radio) 		
Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) de Maradi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 techniciens et 83 consulaires, CA de 5 membres Tenu de la 2^{ème} élection <p>Elaboration du plan d'action est en cours</p> <p>Appui du RECA national (formation, moyens pour sensibilisation à la base, ordinateur)</p> <p>Introduction de cotisations Partenariats avec la coopération Suisse (réhabilitation siège), CTB et PRODEX (comité d'approbation des marchés)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aucun moyen logistique et de fonctionnement ▪ Peu de financement 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence du RECA pour appuyer l'opérationnalisation ▪ CRA consciente des enjeux par rapport à la commercialisation ▪ Modèle de DIFFA et DOSSO ▪ Rôle à jouer au niveau des GSC <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Confusion au niveau du rôle de la CRA/Op/STD
Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) de Tahoua	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan d'Action ▪ Ressources humaines avec un bureau exécutif et 72 consulaires dans les communes, 1 technicien 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faiblesse des capacités institutionnelles et organisationnelles ▪ Peu structurée ▪ Manque de moyens logistiques et de fonctionnement ▪ Peu de financement 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Modèle de DIFFA et DOSSO
Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) de Zinder	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien de la coopération danoise ▪ Active dans l'appui conseil agricole ▪ Animation de cadre de concertation sur l'élevage 		
Petite irrigation			
Groupements de Service Conseil (Maradi) GSC intervenants avec le PUSADER: - GSC FUSSAHA - GSC ALHERI - GSC TAIMAKO MANOMA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence au niveau local avec bonne connaissance des communes d'intervention ▪ Equipes pluridisciplinaires ingénieurs ruraux, agroéconomistes, sociologues ▪ Flexibilité avec l'utilisation d'agents d'encadrement contractuels en fonction de leur niveau d'activité ▪ Longue expérience dans le domaine de la petite irrigation avec le PPIP, le PIP2 et actuellement le PUSADER et le PRODEX ▪ Compétences et connaissances importantes avec capitalisation dans le domaine à plusieurs niveaux: aménagement, mise en valeur, suivi et appui-conseil ▪ Travail avec les communes pour l'élaboration de dossiers (PAC) et la passation de marché ▪ Bon relationnel avec les producteurs ▪ Prise en compte de la durabilité avec pour certains GSC technique des paysans-pilotes/auto-encadreurs et champs de démonstration ▪ Beaucoup de jeunes diplômés parmi les contractuels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de femmes parmi les équipes ▪ Faiblesse au niveau du ciblage pour certains ▪ Moyens logistiques insuffisants ▪ Faible capacités dans le domaine du ciblage, de la vie associative et de la cartographie 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Volonté d'expansion de leurs activités ▪ Depuis le PIP2 leçons tirées, notamment avec meilleur relationnel avec les services techniques publics <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Risque de surcharge si trop rapide montée en échelle de leurs activités ▪ Manque de cadre de concertation avec l'ensemble des partenaires intervenant dans le secteur ▪ Insuffisance des GSC existantes dans le cadre d'une expansion de la petite irrigation
Groupements de Service	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cadres dynamiques, équipe pluridisciplinaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Siège exigu 	

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
<p>Conseil (Tahoua)</p> <p>2 GSC intervenants avec le PUSADER:</p> <ul style="list-style-type: none"> - GSC WADATA - GSC GUIGUIGNA 	<ul style="list-style-type: none"> (agronome, génie rural, environnement) ▪ Système des champs-école et démonstration (Wadata) ▪ Capitalisation connaissances en petite irrigation: PIP2, PRODEX, PUSADER ▪ Flexibilité en fonction de la charge de travail avec capacité de faire face à de nombreuses activités (en 2010-2011, 8 sites PUSADER, 136 sous-projets PRODEX, en 2005-2009 114 sous projets PIP2 pour Guiguigna) ▪ Expérience dans l'appui-conseil individuel et aux OP maraîchères, groupements féminins (Guiguigna) ▪ Liens avec les communes/mairies et services techniques ▪ Matériel de travail ▪ Bonne connaissance de la région et des zones d'irrigation 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Logistique insuffisante ▪ Ressources financières parfois insuffisantes pour couvrir toutes les charges ▪ Connaissances sur les techniques de ciblage insuffisantes, également carence sur les questions de commercialisation ▪ Nécessité mise à niveau pour la maîtrise du cadre logique des projets 	
<p>Groupements de Service Conseil/GIE (Zinder)</p> <ul style="list-style-type: none"> - GIE ALHERI (représentation de Zinder) - GIE HUSA'A/ZR - GIE GRADE CI-GABA (Groupe d'Appui pour le Développement) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expérience en génie rural, génie civil, appui conseil (production, gestion fertilité, conservation, transformation...), OP (gestion, commercialisation, boutiques d'intrant...), etc. avec personnel qualifié ▪ Equipement et logistique minimale disponible ▪ Approche champs-école utilisée par certains (Husa'a pour PI, GRADE dans le cadre de IARBIC/FAO) et fonctionnement opérationnel sur la base d'agents d'encadrement au niveau de chaque site. Activités de démonstration (GRADE a de nombreuses expériences) ▪ Capitalisation des connaissances en irrigation, maîtrise et informations sur les zones de concentration de petite irrigation dans la région ▪ Renforcement des équipes (ALHERI) dans des domaines spécifiques: agriculture, élevage, environnement ▪ Mise en œuvre dans le cadre du PIP2, PADL/Diffa et Zinder (formation producteurs maraîchers, etc.), CRA/PASR, PAC2, ASAPI, PRODEX (départements de Magaria et Kantché), IARBIC/FAO (boutiques d'intrants et champs-école), SNV, SOS Sahel (semences potagères, GRADE), AQUADEV ▪ Evaluation de leurs compétences (Husa'a) et extension de leurs activités sur cette base ▪ Expérience dans des domaines liés à la gestion et protection environnementale (Husa'a et GRADE): fixation des dunes pour GRADE et bandes par feux (Magaria) ▪ Pour Husa'a, système de membres adhérents (12) ▪ Capacités d'analyse et d'évaluation: GRADE>OP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Besoin de renforcement de capacité pour les études environnementales et sociales ▪ Insuffisance sur les questions de commercialisation ▪ Utilisation de jeunes contractuels qui nécessitent parfois une formation (pas l'expérience du PIP2 comme membres permanents) ▪ Manque de moyens logistiques ▪ Pas de cotisation des adhérents ▪ Rotation du personnel (turnover important) ▪ Manque de partenaires intervenant sur la petite irrigation à Zinder 	

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
	et union de sésame (analyse financement production)		
Bureau d'Étude Hydraulique et Développement Durable (H2D)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expérience dans les services de base en relation avec l'hydraulique et le développement durable: hydraulique, petite irrigation, génie civil, pistes rurales... ▪ Activités: études de faisabilité, diagnostic technique et socioéconomiques, élaboration de PDC, ingénierie technique et financière, suivi et contrôle des travaux, cartographie, formation et appui aux acteurs locaux, sensibilisation ▪ Maîtrise d'outils logiciels ▪ Expertise locale et nationale ▪ Système d'information géographique (Diffa et Zinder): recensement villages, données hydrauliques... 		
Organisations de producteurs et organisations paysannes			
Fédérations Nationales des OP (général)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des différentes fédérations (nationales) émergent (Mooriben, Sa'a, FUMA, FUCOPRI,...), la majorité liée aux filières spécifiques et structurées en trois niveaux. Fédérations pour cultures vivrières et banques de céréales existent ▪ Capacité très variables, mais quelques-unes sont fortes, souvent basé sur leur présence dans une ou deux régions et avoir profité d'appui institutionnel des bayeurs ▪ Il existe un consortium des fédérations pour la capitalisation d'expérience (Mooriben joue un rôle principal, bayeur principal: les Pays Bas) ▪ Leur rôle dans la représentation est accru ▪ La Fédération des Coopératives Maraîchères du Niger (FCMN-Niya) (depuis 1996), s'appuie sur 105 coopératives et unions de coopératives. La Confédération Nationale des Coopératives (CONACOOOP) est une structure issue de l'ex Union Nationale des Coopératives depuis 2000, elle regroupe les 8 fédérations régionales et les 36 union départementales. La Fédération des unions des coopératives des producteurs de riz (FUCOPRI) , depuis 2001, regroupe 9 unions constituées de 37 coopératives dans la vallée du fleuve Niger dans les régions de Tillabéry, Dosso et la communauté urbaine de Niamey. La Plateforme Paysanne du Niger (PFPN) est un cadre organisé de réflexion, de concertation et d'action des OP, créée en 1998. Elle regroupe 27 OP composées d'associations, des fédérations, d'unions, des coopératives, des groupements. Le PFPN dispose d'un bureau de Coordination Nationale, de 8 bureaux régionaux et des 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre limité de Fédérations nationales ▪ Base des membres limité. La structuration au niveau décentralisé est faible (de façon générale) (à l'exception de cas des oignons et souchet) ▪ Systèmes de communication interne sont encore faibles ▪ Sous-représenté dans les cadres de conseil et influence limitée. Compétences dans les matières filières et marchés internationales souvent sous-développés ▪ La Plateforme Paysanne du Niger a connu des problèmes de gestion et a perdu la confiance de quelques bailleurs ▪ Il existe parfois une confusion entre les rôles des structures étatiques et des Fédérations concernant la gestion des infrastructures et des aménagements hydro-agricoles (voir ONAHA) ▪ Manque de moyens humains et financiers 	<p><u>Opportunités</u> Renforcement des capacités des fédérations régionales et leurs liens avec les OP de base Renforcement de capacités de gestion de connaissance et de la commercialisation</p> <p><u>Menaces</u> Le niveau initial de structuration est très limité L'aide urgence ne stimule pas les producteurs à s'organiser mieux pour participer aux marchés, à la gestion des infrastructures et aux décisions politiques La veille citoyenne est généralement pas très développé au Niger Les anciennes coopératives sont perçues négativement Analphabétisme à la base Difficile à concurrencer les réseaux des grands commerçants</p>

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
	bureaux départementaux et locaux		
Plateforme paysanne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Regroupe la presque totalité des filières agricoles du pays ▪ Diffusion de l'information à travers la création d'un système d'information sur les marchés ▪ Intégrée au niveau régional et international (membre du ROPPA et du FIPA) ▪ Leader dans le processus d'élaboration de la Loi d'orientation agricole ▪ Maître d'œuvre, désigné par l'UE, de la relance de la filière coton 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible actions de plaidoyer et de lobbying ▪ Insuffisance de moyens humains et financiers ▪ Appui technique aux OP membres insuffisant ▪ Expérience récente en matière de mise en œuvre de projets 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Volonté politique de soutenir et encourager l'organisation paysanne ▪ Renforcement des capacités des OP à la base ▪ Synergie notamment dans les systèmes d'information des marchés <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible lien avec les OPA à la base
CONACOOOP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Institution interprofessionnelle d'utilité publique en charge du financement de la recherche-développement, du conseil agricole et de l'appui aux OPA ▪ Sources de financement du FIRCA: cotisations professionnelles des filières et financement public (Etat, Partenaires au développement) ▪ Structure légère utilisant des prestataires de service ▪ Demand-driven: le producteur détermine l'objectif, évalue le prestataire, réutilise ou non le prestataire et assure une partie du financement ▪ Existence d'un Guichet de Solidarité: les filières non-cotisantes bénéficient aussi des services ▪ Application du principe de séparation des fonctions (financement, exécution et contrôle et évaluation des actions) ▪ Recours systématique à la contractualisation à travers des appels d'offres pour l'exécution des projets sur la base de cahiers de charges 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Négociations difficiles au niveau des filières ▪ Faible niveau ou absence d'organisation pour certaines filières ▪ Nombre faible des filières cotisantes ▪ Faible taux de cotisation après les négociations et difficulté de mobilisation ▪ Mobilisation des subventions de l'Etat perturbée par la situation sociopolitique ▪ Quasi absence d'intervention des partenaires au développement, depuis la création du FIRCA ▪ Encore faible intégration dans le schéma des politiques et des stratégies au niveau de l'Etat et des partenaires au développement ▪ Pas d'expérience de mise en œuvre des projets financés par le FIDA 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Partenariat avec le Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD) et la Banque régionale de solidarité (BRS) de Côte d'Ivoire ▪ Création de synergie des intervenants sur les différents programmes
CASPANI	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Représentation de la majorité de la population nigérienne de la force sociale ▪ Disponibilité des partenaires financiers à collaborer avec CASPANI ▪ Participation à des nombreux réseaux régionaux et sous-régionaux 		
CAPAN (Collectif des associations pastorales du Niger)			
CONACOOOP (Confédération Nationale des Coopératives du Niger)			
BILITALMaroobe (antenne nationale) – Association des organisations d'éleveurs et pasteurs du Sahel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Œuvre pour l'intérêt des pasteurs et éleveurs 		
OP de la région de Maradi			

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
Fédération FUMA-Gaskiya (Fédération des Unions de Producteurs de Maradi)	<ul style="list-style-type: none"> Intervention dans la région de Maradi Expérience en commercialisation des produits agricoles à travers le comptoir des ventes des produits 	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse du personnel pour le montage de dossiers de micro pour les OP (canevas PASADEM) Soutien nécessaire pour l'approvisionnement en intrants 	<u>Opportunités</u> <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et information sur la nutrition à travers les radios communautaires
FUPS-SA'A (Fédération de Producteurs de Souchet)	<ul style="list-style-type: none"> Intervention dans la région de Maradi Expérience de nombreux bailleurs de fonds Diversité des partenaires (nationaux et internationaux) Expérience dans les domaines suivants: sécurité alimentaire, facilitation de la commercialisation des produits agricoles, approvisionnement en intrants agricoles, renforcement des capacités institutionnelles des unions de la fédération, systèmes de production de cultures intégrées Personnel compétent Système de S&E Large implication des membres Champs écoles paysans 	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse au niveau de l'opérationnalisation des infrastructures et des comités mis en place et appuyés. Manque de ressources financières pour la construction de deux comptoirs de commercialisation au niveau des marchés. Insuffisamment équipée en nouvelles technologique. Faiblesse au niveau de la formation continue 	<u>Opportunités</u> <ul style="list-style-type: none"> Développement des marchés par système de commandes groupées d'intrants
Coopérative maraichère HASKE (Madarounfa)	<ul style="list-style-type: none"> 18 membres dont 2 femmes Offre un service clair à ses membres: achat d'intrants (semences améliorées et produits phytosanitaires) auprès de grossistes, pièces de rechange (notamment pour les motopompes) 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance de capacités avec besoin de formation (vie associative, gestion financière) 	<u>Opportunités</u> <ul style="list-style-type: none"> Collaboration avec le GSC en charge du site pour la gestion des produits phytosanitaires
OP de la région de Tahoua			
Coopérative HANZARI (Vallée de Tadis)	<ul style="list-style-type: none"> créée en 2010; 35 membres dont 10 femmes Agrément avec statut et règlement intérieur 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de moyens pour fonctionner Faibles capacités (organisationnelles, techniques) Impossibilité de gérer les principaux problèmes des membres que sont l'insuffisance et l'ensablement des puits 	
Coopérative TAKROUS MAHIMMIYA (Vallée de Tadis)	<ul style="list-style-type: none"> Groupe féminin de 70 membres bénéficiaire du PUSADER Vie organisationnelle avec AG Expérience dans la mise en œuvre pour la distribution des semence (Etat) 	<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité à assurer l'appui des membres pour les travaux en début de la contre saison 	
Coopérative maraichère ALHERI (Vallée de Tadis)	<ul style="list-style-type: none"> 69 membres dont 12 femmes créée en 1997 Expérience avec le PIP2 et d'autres bailleurs Compte bancaire Vie organisationnelle: AG pour la programmation annuelle et l'évaluation Expérience dans le domaine du maraîchage 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de compétences: informatique, suivi-évaluation, organisation, technique etc. Fond de roulement insuffisant 	<u>Menaces</u> <ul style="list-style-type: none"> Problèmes pour l'approvisionnement en intrants Difficultés pour l'écoulement de la production Retrait des PTF
Coopérative INTCHI (Vallée de Tadis)	<ul style="list-style-type: none"> 32 membres, créée en 2002 Création d'une boutique d'intrants agricoles en 2011 Expérience avec la FAO (IARBIC) et le PIP2 Vie associative: réunions trimestrielles avec PV Cotisations mensuelles 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de puits, forages et motopompes pour les membres Manque de moyens pour le fonctionnement de la coopérative 	
Coopérative TCHIGABA (Vallée de Tadis)	<ul style="list-style-type: none"> 63 membres, créée en 2001 Expérience avec plusieurs bailleurs/projets 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de moyens et connaissances pour la production, la conservation et la commercialisation Manque d'outils 	<u>Menaces</u> <ul style="list-style-type: none"> Exode rural
OP de la région de Zinder			
Association des Artisans	<ul style="list-style-type: none"> Expérience PIP2, ASAPI, WINROCK, Relief 	<ul style="list-style-type: none"> Besoin en formation aux nouvelles technologies en 	

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
Foreurs de Zinder (AAFZ)	<ul style="list-style-type: none"> International, Vision Mondiale, UNICEF ▪ Réalisation de forages, systèmes de distribution (californien), installation et entretien des motopompes ▪ Compte bancaire et tenue d'une petite comptabilité 	<ul style="list-style-type: none"> hydraulique ▪ Insuffisance des moyens matériels de forage moderne 	
Institutions de recherche			
INRAN – Institut National de la Recherche Agronomique du Niger	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Techniques et technologies mises au points et disponibles ▪ Equipe de recherche pluridisciplinaire ▪ Existence de conventions avec des projets financés par le FIDA (PPILDA...) ▪ Quatre centres de recherche (CERRA) spécialisés à Maradi, Kollo, Tahoua et Niamey 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence de plan stratégique de la recherche ▪ Insuffisance de moyens humains et logistiques ▪ Dysfonctionnement des structures en zone CNO ▪ Insuffisance des subventions de l'Etat ▪ Mauvaise coordination de la recherche et la vulgarisation: mauvais transfert des résultats de la recherche en milieu paysan ▪ Absence de synergie entre l'appui aux organisations professionnelles et la recherche 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer les partenariats avec les structures de la vulgarisation ▪ Appuyer les activités des CERRA (semences améliorées, techniques de production, ...) <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Disparition progressive des acquis de la recherche
ICRISAT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résultats et méthodologies satisfaisants sur la mise en œuvre des programmes relatifs, au soja, à l'igname et au manioc dans le cadre du PACIL et du PPMS ▪ Equipe de recherche pluridisciplinaire ▪ Convention projet FIDA PPMS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dernière évaluation non concluante sur de nombreux aspects 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche appliquée sur l'igname, le soja et le manioc (variétés, conservation)
ICRAF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Centre de recherche et développement de technologies en petites, moyennes et grandes échelles ▪ Forte capacités d'innovation ▪ Convention projet FIDA PPMS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible lien avec les structures de l'appui conseil 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche appliquée dans le domaine de la transformation agricole
IPGRI			
LASDEL			
ONG internationales			
ACH	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intervention dans la région de Maradi ▪ Organisation internationale ▪ Bonne collaboration avec les acteurs nutrition de Maradi ▪ Grande expérience en nutrition, sécurité alimentaire et connaissance de la causalité multisectorielles de la malnutrition ▪ Bonne qualité technique et méthodologique des interventions/approche par la demande/monitoring/pertinence ▪ Qualité des partenariats ▪ Crédibilité auprès des bénéficiaires et des bailleurs ▪ Prise en compte des stratégies nationales ▪ Professionnalisme et équipe multidisciplinaire ▪ Stratégie ACFIN 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Volume d'intervention insuffisant face aux besoins (SA) ▪ Difficultés à intégrer nos actions auprès des populations/Stratégie ACFIN ▪ Partenariats/collaboration à poursuivre et améliorer ▪ Besoin de réorientation stratégique ▪ Capacité d'absorption des fonds et de mise en œuvre des activités ▪ Faible capacité à anticiper une crise alimentaire ▪ Insuffisance de communication externe interne ▪ Faible respect de l'approche genre ▪ Faible couverture de nos projets ▪ Faiblesse des axes transversaux 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Positionnement des bailleurs de fonds adapté au contexte sahélien ▪ Atteinte des OMD/Existence SDR ▪ Reconnaissance des communautés ST et autorités ▪ Coordination nationale/synergie ▪ Possibilité, d'élargir notre zone d'intervention en fonction de la vulnérabilité et renforcer les existantes ▪ Valorisation du personnel ▪ Renforcement du suivi évaluation ▪ Réseau international pour la mobilisation des expériences et des ressources ▪ Mise en place de projets intégrés en partenariat <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Crises politique/ Environnementale/ Alimentaire

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
			<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pauvreté structurelle des bénéficiaires ▪ Acceptabilité des actions/bénéficiaires ▪ Alternance entre Développement/Urgence ▪ Changement Climatique ▪ Non reconnaissance de la Malnutrition ▪ Inexistence de plan de contingence ▪ Faible prise en compte de la notion de DRR
CARE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseau international de partage des approches et méthodes de contrôle des qualités et conformités ▪ Identité organisationnelle claire ▪ Personnel qualifié ▪ Planification stratégique et opérationnelle ▪ Systèmes et procédures avérés garantissant des normes et standards ▪ 37 années d'expérience dans le développement au Niger ▪ Expérience dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder ▪ savoir-faire et connaissances sur le genre, les AGR et la finance rurale ▪ Développement des activités en faveur des femmes (Groupements MMD) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Complexité de certaines approches programmatiques ▪ Outils, supports, systèmes et procédures de gestion parfois lourds ▪ Insuffisance d'investissements dans les relations publiques ▪ Perdiems trop bas reprochés par les collaborateurs gouvernementaux ▪ Pas d'alignement avec les politiques nationales en matière de nutrition ▪ Mauvaise coordination avec les acteurs nutrition de la région de Maradi ▪ Pas d'expérience pratique des outils de S&E identifiés (enquête de couverture) 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseau CARE International pour la mobilisation des expériences et des ressources ▪ Bonne connaissance des communautés rurales nigériennes dans la variabilité agro écologique des systèmes de vie, expérience d'intervention dans le continuum <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Risques politiques ▪ Risques liés au partenariat avec les ONG locales
Help	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alignement avec les politiques nationales en matière de nutrition ▪ Expérience dans la région de Maradi 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Peu d'expérience au Niger dans les programmes intégrés en matière de nutrition ▪ Pas d'expérience pratique des outils de suivi-évaluation identifiés (enquête de couverture et CAP) 	
VSF/Belgique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expérience de grands projets et de bailleurs internationaux ▪ Nombreux partenariats avec d'autres ONG ▪ Intervient toujours en partenariat avec une ONG/association du Sud (comme Karkara et CESAO au Niger). ▪ Intervention dans la région de Maradi ▪ Petite équipe dynamique, motivée et professionnelle ▪ Capacité d'agir et de réagir rapidement dans ses zones d'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approche en santé animale de proximité n'est pas toujours comprise et acceptée par les partenaires ▪ Nom de l'ONG très spécifique qui porte à préjudice sur les autres thématiques d'intervention hors de la santé animale 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ ONG est reconnue de plus en plus pour son expertise dans le secteur élevage et cela permet de nouer de nouveaux partenariats <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Crise politique en Belgique et situation financière européenne complique la recherche des fonds propres pour cofinancer certains projets
Save the Children	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ONG internationale avec 95 années d'expérience ▪ Bonnes relations avec les bailleurs ▪ Large présence géographique au Niger, y compris dans la région de Maradi ▪ Plan stratégique 5ans « Tous et Chacun »/TPP Protection ▪ Approche partenariat (avec le gouvernement, ONG nationales, etc) ▪ Rôle de coordination ▪ Recherche opérationnelle et innovation (recherche/action) ▪ Grande expérience nutrition, santé, 		<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseau international pour la mobilisation des expériences et des ressources ▪ Des ressources SC (au siège) et des Challenge Funds ▪ SC International en cours de fusion ▪ C.E. et d'autres bailleurs anticipés ▪ Possibilité de nouveaux partenariats <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Situation sécuritaire ▪ Situation politique

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> alimentation, y compris des outils de S&E identifiés 		<ul style="list-style-type: none"> Crises éventuelles liée à mauvaise récoltes
World Vision	<ul style="list-style-type: none"> Présence dans 5 régions sur 8: Maradi, Tahoua, Tillabéri, Zinder et Niamey Grande expérience notamment dans l'appui conseil, l'organisation des producteurs, le développement local, le cash transfert 		
ONG locales			
ONG locales (Général)	<ul style="list-style-type: none"> Rôle d'appui technique, d'animation et d'encadrement auprès des organisations paysannes Proche de la population, bien placée pour sensibilisation, mobilisation sociale, appui à la cohésion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> Multiplicité d'associations peu efficaces Faible capacité organisationnelle, technique et financière Manque de crédibilité Tendance à se substituer aux populations entravant ainsi le processus participatif Parfois très axées sur l'assistance humanitaire et sociale, moins de compétence pour l'agriculture 	<p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ONG perçu le plus souvent comme des bénéficiaires pas comme des acteurs Absence de statut juridique particulier Manque de vision de leur rôle futur
ABC Ecologie	<ul style="list-style-type: none"> Expérience de gestion de très grands projets de développement et bailleurs de fonds Expérience avec le FIDA/MDA pour projet IRDAR Maradi (opérateur partenaire principal Tessaoua) Forte expérience d'appui au développement rural et gestion des espaces agro-sylvo-pastoraux Intervention dans toutes les régions du pays, dont Maradi Équipement et matériel d'intervention adaptés. Réseau d'experts associés disponibles et compétents 	<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité de financement d'opérations propres Faible capacité de recrutement de cadres permanents Faible représentation dans certaines régions 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Bonne collaboration avec partenaires de développement Contexte de la décentralisation favorable à l'appui au développement communal Disponibilité des partenaires à accompagner le Niger Volonté politique du gouvernement à travers des stratégies pertinentes de développement <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mauvaise gouvernance
AcSSA	<ul style="list-style-type: none"> Membre du réseau Afrique Verte reconnu dans la sous-région et en Europe Personnel pluri-disciplinaire Moyens matériels adéquats Expérience en sécurité alimentaire Expérience avec de grands bailleurs de fonds, l'UE et la Coopération française 	<ul style="list-style-type: none"> Capacités financières limitées Pas d'expérience dans la région de Maradi 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Possibilité d'obtenir les financements internes et externes grâce au réseau international Afrique Verte <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Forte spécialisation sur les céréales
AQUADEV	<ul style="list-style-type: none"> Capacité de mobilisation de masse Transfert de compétences (projet vers les entités villageoises) Expérience sur les questions de développement rurales axées sur la sécurité alimentaire Système d'informations sur la sécurité alimentaire et la pauvreté (SISAP) Personnel qualifié et compétent 	<ul style="list-style-type: none"> Mobilité des agents Pas d'expérience dans la région de Maradi 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Professionnalisation des acteurs de la microfinance à travers les renforcements de capacités techniques et institutionnelles des animateurs Coopération décentralisée SISAP: Outil d'aide à la décision Prise en compte des questions démographiques dans les projets <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Présence des urgentistes sur la même zone d'intervention
ARIDEL TCHIGABA (Tahoua, Dosso, Maradi, Zinder, Tillabéry)	<ul style="list-style-type: none"> Personnel expérimenté et équipe pluridisciplinaire Moyens logistiques et équipement informatique 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des matériels de démonstration et de logistique Capacités techniques à renforcer 	

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Partenaires divers: AVSF (culture de la pomme de terre, FAO, PAC II (accompagnement des communes, renforcements des acteurs notamment en vie associative et gestion), coopération belge (accompagnement des groupements à tous les niveaux, petite irrigation y compris), FEM (récupération des terres), ARMFD (accompagnement groupements irrigation et AGR, coopération belge), ONUFEMMES (promotion équité et participation) ▪ Expérience dans la petite irrigation avec le PIP2 (Tahoua et Dosso) ainsi que la protection des mares et des sites maraîchers ▪ 59 membres dont 18 femmes 		
AREN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversité des partenaires ▪ Expérience avec bailleurs de fonds internationaux ▪ Expertise dans le domaine pastoral et agropastoral ▪ Assise sociale ▪ Grande expérience dans la région de Maradi ▪ 20 sièges dont 1 national ▪ Personnel compétent ▪ Prise en compte du genre ▪ Moyens matériels opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pastoralisme: préjugés ▪ Analphabétisme des membres 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Possibilité de mobilisation des ressources: Cotisation des membres, appels à proposition ▪ Membre de plusieurs cadres de concertation (national et sous- régional) <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prédominance de préjugés dans les politiques ▪ Grave sécheresse ▪ Instabilité politique
CDR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversité et expérience du personnel ▪ Diversité des partenaires. ▪ Expérience dans la région de Maradi ▪ Local équipé Possession des moyens de communication performants ▪ Parc auto ▪ Respect des engagements envers les PTF ▪ Manuel des procédures administrateurs et comptables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque d'agents de suivi/évaluation ▪ Manque de logiciel de gestion comptable ▪ Faible capacité de mobilisation des ressources ▪ Absence d'une stratégie de communication ▪ Absence de dispositif formel de suivi/évaluation ▪ Parc obsolète 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversité des partenaires ▪ Expérience en matière d'exécution de projets de développement, notamment avec le PPILDA <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Crise politique ▪ Retrait des PTF
CRAC – GRN (Cellule de Recherche Action Concertée en Gestion de Ressources Naturelles)/SOS Sahel International Niger	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Importante base de données de personnes ressources, formateurs, consultants mobilisables ▪ Expérience: gestion ressources naturelles, sécurité alimentaire, foncier, gestion conflits, hydraulique, irrigation, renforcement de capacités, appui aux communes ▪ Dans le domaine de la PI: goutte-à-goutte ▪ Association à des études internationales: GRN participative (FAO), foncier équitable (IIED) ▪ Participation aux cadres de concertation nationaux et intern.: sécurité alimentaire, gouvernance ressources forestières, PROGRES (Programme sur la Gouvernance des Ressources en Eau du Sahel), réseau GRN- décentralisation et élevage (Zinder), etc. ▪ Expérience de travail/partenariat avec les STD (agriculture, génie rural, COFO) 		

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
HIMMA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Matériel et logistique ▪ Personnel expérimenté ▪ Rigueur dans la gestion financière et la recherche de résultats ▪ Système comptable approprié ▪ Bonne gouvernance ▪ Bonne collaboration avec l'administration ▪ Structure très connue dans la région de Maradi ▪ Collaboration avec des partenaires crédibles et de renommée (Care, PUSADER, ONUFEM) ▪ Prise en compte du genre et de diversité dans l'intervention ▪ Matériel de travail et de siège ▪ Vision, mission et valeurs fondamentales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de plan stratégique ▪ Manque de partenaire ▪ Faible capacité à répondre aux besoins des membres moraux ▪ Matériels insuffisants ▪ Ressources humaines insuffisantes pour raison des moyens limités ▪ Renforcement des capacités insuffisant de certains services de la structure 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Flexibilité dans la démarche ▪ Un répertoire des compétences sur plusieurs domaines liés au développement rural ▪ Capacité à s'ouvrir (ouverture des antennes) en fonction des opportunités ▪ Capacité à adapter ses procédures et ceux des bailleurs <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le projet ne soit pas accompagner de renforcement de capacité de l'équipe opérationnelle ▪ Moyens limités
KARKARA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Grande expérience en matière de gestion de projets (bailleurs etc) ▪ Outils de gestion opérationnels et efficaces ▪ Personnel qualifié ▪ Exemples de capitalisation des outils et procédures d'animation ▪ Bonne réputation au niveau national ▪ Expérience dans la région de Maradi 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance de prise en compte du genre dans le recrutement ▪ Insuffisance d'harmonisation entre la grille salariale et la facturation ▪ Système de suivi-évaluation peu harmonisé ▪ Absence d'un programme de fidélisation des cadres 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversité et solidité du réseau de partenaires ▪ L'ONG jouit d'un capital confiance aussi bien avec les autorités administratives et politiques qu'au niveau communal et communautaire ▪ Savoir-faire et capital d'expérience au Niger <p><u>Risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence d'un programme de fidélisation des cadres ▪ Absence d'un partenariat à long terme ▪ Pas de locaux pour son siège
TIMIDRIA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contact direct avec les populations ▪ Notoriété des dirigeants de l'association ▪ Confiance des bailleurs de fonds ▪ Siège national et locaux équipés ▪ Implication tant au niveau national qu'international ▪ Collégialité des dirigeants dans les décisions ▪ Disponibilité de membres du BEN ▪ Présence à Maradi (dont Aguié) ▪ Engagement et motivation des membres ▪ Démocratisation et décentralisation de la structure 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance des ressources internes de l'organisation ▪ Dispersion des activités ▪ Analphabétisme de la grande majorité des membres ▪ Manque d'équipement fonctionnel au niveau de toutes les structures ▪ Faible circulation de l'information 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Avènement du Niger à la démocratie et à l'Etat de droit ▪ Installation des autorités locales chargées de la gestion des communautés locales <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Interruption de l'Etat de droit et de la démocratie ▪ Suspension des activités de l'organisation pour défaut de financement
Systèmes financiers décentralisés (SFD)			
ASUSU	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présence à Tahoua et Maradi avec quelques guichets locaux dans certaines communes ▪ Développement d'un produit « crédit maraîcher » (crédit de campagne) pour les coopératives et les producteurs individuels ▪ Liens et expérience avec le PRODEX pour le financement des activités des entrepreneurs impliqués dans la mise en œuvre (notamment les GSC) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Situation financière précaire (fonds propres nets négatifs, niveau de crédits en souffrance, dépassant les normes en vigueur, rentabilité défailante, etc.) ▪ Un grand nombre de CMEC ont fermé durant et suite à la crise ▪ Quasi absence de CMEC dans l'Ouest ▪ Personnel insuffisant pour le démarchage au niveau local 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Réseau est sous administration provisoire depuis 2009 ▪ Intérêt pour travailler avec les groupements de producteurs (cf. garanties morales et financières) ▪ Appui du PADMIF en termes de capacités techniques (formation des responsables régionaux) <p><u>Menace</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recapitalisation insuffisante via BAGRI

Institutions	Forces	Faiblesses	Opportunités/Menaces
KOKARI	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expérience avec les bailleurs ▪ Activités d'intermédiation financière: sensibilisation et formation de la demande rurale pour la lier avec les SFD, lignes de crédit de bailleurs, etc. ▪ Femmes = 70% de leurs clients 		
ANIP/MF: Association nigérienne des institutions professionnelles demicrofinance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Regroupe la quasi-totalité des institutions de micro finance de CI ▪ Partenaire technique majeur dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs de la micro finance en CI 		
ARSM: Association de régulation du secteur de la microfinance			
BAGRI			
Secteur privé			
Fournisseurs de semences et autre matériel végétal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Secteur organisé ▪ Association Nationale des Semenciers de Côte d'Ivoire (ANASEM-CI) regroupe les 19 associations régionales de semenciers ▪ ANASEM-CI collabore avec le secteur semencier public ▪ ANASEM-CI partenaire du Projet FIDA PRAREP ▪ Plusieurs entreprises privées: SEMIVOIRE (riz, maïs et espèces maraîchères), CALLIVOIRE (maïs, riz et espèces maraîchères), SYGENTA (surtout maïs), AVENTIS (maïs), CABETY SEED 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ANASEM-CI jeune (créée en 2009) 	<p><u>Opportunités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique national semencière et Plan national semencier adoptées par le Gouvernement en 2009 <p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faibles capacités financières des producteurs
Fournisseurs d'engrais et de produits phytosanitaires	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Secteur organisé ▪ Distributeurs de produits phytosanitaires regroupés au sein d'une Association (ADIPHYTO-Niger) ▪ Interlocuteur de l'Etat pour l'application de la réglementation sur les produits agro pharmaceutiques ▪ Budget constitué des cotisations des membres 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coûts élevés des engrais et produits phytosanitaires 	<p><u>Menaces</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prix élevés ▪ Faibles capacités financières des producteurs
Transporteurs/Collecteurs		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coût élevé du carburant ▪ Circuits peu maîtrisés ▪ Montant élevé des espaces de vente ▪ Coût élevé de l'information sur la disponibilité des produits ▪ Tracasseries routières ▪ Manque de liquidité et l'accès difficile au crédit 	

Dossier clé 3: Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats

Partenaires techniques et financiers	Secteurs Prioritaires et interventions principales	Période de la Stratégie nationale d'intervention	Axes potentiels de partenariat avec le COSOP
Coopération Allemande (GIZ)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion durable des ressources et développement communal et communautaire (LUCOP), Agadez, Tahoua et Tillabéri. Appui à planification et mise en œuvre des plans de développement de la population, réhabilitation d'infrastructures sociales et économiques, décentralisation et développement municipal, gestion des ressources naturelles, conseil et dialogue politique au niveau national et coordination de PFT. Le programme LUCOP a été scindé en deux en 2012: il existe maintenant un programme décentralisation et un programme « développement rural » [PROMAP] axé sur la petite irrigation dans les 3 régions ▪ Appui à l'autorité du Bassin du Fleuve Niger, 2007-2016 ▪ Appui financier dans le cadre du DNPCGA (PPSA) ▪ Appui à la mise en œuvre du Plan décennal de développement de l'éducation ▪ La GIZ est chef de file pour les PTF du cadre de concertation sur la petite irrigation 	2004-2015 (phase II 2007-2010)	Axes potentiels de partenariat <ul style="list-style-type: none"> ▪ les aspects transversaux comme le changement climatique ▪ Potentiel de collaboration dans le domaine de l'irrigation, notamment la capitalisation de bonnes pratiques, la coordination des acteurs et les coopérations opérationnelles dans les régions de Tahoua et Maradi ▪ Echange et coordination sur l'appui à la décentralisation, et le développement communautaire
Coopération Belge (CTB)	<p>Programmes du PIC 2009-2012 Développement rural</p> <p>Programme élevage</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Azawak 2 ▪ Appui à l'élevage des bovins de race Azawak clôturé en date du 31/12/2009 ▪ Chèvres rousses 2 ▪ Appui à la sélection, promotion et diffusion de la chèvre rousse de Maradi: clôturé en date du 31/12/2009 ▪ AI Elevage <p>Appui institutionnel au Ministère de l'élevage</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ AAPSSP <p>Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux</p> <p>Programme genre</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ ARMFD 1 & 2 ▪ Amélioration des Revenues Monétaires des Femmes dans la Région de Dosso (2^{ième} phase) ▪ AI Femmes <p>Appui institutionnel au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant.</p> <p>Programme sécurité alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Extension PAMED <p>extension du projet PAMED II, (Programme d'Appui à la Mise en place des Entités Décentralisées de la région de Dosso) faisant déjà l'objet d'une contribution financière du FBSA</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PDIT <p>Projet de lutte contre l'insécurité alimentaire par le développement de l'irrigation à Tillabéri (PDIT): fin de la période de mise en œuvre opérationnelle au 31 janvier 2012</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PHVP2 <p>Programme d'Hydraulique Villageoise et Pastorale – 2^{ème} phase: en cours De formulation</p> <p>Zones: <i>Dosso comme régions prioritaires, mais aussi Tillabéry, Tahoua et Maradi</i></p>	 2009 2009 2014 2014 2014 2012-2016 2012 2013-2017	<p>Partenariat précédent</p> <p>Fond Belge de Survie : nutrition, accès aux soins de santé, scolarisation, eau potable</p> <p>Axes potentiels de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Partenariat et capitalisation sur la base du PDIT (notamment sur la gestion du foncier et la petite irrigation). ▪ Partenariat opérationnel autour du programme PHVP2

Partenaires techniques et financiers	Secteurs Prioritaires et interventions principales	Période de la Stratégie nationale d'intervention	Axes potentiels de partenariat avec le COSOP
	<ul style="list-style-type: none"> CTB est chef de file d'élevage (SDR) et chef de file de donateurs bilatéraux dans le secteur de santé 	<p><i>Le prochain programme stratégique de la CTB (PIC) couvrira la période 2013-2018</i></p>	
Coopération Danoise (DANIDA)	<ul style="list-style-type: none"> PASR: Programme d'appui au Secteur rurale, Diffa et Zinder (y inclus appui aux Chambres d'Agriculture Régionales). Défense et protection de l'environnement en vue d'un développement durable. Renforcement des capacités dans le domaine de l'adaptation climatique (acteurs étatiques et non étatiques) PASEHA: Eau et Assainissement, Zinder et Difa PABEG: Programme d'appui à la bonne gouvernance, 2008-2012: promotion des droits de la femme et décentralisation des communes. FNUAP: renforcement du rôle de la femme dans le processus de développement/appui à la bonne gouvernance Chef de file «eau et assainissement» 	<p>2009-2013</p> <p>2010-2014</p> <p>2008-2012</p>	<p>Axes potentiels de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> Possibilité d'échanges entre les projets FIDA et le Programme d'Appui au Secteur Rural (PASR Zinder-Diffa) concernant appui aux OP et Chambres d'Agriculture et dans le domaine de l'adaptation au changement climatique Complémentarité PACII et appui à la décentralisation par les projets de DANIDA
Coopération Espagnole (AECID)	<ul style="list-style-type: none"> La Coopération espagnole est un acteur nouveau sur la scène nigérienne (depuis 2008) et est en train d'élaborer un nouvel accord (programme) avec le Niger (2011) 4 secteurs: culture, genre, santé, sécurité alimentaire et développement rural et Aide Humanitaire (y inclus appui au DNPCGA) Chef de file pour le genre. Appui institutionnel au Ministère de Genre et Promotion de la Famille Programme conjoint Enfance Nutrition Sécurité Alimentaire L'Espagne finance le Programme PUSADER à travers la Banque Mondiale Sécurité alimentaire et petite irrigation à Tahoua (avec FAO) et Maradi (ONG Espagnole) appui au IARBIC; appui à la riziculture (grands périmètre avec Tragsa) appui au recensement du cheptel avec FAO Projet petite hydraulique dans les régions de Tahoua et Zinder(PPHSA) Co-financement du programme de mobilisation des eaux (PMERSA/GASFP-BAD) Appui à l'organisation du symposium international sur la sécurité alimentaire (SISAN) Partenariat avec l'INRAN sur la petite irrigation Sur le Prochain MAP, l'accent devrait être mis sur la petite irrigation et l'élevage (études sur le potentiel et la faisabilité d'abattoirs en cours). Un intérêt important existe également pour le croisement du foncier et du genre (groupements féminins) 	<p>2010-2013</p> <p>2008-2012</p> <p>2011-2015</p> <p>2010</p> <p>2011</p> <p><i>Le Prochain Cadre stratégique de coopération (MAP) doit être élaboré en 2012</i></p>	<p>Partenariat actuel</p> <p>AECID cofinance le PUSADER à travers la Banque Mondiale</p> <p>Axes potentiels de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> la thématique « élevage » pourrait-être l'occasion d'une collaboration Petite irrigation, à travers le projet RUWANMU, qui sera financé par l'Espagne et la capitalisation des expériences de l'Espagne en la matière; collaboration dans le cadre du PMERSA (Maradi, Tahoua, Zinder) Genre et foncier, notamment dans la région de Maradi
Coopération française (MAEE et AFD)	<ul style="list-style-type: none"> Secteurs de concentration du Document Cadre de Partenariat (DCP): promotion éducation, santé, eau potable, assainissement/renforcement de la décentralisation/appui à l'enseignement supérieur/recherche <p>Dans le secteur développement rural et sécurité alimentaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> Financement du PAM Financement ONG: Secours Catholique, ACTED, CARE France, ACF-ACH Fonds Social de Développement (FSD): privilégie les initiatives AGR/emploi de jeunes et la condition des femmes et leur renforcement de leur rôle dans la société nigérienne Assistance technique et financière au DNPCGA (AFD) Projet d'aménagement et de gestion du Bassin Versant de Badaguichiri au Niger (AFD) 	<p>2006-2010</p> <p>2009-2014</p>	<p>Partenariat précédent</p> <p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> Echange sur la sécurisation des espaces pastoraux, sur les filières avicoles et maraîchères Collaboration sur la petite irrigation dans la région de Tahoua

Partenaires techniques et financiers	Secteurs Prioritaires et interventions principales	Période de la Stratégie nationale d'intervention	Axes potentiels de partenariat avec le COSOP
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet d'appui à la sécurité alimentaire des ménages dans les départements de Gouré et Mainé (PASAM) (AFD) ▪ Projet d'appui à l'Autorité du Bassin du Niger pour la gestion intégrée des ressources en eau (AFD) ▪ Par ailleurs, l'AFD doit contribuer à la mise en valeur des périmètres irrigués générés par le barrage de Kandadji. Une formulation est en cours 	<p style="text-align: center;">2010-2013</p> <p style="text-align: center;">2010-2014</p> <p style="text-align: center;">2016-...</p> <p style="text-align: center;"><i>Le Document cadre de Stratégie (DCP) pour le Niger est actuellement en cours de renouvellement, le précédent couvrant la période 2006-2010</i></p>	
Coopération Japonaise (JICA)	<p>3 domaines d'activités privilégiés: Promotion de l'éducation/santé/développement rural. La coopération japonaise met l'accent sur le renforcement des capacités, via des formations, stages et présence de volontaires japonais sur le terrain.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet d'Approvisionnement en Eau Potable en vue de l'éradication du Ver de Guinée dans la Région de Tillabéri ▪ Programme d'Urgence pour l'Approvisionnement en Eau pour faire face au Changement Climatique ▪ Projet Formation et Vulgarisation des Techniques pratiques pour l'Atténuation des Effets de la Désertification et l'Amélioration des Revenus des Ménages du Sahel ▪ Préparation d'un projet de valorisation des ressources en eau au niveau des oasis sahariennes dans les régions de Tahoua et Maradi 		<p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Valorisation des ressources en eau à Maradi et Tahoua.
Coopération Luxembourgeoise (LUXDEV)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la mise en œuvre de la SDR dans la région de Dosso (Programme NIG/018). L'abrogation de la SDR et l'avènement de l'i3N pose la question du redéploiement de cet appui ▪ Appui à la formation technique et professionnelle et l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle. Développement de l'artisanat au Niger (Dani III) ▪ Appui à la mise en œuvre de la politique nationale dans le domaine de la santé ▪ Programme régional d'appui au développement de l'éducation de base à Dosso 	<p style="text-align: center;"><i>Programme Indicatif de Coopération (PIC) 2008-2012</i></p>	<p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation agricole et insertion des jeunes, sur les approches méthodologiques
Organisation Néerlandaise de Développement (SNV)	<p>La SNV intervient au Niger dans 3 secteurs: Agriculture, énergies renouvelables, hygiène et assainissement, essentiellement à travers de l'appui technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités des organisations locales (communes, OP, communautés) ▪ Appui au développement de filère oignon/élevage pastoral (Maradi, Tahoua, Zinder et Niamey) ▪ Education (appui des inspections, conseils pédagogiques, formation des enseignants et visites d'échange, pour améliorer la qualité de l'enseignement et encourager l'accès des filles à l'éducation) ▪ Santé: accompagnement des structures communautaires, sensibilisation/motivation du personnel de santé, création d'une mutuelle de santé 	<p style="text-align: center;"><i>En cours</i></p>	<p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui aux filières vivrières et renforcement de capacités des OP
Coopération Suisse	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme d'hydraulique rurale <p>C'est une suite partielle du programme FSIL (Fonds de Soutien à l'Initiative Locale). Ce nouveau programme portera sur les problématiques de l'eau potable et l'assainissement dans les régions rurales de Dosso et Maradi (Phase 1). Approche communale, accent sur la planification participative et les investissements. Capitalisation et documentation,</p>	<p style="text-align: center;">2012-2016 (mais perspective à 10 ans)</p>	<p>Partenariat précédent</p> <p>Axes potentiels de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Capitalisation de l'expérience de la DDC en matière de gestion de l'accès aux ressources

Partenaires techniques et financiers	Secteurs Prioritaires et interventions principales	Période de la Stratégie nationale d'intervention	Axes potentiels de partenariat avec le COSOP
	<p>disponibilité en eau (humaine et pastorale)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme Eau/Assainissement Banque Mondiale Appui à l'organisation et au fonctionnement du Water and Sanitation Program au Niger. (phase 3) ▪ Appui aux organisations rurales du Niger (phase 3): 7 OP appuyées (FUGPN/MORIBEM, AID KOOKARI, FCMN Niyya, AREN, CAPAN, PFPN, RECA), pour certaines sur les aspects micro (appui à la production) et pour les autres sur les aspects macro (lobbying) ▪ Programme d'appui au Secteur de l'Élevage (PASEL) Dans les régions de Maradi et Dosso: appui en direction essentiellement des couloirs de passage et des aires de pâturage. d'une part sur la consolidation de la sécurisation de la mobilité des pasteurs dans les départements de Dakoro, Guidan Roumdji, Gaya, Dosso, Douchi et Loga, et d'autre part l'aménagement et l'optimisation des productions agrosylvo-pastorales des enclaves pastorales et aires de pâturage le long des couloirs de passage, accent particulier sur la vallée de la Tarka –Dakoro ▪ Programme de consolidation du dispositif d'entretien des routes rurales de Gaya(PCSER) (Phase 5): le programme aura duré 15 ans et se termine dans un an ▪ Recherche petite irrigation(PADIP) Partenariat avec les Universités de Niamey et de Lausanne: recherche appliquée sur le potentiel de la petite irrigation ▪ Idée d'un nouveau programme sur la petite irrigation Accès à la petite irrigation, renforcement des unions paysannes, intrants, techniques de production, crédit de campagne, mise en marché 	<p>2010-2012</p> <p>2011-2014</p> <p>2010-14</p> <p>2010-2013</p> <p>2010-12</p> <p><i>Ces projets font partie des orientations stratégiques 2010-2014 de la DDC au Niger</i></p>	<p>(sol, eau, bois, etc...), notamment sur les instruments et processus de planification et de gestion territoriale et foncière (SAF, structure du code rural, application du code pastoral)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Echanges et partenariats sur le renforcement de la production agricole à travers les organisations paysannes (conseil agricole, structuration des OP...) ▪ Echanges et partenariats sur le thème de la petite irrigation au niveau des exploitations familiales/partenariat opérationnels dans la région de Maradi ▪ Echanges et partenariats dans le domaine de l'hydraulique pastorale ▪ Echanges et partenariats sur la prise en compte de l'aspect genre
<p>Délégation de l'Union Européenne</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La Délégation Européenne était chef de file des PTF pour le développement rural et en charge du Cadre de concertation Etat/PTF pour la Stratégie de Développement Rural, et fournissait un appui institutionnel et opérationnel à la SDR (y inclus pour la suivi et évaluation de SDR) au niveau nationale et pour la région de Tahoua [projet ADAP] L'abrogation de la SDR et son remplacement par l'i3N pose la question du redéploiement de cet appui. ▪ Secteurs: gouvernance et de l'économie, les infrastructures de transport et les mines, les acteurs non étatiques et le développement rural (agriculture, élevage, hydraulique, environnement) et sécurité alimentaire ▪ Mécanismes d'intervention: à travers le FED (aide budgétaire et programmes) et à travers des lignes financières pour des programmes spécifiques (les derniers via gestion à Bruxelles). Aide budgétaire et quelques programmes ▪ La sécurité alimentaire: appui au dispositif National de prévention et de Gestion des Crises Alimentaires, DNPCGA), essentiellement via l'aide budgétaire. La Délégation intervient également au titre de l'aide humanitaire lorsque nécessaire. Nouvel accent sur la planification familiale (porte d'entrée: nutrition) ▪ Appui à l'IARBIC (voir FAO, CTB) ▪ 2 nouveaux programmes en construction: eau et assainissement (Zinder, Maradi et Tahoua: eau potable et assainissement) et PAMPSIII (Maradi et Tahoua); et à Zinder et Dosso (31 communes): petits investissements productifs (rurales et agricoles) et micro finance avec le FENU (cadre institutionnel MF au niveau national et lignes de crédit dans les régions de Zinder et Dosso): Projet PADSR ▪ Appui à l'étude du nouveau dispositif appui conseil 	<p>2008-2013</p> <p>2012-2017</p>	<p>Axes potentiels de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dialogue politique, suivi évaluation Maradi ▪ Concertation et harmonisation des actions à Tahoua ▪ Complémentarité avec les interventions de DNPCGA concernant stabilisation du capital agricole des vulnérables (en cas de crise) ▪ Planification familiale (Maradi) ▪ Echanges concernant l'appui au secteur de micro finance et les investissements productifs, notamment dans la région de Zinder

Partenaires techniques et financiers	Secteurs Prioritaires et interventions principales	Période de la Stratégie nationale d'intervention	Axes potentiels de partenariat avec le COSOP
	<p>Projet de développement du Nord du Niger, dans les régions d'Agadez et de Tahoua, formulation actuellement en cours</p> <p>Projet d'appui aux parcs de l'entente</p> <p>Projets facilité eau, en partenariat avec des ONG</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Titulaire: CREPA (BF) Zone: Région de Zinder, département de Kantché: Amélioration de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base dans le département de Kantché au Niger (Projet OMD Kantché) ▪ Titulaire: Care Danemark Zone: Basse vallée de la Tarka – Départements de Madaoua et Bouza. Eau assainissement & Fertilisation Ecologique pour la réalisation des OMD. ▪ Titulaire: CRF; zone Tanout et Magaria (Zinder): Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, ainsi que des pratiques d'hygiène pour les populations des départements de Tanout et Magaria, région de Zinder ▪ Titulaire: CISV; zone département de Tanout, région de Zinder: Accès à l'eau potable et amélioration de l'hygiène dans le département de Tanout 	<p>2013-2017</p> <p>2011-2015</p> <p><i>La préparation du prochain PIN (Programme Indicatif National) débutera fin 2012, pour un 11^e FED 2014-2019</i></p>	
<p>PNUD/UNCDF (Fonds des Nations Unies pour le Développement du Capital)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Secteurs: 1) gouvernance (participation citoyenne, décentralisation en gouvernance locale), 2) atteinte OMD, jeunes et femmes, services sociaux de base 3) Gestion durable des ressources naturelles ▪ Appui/mobilisation des PTF (initiative/démarche) pour aider le Gouvernement à travers l'initiative MAF (Fond d'accélération des OMD) ▪ Programme d'appui aux parcs de l'entente (PNUD) ▪ PAA (Programme africain d'adaptation): conduite d'études/élaboration d'un cadre politique approprié/élaboration projets pilotes ▪ Mise en œuvre des priorités du PANA dans 8 communes ▪ Appui à l'étude concernant le dispositif appui-conseil agricole ▪ Programme d'Appui au Développement Économique Local (PADELII) - UNCDF: consiste en deux sous-programmes qui ont pour objet de promouvoir le développement économique de la région de Maradi en réduisant la vulnérabilité des groupes cibles. Développement Local et Sécurité Alimentaire (DELSA) et Programme d'Appui au Développement de la Microfinance (PADMIF) ▪ Projet PADS (UE), régions de Zinder et Dosso: mise en œuvre du volet microfinance ▪ Appui aux jeunes: mise en place politique en appui-conseil pour la promotion des jeunes dans l'entrepreneuriat au niveau régional à travers des Chambres de commerce 	<p>2010-2014</p> <p>2011-2015</p> <p>2010-2012</p> <p>2009-2013</p> <p>2010-2014</p> <p>2012-2017</p> <p>2010-2014</p> <p><i>Programme stratégique pays en cours: UNDAF 2009-2013</i></p>	<p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la valorisation des opportunités économiques par des jeunes ▪ Appui au secteur de la micro finance dans la région de Maradi (ciblage commun des IMF) ▪ Complémentarités pour l'appui aux communes de Maradi et échange des leçons tirées et bonnes pratiques ▪ Concertation dans le cadre de MAF et dans le cadre du programme conjoint de Maradi (SDRP Maradi) ▪ Partenariats opérationnels sur le PASADEM
<p>FAO</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet d'Intensification de l'Agriculture et des Boutiques d'Intrants Coopératives (IARBIC). ▪ Projet capitalisation (en partenariat avec Coopération belge): capitalisation des expériences sur la distribution d'intrants et les banques de céréales (warrantage) Promotion de l'utilisation des intrants agricoles par les organisations de producteurs: approvisionnement des producteurs et des productrices en intrants agricoles. www.capitalisation-bp.net ▪ Élaboration d'une Stratégie d'approvisionnement en intrants pour une agriculture durable (SIAD) ▪ Recensement général dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage 	<p>1999-en cours</p> <p>2010-en cours</p> <p>2009-en cours</p>	<p>Partenariat précédent</p> <p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Utiliser l'étude horticulture et de mécanisation agricole ▪ Renforcement des systèmes d'information et de communication des OP faitières et des organisations d'appui au monde rural. Formations pratiques pour le développement des compétences dans les domaines de la

Partenaires techniques et financiers	Secteurs Prioritaires et interventions principales	Période de la Stratégie nationale d'intervention	Axes potentiels de partenariat avec le COSOP
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la mise en œuvre de la muraille verte ▪ Appui à l'étude de dispositif appui-conseil, appui à l'étude sur la mécanisation agricole, appui à l'étude sur l'horticulture (et la maîtrise de l'eau) ▪ Sécurité alimentaire: appui au DNPCGA ▪ Appui au RECA ▪ Appui à l'élaboration de la Stratégie 3N 	Plan Cadre des Priorités à Moyen Terme 2010-2013	<p>capitalisation d'expériences, la gestion des données statistiques et informatiques, la communication et la gestion de l'information électronique</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Echange d'expériences sur les boutiques d'intrants
PAM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme Pays: favoriser l'accès à l'éducation de base, renforcer la prévention et l'atténuation de l'insécurité alimentaire en période de soudure, contribuer à l'amélioration nutritionnelle et sanitaire des personnes vivant avec le VIH/sida et la tuberculose ▪ Banques céréalières, santé/nutrition, cantines scolaires, vivres en échange de formation, vivres en échange de main-d'œuvre, blanket feeding , cash en échange de travail ▪ IPSR (Intervention Prolongée de Secours et de Redressement): stabilisation de la malnutrition aigüe des enfants de moins de 5 ans, préservation des moyens de subsistance et renforcement de la capacité des populations vulnérables à supporter les chocs, renforcement des capacités nationales d'établissement et de gestion des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition 	<p>2008-en cours</p> <p>2007-en cours</p>	<p>Partenariat actuel Stocks de banques de soudure</p> <p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ collaboration directe avec les projets à Maradi lorsque des crises surviennent (recapitalisation des ménages vulnérables à travers des stocks pour les banques de soudure)
UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des banques céréalières ▪ Renforcement des communautés pour la prévention et le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, les mécanismes de réponse ▪ Promotion de Nutrition et toutes les actions qui peuvent y concourir, enfants au niveau des centres de santé et des hôpitaux ▪ Renforcement des infrastructures de santé et la construction des centres de santé ▪ Renforcement des infrastructures scolaires ▪ Promotion des opérations chèvres laitières (chèvres rousses) 	<i>En cours</i>	<p>Partenariat actuel</p> <p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Collaboration pendant les crises (banques soudures, ménages vulnérables) ▪ Partenariat pour améliorer la situation nutritionnelle et planification familiale
BANQUE MONDIALE	<p>Les interventions de la Banque Mondiale concernent la majeure partie des secteurs. Dans le secteur du développement rural et de la sécurité alimentaire, les actions portent sur le développement du capital productif (PAC2 et PUSA2), le développement des filières commerciales (PRODEX), et des interventions pour renforcer la résilience des populations (filets de sécurité PFS et adaptation aux changements climatiques PAC-RC).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PAC II: projet d'action communautaire, promotion du développement local et décentralisation/financement de sous-projets ▪ PRODEX: projet d'exportation des produits agro-pastoraux et de développement des marchés (40 millions US dollars, dont 9 millions pour des infrastructures) ▪ PUSA2: Programme d'Urgence et de Sécurité Alimentaire 2 (Maradi)/réhabilitation de périmètres rizicoles, accompagnement des coopératives et production semencière ▪ PAC-RC Projet d'action communautaire pour renforcer la résilience climatique ▪ Programme Filets de sécurité (PFS) 	<p><i>Country Assistance Strategy (CAS) en cours d'élaboration. L'actuelle couvrirait la période 2008-2011</i></p> <p>2008-2013</p> <p>2009-2014</p> <p>2011-2013</p> <p>2012-2017</p> <p>2011-2017</p>	<p>Partenariat actuel</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ cofinance le PAC II (en cours) et échanges entre les projets du FIDA et le PACII ▪ Cofinancement du PUSADER (en début de mise en œuvre). <p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Partenariat avec le PRODEX à Maradi ▪ améliorer la complémentarité entre le PACII, le PUSADER, le PPILDA PLUS et le PRODEX ▪ partenariat pour des questions démographique à Maradi ▪ Partenariats avec le PAC-RC et le PFS en matière de résilience des populations
Banque africaine de Développement (BAD)	<p>La BAD intervient dans de nombreux secteurs liés à l'atteinte des OMD</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui au développement de l'enseignement et la formation professionnels et technique ▪ Renforcement de l'éducation de base ▪ Projet d'appui à la décentralisation (Maradi) <p>Dans le secteur du développement rural, la BAD intervient essentiellement dans le domaine de la mobilisation des ressources hydriques (promotion des techniques hydro-</p>		<p>Axe potentiel de partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Aménagements hydro-agricoles, gestion des ressources en eau. ▪ Partenariats opérationnels, notamment dans le cadre du projet PMERSA ▪ Formation Agricole ▪ Appui à la décentralisation

Partenaires techniques et financiers	Secteurs Prioritaires et interventions principales	Période de la Stratégie nationale d'intervention	Axes potentiels de partenariat avec le COSOP
	agricole, protection des ressources naturelles et appui à la réalisation des barrages): <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme Kandadji Régénération des écosystèmes et mise en valeur de la vallée du Niger (P-KRESMIN) ▪ Projet d'AEPA en milieu rural dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri ▪ Projet d'appui au développement local dans la région de Diffa (PADL-Diffa) ▪ Projet mobilisation des eaux Maradi ▪ Projet AEPA en milieu rural – phase 2 ▪ Projet mobilisation des eaux Maradi Zinder Tahoua (PMERSA) 	2009-... 2007-... 2004-... 2011-... 2012-... 2012-2016 <i>Le document de stratégie pays (DSPA) a 2004-2009 a été prolongé jusqu'à 31 décembre 2012</i>	
Banque ouest-africaine de développement (BOAD)	La BOAD intervient le plus souvent à travers le financement de projets d'infrastructure, notamment dans le secteur de l'énergie (Centrale électrique de Niamey...). Dans le secteur du développement rural, la BOAD intervient essentiellement sur le financement du barrage de Kandadji. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation au financement du Projet Kandadji ▪ Projet d'Alimentation en Eau Potable des Centres Secondaires de Gothèye, Ayérou et Dan Issa 	En cours	Partenariat précédent Axe potentiel de partenariat <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion environnementale
BID	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Co-financement du Programme Kandadji de régénération des écosystèmes et mise en valeur de la vallée du Niger 		Axe potentiel de partenariat
OFID	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Secteurs: éducation, santé, développement rural multisecteur, transport, eau ▪ Co-financement du Programme Kandadji de régénération des écosystèmes et mise en valeur de la vallée du Niger ▪ Financement de la route de Oualam 	<i>En cours</i>	Axe actuel de partenariat <ul style="list-style-type: none"> ▪ PUSADER Axe potentiel de partenariat Aménagement hydro-agricole et pistes
CARE-Niger	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maradi ▪ Identification et ciblage des groupes vulnérables avec ses enquêtes sur la sécurisation des conditions de vie des ménages, suivi de situation des population ▪ PROSAN: mise en place de système communautaire d'alerte précoce et de réponse à l'urgence (SCAP/RU) et d'observatoires de suivi de la vulnérabilité (OSV) au niveau villageois ▪ Appui à la petite irrigation/maraîchage ▪ Valorisation du rôle de la femme, épargne crédit féminin (Mata Masu Dubara). Elevage de petits ruminants réservé aux femmes 	<i>En cours</i>	Axe potentiel de partenariat <ul style="list-style-type: none"> ▪ Groupements MMD, renforcement de capacité des groupements féminins, changement comportement genre, participation au développement communal
CONCERN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maradi ▪ RRC: activités de restockage de chèvres, cash for work, petite irrigation/jardins maraîchers, banques céréalières etc. ▪ Promotion de la formation technique ▪ mise en place d'un système communautaire d'alerte précoce et de réponse à l'urgence (SCAP/RU) au niveau villageois pour traiter de 4 thèmes: la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, l'environnement et la GRN, ainsi que les relations sociales 	<i>2010-en cours</i>	Axe potentiel de partenariat <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recapitalisation agricole en cas de crises
AFRICARE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maradi ▪ Projet Initiative sécurité alimentaire: mise en place d'un système communautaire d'alerte précoce et de réponse à l'urgence (SCAP/RU) sur la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, l'environnement et la GRN 	<i>2009-2011</i>	Axe potentiel de partenariat <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recapitalisation agricole en cas de crises

Partenaires techniques et financiers	Secteurs Prioritaires et interventions principales	Période de la Stratégie nationale d'intervention	Axes potentiels de partenariat avec le COSOP
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les capacités aux populations de mieux prévenir et gérer les situations de crise, d'endiguer la passivité des communautés devant les chocs extérieurs 		
Karakara	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivi de vulnérabilité, diagnostic participative de vulnérabilité ▪ Comités intervillageois: participation au développement communal (Coopération Suisse) ▪ Avec Proxel: élevage, volaille, banques de céréales, boutiques d'intrants 	<i>En cours</i>	Axe potentiel de partenariat <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diagnostic participatif par les OPB ▪ Participation responsable ▪ Appui aux OP (filières vivrières)
AREN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Association de services aux groupements des éleveurs ▪ Partenariats avec la Coopération suisse, Oxfam Novib, PAM, Unicef, UE ▪ Sécurisation d'élevage (capacité des éleveurs et leurs groupements, structuration, prévention des conflits, crises alimentaires) ▪ Commercialisation bétail ▪ Programmes sécurité alimentaire des éleveurs avec PAM, Unicef, Oxfam, UE 	<i>En cours</i>	Axe potentiel de partenariat <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement filières bétail et petite élevage et les groupements des éleveurs ▪ Mise en œuvre code pastorale avec la population ▪ Recapitalisation des petits éleveurs en cas de crise

Dossier clé 4: Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables

Groupe cible	Niveau de pauvreté et causes	Réponses	Besoins prioritaires	Réponses du COSOP
Les petits agriculteurs/trices ou exploitations familiales	<p><u>Niveau de pauvreté élevé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible revenu et vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, soudures aiguës ▪ Variabilité du climat, faible adaptation aux changements climatiques et faible maîtrise de l'eau ▪ Pratiques nutritionnelles non adéquates, diversification faible des aliments • Dégradation des sols • Pénurie de terres cultivables dans le Sud, pertes de terres cultivables (vente, pression démographique) • Faible circulation des céréales pendant la soudure et crises, forte spéculation, contrôle par des réseaux des commerçants transfrontaliers ▪ Accès difficile aux intrants appropriés et aux services agricoles ▪ Enclavement et faible entretien des infrastructures et pistes ▪ Faible valeur ajoutée des produits agricoles ▪ Ignorance sur les opportunités économiques ▪ Faible accès aux services de crédit ▪ Opportunités très limitées pour développer des activités en dehors de l'agriculture et faible accès aux formations agricoles et rurales ▪ Faible participation aux décisions locales (privées et publiques), isolés des dynamiques communales et de contexte • Faible accès aux services de 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Migration saisonnières ou définitive vers les centres urbains, le Nigeria, RCI, Lybie et Ghana. ▪ Recours à la diaspora ▪ Décapitalisation (terre, bétail, mobilier...) ▪ Solidarité, distribution de la nourriture, tontines et initiative d'épargne et crédit informelles ▪ Dépenses pour les cérémonies dans l'esprit de réciprocité ▪ Travail local comme journalier ▪ Métiers de Service, petit commerce et petit élevage ▪ Crédit non remboursé ▪ Mendicité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès à l'eau et à la terre ▪ Diversification et nouvelles opportunités pour la création de revenus ▪ Restauration de sols (itinéraires productifs) ▪ Intrants adaptés aux changements climatiques ▪ Encadrement (accessibilité des populations rurales aux paquets technologiques) ▪ Formation agricole et aux petits métiers et artisanat ▪ Diversification de production (diversification des revenus et adaptation au changement climatique) ▪ Formation sur la nutrition enrichie ▪ Autonomisation économique des femmes ▪ Gestion foncière participative ▪ Financement rural adapté ▪ Meilleure circulation des céréales sur le marché pendant la soudure ▪ Amélioration des conditions de stockage/conservation ▪ Système de communication sur les opportunités économiques ▪ Amélioration de la transparence des marchés, itinéraires adaptés aux normes du marché ▪ Structuration et renforcement des organisations des producteurs ▪ Protection sociale et recapitalisation après les crises. ▪ Système d'alerte précoce au niveau local. ▪ Sensibilisation sur les rôles des communes, communautés et OP, participation aux décisions communales ▪ Alphabétisation ▪ Systèmes de gestion des infrastructures publiques-privés ▪ Sensibilisation sur les comportements concernant le genre, les dépenses aux cérémonies, la vente d'urgence des terres ▪ Accès aux soins de santé (préventive et curative), sensibilisation nutritionnelle, 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversification de la production ▪ Augmentation des rendements de cultures et d'élevage et adaptation aux changements climatiques (intrants, pratiques culturales...) ▪ Meilleur encadrement, appui-conseil, aux petits producteurs/trices ▪ Facilitation de l'accès aux semences de qualité et aux intrants agricoles, noyaux d'élevage ▪ Restauration des sols et GRN ▪ Valorisation des terres irrigables ▪ Valorisation des espaces de marché pour l'emploi rural. ▪ Système de gestion pour mieux garantir la transparence des marchés ▪ Fonds de financement adapté ▪ Appui des OP dans l'entrepreneuriat, gestion commerciale, structuration et liens institutionnels, lien au marché ▪ Professionnalisation des OP ▪ Infrastructures à vocation économique (avec les communes) et renforcement de systèmes de gestion privé-public ▪ Renforcement de la participation des communautés et associations de base aux dynamiques communales. ▪ Campagnes nutritionnelles ▪ Systèmes de résilience endogènes (et banques de soudure)

	<p>santé de base (disponibilité faible et coûts élevés),</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses élevées pour les cérémonies (par des femmes) • Faible scolarisation des filles • Taux d'analphabétisme élevé • Faible niveau de planification familiale • Appui concentré dans l'esprit d'assistance sociale et d'urgence 		<p>planification familiale</p>	
<p>Femmes rurales pauvres ou chefs de ménage</p>	<p><u>Niveau de vulnérabilité élevé</u> Cfr. ci-dessus, mais avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible revenus pendant l'inter saison ▪ Emigration des hommes (temporaire ou définitive) et responsabilité seule du ménage ▪ En charge de nombreuses dépenses sociales (cérémonies...) ▪ Ignorance sur leurs droits ▪ Faible contrôle sur leurs propres revenus ▪ Analphabétisme ▪ Accès non sécurisé aux facteurs de production (dont la terre, les intrants), aux informations, et aux stocks des aliments ▪ Faible accès aux services de vulgarisation des technologies ▪ Accès difficile aux équipements de transformation des produits agricoles ▪ Faible accès au crédit ▪ Faible participation aux décisions locales et dans les ménages ▪ Faible accès aux services de santé et de planification familiale 	<p>Cfr. ci-dessus avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Petit commerce et petit élevage ▪ Réduction de la fréquence et de la qualité des repas ▪ Déscolarisation des enfants et report des soins de santé ▪ Solidarité, distribution de la nourriture, tontines, épargne et crédit informels ▪ Participation aux travaux communautaires 	<p>Cfr. ci-dessus avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation et communication sur les droits de femmes et les comportements intra ménages. Quota sur la participation des hommes aux sessions et aux interventions de sensibilisation ▪ Renforcement des groupements de femmes pour leur participation au développement communale ▪ Renforcement des capacités techniques et de gestion commerciale des femmes rurales par des modules adaptés ▪ Renforcement de l'autonomie économique des femmes avec une approche d'épargne et crédit (groupements) et renforcement de leur participation dans les dynamiques du marché ▪ Modernisation des équipements de production et de transformation des produits agricoles ▪ Accès à l'eau potable et aux soins de santé, planification familiale, protection sociale ▪ Actions nutrition (diversification des aliments, pratiques améliorés) ▪ Développement de techniques économisant le temps de travail dans le ménage 	<p>Cfr. ci-dessus avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Informations sur les opportunités économiques pour les femmes ▪ Mise en place de fonds particulièrement pour des initiatives des femmes ▪ Facilitation de l'accès aux nouvelles terres irriguées (à travers les OP) ▪ Organisation des séances d'alphabétisation pour des jeunes femmes et renforcer leur capacité de gestion ▪ Amélioration de l'accès des femmes aux services d'encadrement, technologies, semences de qualité et intrants adaptés à leur capacité ▪ Recherche de partenariats dans les domaines de la santé, la planification familiale, et la nutrition ▪ Sensibilisation et communication sur les droits de femmes et les comportements intra ménages ▪ Renforcement de l'autonomie économique des femmes (approche d'épargne et crédit) ▪ Renforcement des groupements féminins (gestion des banques de soudure, sensibilisation sur les comportements intra ménages, sur le code foncier lié à l'aspect genre) ▪ Campagnes nutritionnels, diversification des aliments
<p>Jeunes ruraux (15-25)</p>	<p><u>Niveau de vulnérabilité élevé</u> Cfr. ci-dessus avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance d'offres d'emplois et qualification insuffisante ▪ Accès difficile aux services de formation et encadrement, au crédit 	<p>Cfr. ci-dessus avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Migration vers zones urbaines et Nigeria • Travailler comme journalier local ▪ Chômage et ses corollaires (vol, alcoolisme, drogue, prostitution) 	<p>Cfr. ci-dessus avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversification des activités, formation agricole et rurale ▪ Renforcement de l'entreprenariat des jeunes et de leurs liens avec le marché ▪ Meilleure intégration au sein d'associations ou de groupements. ▪ Renforcement de leur capacité de 	<p>Cfr. ci-dessus avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration des jeunes dans des réseaux/OP/associations et renforcement de leur capacité organisationnelle et de gestion ▪ Intégration des jeunes dans les équipes de projets, lancer un programme de formation des jeunes avec l'Université (stage dans les projets)

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faible participation aux décisions communales et familiales ▪ Accès difficile à la terre (dans le Sud) 		<p>participation dans les dynamiques et décisions locales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Implication dans la mise en œuvre des projets et dans la diffusion des innovations ▪ Renforcement de capacité pour une émigration plus réussie 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informations adaptées sur les opportunités économiques ▪ Renforcement des capacités concernant l'entreprenariat et lien avec le marché ▪ Renforcement de la diffusion des innovations agro-écologiques et comme prestataires de services
Éleveurs (surtout hommes)	<p><u>Niveau de pauvreté et vulnérabilité élevé</u> Cfr. ci-dessus avec accent spécifique:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Détérioration des pâturages: changements climatiques et pression démographique rurale sur les espaces pastoraux ▪ Faible accès à l'information, et à la formation ▪ Faible accès au crédit adapté ▪ Faible accès aux services sociaux ▪ faible scolarisation des enfants (nomadisme) ▪ Très faible participation aux décisions communales ▪ Faible influence dans la commercialisation (systèmes des intermédiaires) ▪ Décapitalisation suite aux crises pastorales 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de la taille des troupeaux Reconversion totale ou partielle à d'autres activités (agriculture, artisanat) ▪ Petites activités alternatives 	<p>Cfr. ci-dessus mais avec accent sur filières bétail et petit élevage (autour des pôles de développement), avec attention pour les couloirs de passage (code rural et code pastoral) et pour des flux internationaux de commerce de bétail:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sécurisation des espaces pastoraux ▪ Favorisation de l'accès aux aliments bétail ▪ Développement des cultures fourragères ▪ Sécurisation sanitaires des animaux ▪ Favorisation de l'accès à la ressource hydrique ▪ Organisation de la transhumance 	<p>Cfr. ci-dessus mais avec accent sur filières bétail et petit élevage (autour des pôles de développement):</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la mise en œuvre du code rural et du code pastoral ▪ Restauration et sécurisation des espaces pastoraux ▪ Développement des banques d'aliments bétail ▪ Développement du réseau de prestataires privés ▪ Développement de l'hydraulique pastorale